

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

GIRONDE

Immobilier :
une baisse mesurée

PESSAC

Start-up Win : les leçons
de Bernard Magrez



LAURENT
BIDART

dirigeant
de Chez Bidart

Ostréiculteurs

Après la
tempête



ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS Édités par la Société ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS - SAS au capital de 45 000 € - Siège social : 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex • SIRET 456 200 476 00038 • 05 56 52 32 13 • Réunion des cinq journaux d'informations judiciaires : **AFFICHES BORDELAISES** (fondées en 1904) **ANNALES DÉPARTEMENTALES** (fondées en 1933) **ANNONCES DU SUD-OUEST** (fondées en 1924) **INFORMATEUR JURIDIQUE** (fondé en 1948) **PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE** (fondées en 1848) • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur adjoint : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Rédactrice en chef : Astrid **GOUZIK** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Noëlle **SANZ**, Raphaëlle **MOURET** & Cyrielle **MICHAUD** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH** & Marie-Amélie **HUSSON** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Assistante de direction & Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante Communication Digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable Annonces Légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Service Annonces légales : Nicolas **KARNAY**, Adèle **BROCHARD** & Sandrine **CARCENAC** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptabilité : Florence **MANOEUVRIER** • Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Anthony **BLUTEAU**, Christophe **CLERTEAU** & Franck **DUPERIÉ** • **PUBLICITÉ** : Guillaume **LALAU** & Christine **SABOURIN** • Tél. 05 56 52 32 13 • publicite@echos-judiciaires.com • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le vendredi • Impression : **ROTIMPRES Carrer del Pla de l'Estany**, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage **IGS (SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS)** • Commission paritaire n° 0228 I 82797 ISSN 0420-4360 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an papier + web : 79 € au 05 57 14 07 55



Dans l'actu

Gironde

4 En bref Gironde

10 À la une
Ostréiculteurs :
après la tempête

18 Bordeaux
Artcurial enchérit en Gironde

20 Gironde
Immobilier, une baisse mesurée

22 Gironde
Start-up Win, les leçons de Bernard Magrez

23 Bordeaux
Arké et Mutuale,
financeurs des PME du made in France

En région

24 En bref Nouvelle-Aquitaine

26 Landes
Horlogerie fine :
redonner leur splendeur aux montres anciennes

28 Lot-et-Garonne
Le Domaine de Bugatel renaît

Le cercle des experts

30 Chronique de la com
Communicants :
alliés de la transition des entreprises

34 Chronique des notaires de la Gironde
Le mandat à effet posthume

Tendances Business

38 Économie
Une croissance commerciale... malgré tout

40 Économie
Crise du logement et emploi

42 Consommation
Extension du domaine capitaliste :
le Bitcoin

Vini & Culture

44 En bref Sortir en Gironde

45 Bordeaux
Le MusBA lance sa saison impressionniste

46 Le coup de cœur de Philippe
Château Terrasson, un vin d'amoureux

48 Cinéma
Heureux gagnants

52 Annonces légales



Gironde En bref

Saucats

HORIZEO : UN PROJET RÉDUIT EN TAILLE ET EN PUISSANCE

Après un débat public et deux ans de concertation, le projet Horizeo entre dans une phase d'instruction. Les demandes de permis de construire d'un parc photovoltaïque à Saucats et les demandes d'autorisations environnementales ont été déposées fin février. Il s'agit désormais pour les porteurs de projet, Engie et Neoen, de répondre aux demandes des services de l'État avant une obtention des autorisations envisagée début 2025. « Le projet a beaucoup évolué pour répondre aux enjeux environnementaux et aux risques d'incendie et de gestion de l'eau. Les briques technologiques ont été supprimées, à savoir le data center,

l'électrolyseur et le stockage de batterie.

Le projet a été réduit en taille et en puissance mais nous restons sur une production d'énergie massive. Horizeo représenterait 10 à 15 % des objectifs de la région pour le photovoltaïque à horizon 2030 », explique Mathieu Le Grelle, directeur du développement pour Engie. Selon le projet déposé, les panneaux seront implantés sur 680 hectares pour une puissance de 820 mégawatts, ce qui représente l'alimentation de 500 000 habitants. 800 hectares seront dédiés à la sylviculture, 500 à la compensation environnementale et à la biodiversité, 8 à la production maraîchère et agrivoltaïque. L'instruction devrait durer un an. La balle sera alors dans le camp de l'État qui tranchera sur un dossier qui échappe à la nouvelle réglementation en vigueur. À partir de ce mois de mars, la loi d'accélération des énergies renouvelables interdit l'aménagement d'un parc solaire sur des parcelles à déboiser de plus de 25 hectares. Pour, rappel, dans le cadre du projet Horizeo, 1 000 hectares seraient défrichés pour 2 000 hectares reboisés, essentiellement en Gironde. Coût du projet : 600 millions d'euros.

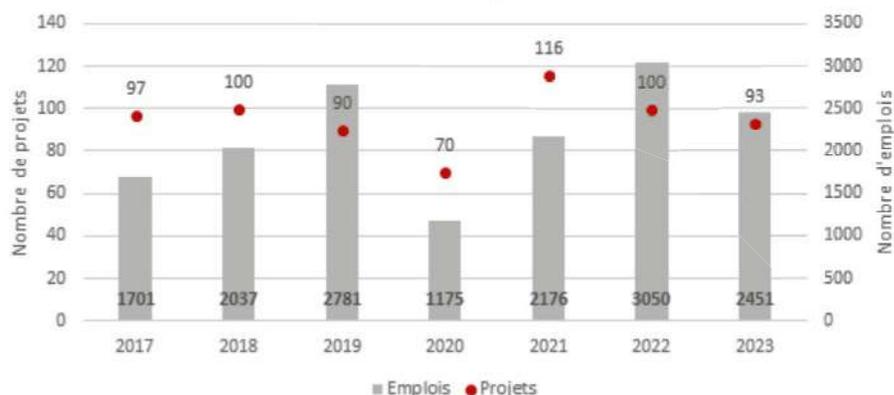


OLIVIER RÉMY
directeur du projet Horizeo



MATHIEU LE GRELLE
directeur du développement

Evolution des IDE et des emplois en Nouvelle-Aquitaine



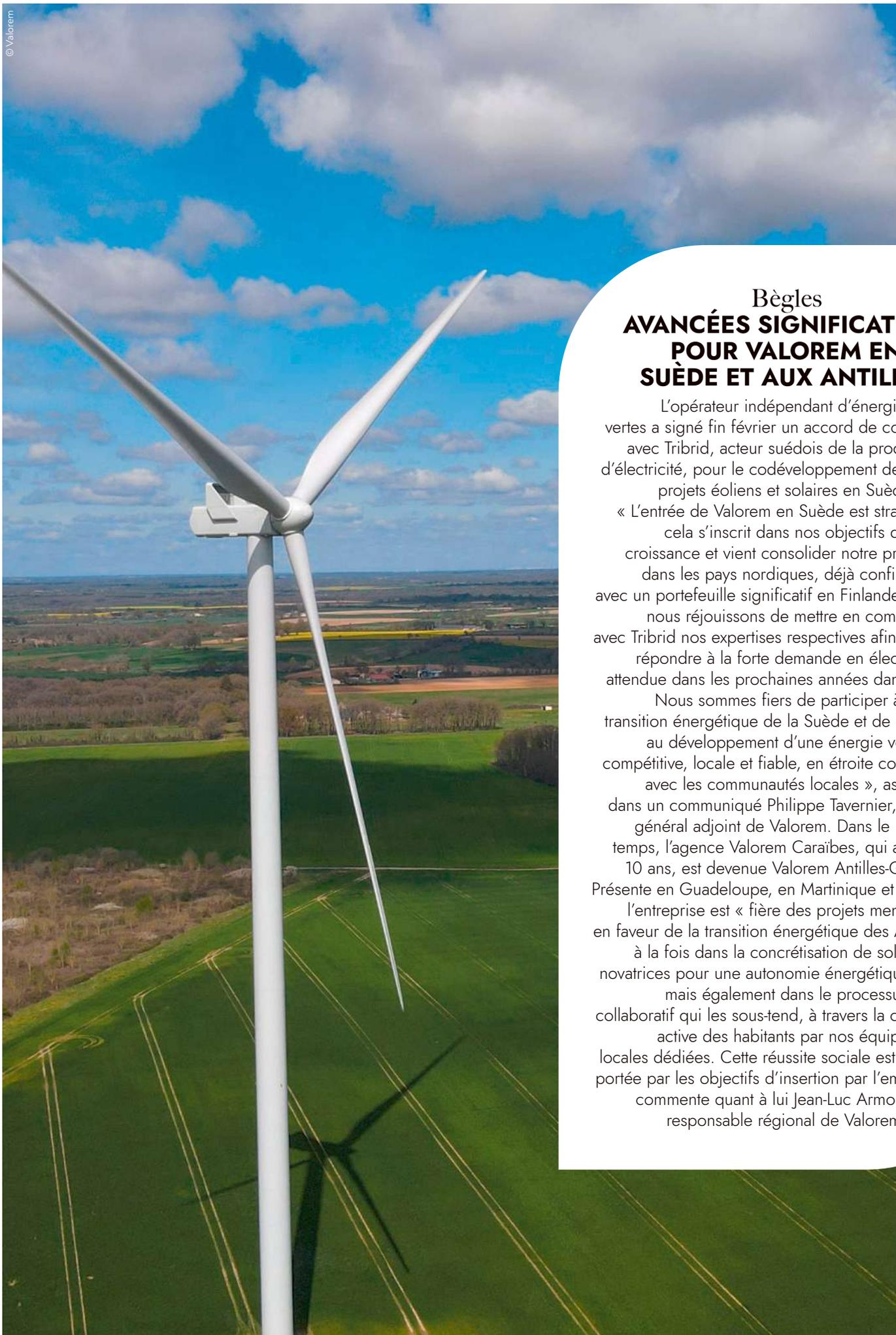
Nouvelle-Aquitaine LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS SE SONT MAINTENUS EN 2023

Le nombre d'investissements directs étrangers (IDE) en Nouvelle-Aquitaine s'est maintenu à un haut niveau en 2023 par rapport à la moyenne des 7 dernières années, avec 93 annonces d'investissements d'entreprises étrangères sur le territoire et 2 451 emplois créés ou maintenus à l'horizon 3 ans. L'activité industrielle est la cible d'un tiers des investissements, représentant 504 emplois, avec une tendance croissante à la pérennisation des sites industriels grâce à des investissements axés sur la décarbonation. Les centres de décision représentent quant à eux 15 % des projets d'investissement et les activités de R&D, 8 %. Le secteur du conseil, de l'ingénierie et des services opérationnels aux entreprises représente 49 % du total des emplois créés. Et les projets de réinvestissement de la part de comptes étrangers déjà présents sur la région représentent 68 % des emplois annoncés. En 2023, les investissements étrangers en Nouvelle-Aquitaine sont provenus de 21 pays, dont 57 % depuis le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne, pays qui investissent historiquement en région.

Bègles XPERIENCE.IMMO LÈVE 1,9 M€ POUR DIGITALISER LA PROMOTION IMMOBILIÈRE

Lancée en 2022, XPerience.immo boucle un premier tour de table de 1,9 million d'euros auprès de One Maker Nation et Holnest, avec le concours de Bpifrance, de partenaires bancaires et d'un pool d'entrepreneurs. Il s'agit pour l'entreprise, basée à Talence, d'accélérer le déploiement de son application web dédiée aux promoteurs immobiliers afin de simplifier et regrouper en un seul espace la gestion financière, commerciale et la relation client. « Sur les 3 000 promoteurs présents en France, près de 70 % d'entre eux ne sont pas ou peu digitalisés et perdent un temps précieux dans leur gestion financière, commerciale ou dans le suivi de clientèle. Une perte sèche qui se répercute sur la marge », explique Florent Pitoun, fondateur de XPerience.immo qui entend déployer sa solution en France et ambitionne une expansion européenne puis outre-Atlantique à deux ans. Pour accompagner sa croissance, l'entreprise qui compte 14 collaborateurs ouvre 30 postes et vise 200 clients d'ici 5 ans.

FLORENT PITOUN
CEO XPerience.immo



Bègles **AVANCÉES SIGNIFICATIVES POUR VALOREM EN SUÈDE ET AUX ANTILLES**

L'opérateur indépendant d'énergies vertes a signé fin février un accord de coopération avec Tribrid, acteur suédois de la production d'électricité, pour le codéveloppement de 1 GW de projets éoliens et solaires en Suède.

« L'entrée de Valorem en Suède est stratégique, cela s'inscrit dans nos objectifs de croissance et vient consolider notre présence dans les pays nordiques, déjà confirmée avec un portefeuille significatif en Finlande. (...) Nous nous réjouissons de mettre en commun avec Tribrid nos expertises respectives afin de pouvoir répondre à la forte demande en électricité attendue dans les prochaines années dans le pays.

Nous sommes fiers de participer à la transition énergétique de la Suède et de contribuer au développement d'une énergie verte, compétitive, locale et fiable, en étroite collaboration avec les communautés locales », assure dans un communiqué Philippe Tavernier, directeur général adjoint de Valorem. Dans le même temps, l'agence Valorem Caraïbes, qui a fêté ses 10 ans, est devenue Valorem Antilles-Guyane. Présente en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, l'entreprise est « fière des projets menés (...) en faveur de la transition énergétique des Antilles (...), à la fois dans la concrétisation de solutions novatrices pour une autonomie énergétique durable, mais également dans le processus collaboratif qui les sous-tend, à travers la concertation active des habitants par nos équipes locales dédiées. Cette réussite sociale est également portée par les objectifs d'insertion par l'emploi (...) », commente quant à lui Jean-Luc Armougon, responsable régional de Valorem.



Bordeaux **LE PALAIS DE LA BOURSE OBTIENT LA CERTIFICATION ISO 20 121**

Le centre de congrès de la CCI Bordeaux Gironde, Bordeaux Palais de la Bourse, annonce avoir obtenu la certification ISO 20 121. Cette dernière, délivrée par l'Afnor (Association française de normalisation), atteste de l'engagement durable et responsable dans la gestion des événements du Palais de la Bourse. Le centre de congrès a par exemple mis en place l'installation de LED dans tous ses locaux, ou encore un approvisionnement en énergie 100 % renouvelable et locale. Du côté de ses fournisseurs, Bordeaux Palais de la Bourse explique favoriser au maximum les produits en circuits courts, locaux, bio, et équitables. Ce dernier accueillera par ailleurs la collecte de sang annuelle de l'EFS (Établissement français du sang) en avril prochain. 169 manifestations, avec un total de 162 800 participants, se sont tenues en 2023. « Nous sommes convaincus que l'événementiel responsable est un enjeu majeur pour le tourisme d'affaires à Bordeaux et l'avenir de nos activités », a souligné Françoise Blancpain, directrice de Bordeaux Palais de la Bourse.



© D.R.

**LAURE
COURTY**
fondatrice et présidente
de Jestocke.

Bègles **LES GRANDES AMBITIONS DE JESTOCKE POUR SES 10 ANS**

La plateforme de location d'espaces de stockage et de garde-meubles, fondée en 2014 à Bordeaux par Laure Courty, propose aux particuliers et aux professionnels 2 millions de m² d'espaces vacants dans toute la France. Née sous la forme d'une plateforme collaborative de location d'espaces entre particuliers, Jestocke a développé à partir de 2016 un partenariat avec 62 bailleurs sociaux, dont 30 % des espaces inoccupés représentaient un manque à gagner. Après l'entrée de la MAIF à son capital, en 2016 également, jestocke.com se lance en Belgique, puis en 2021 sur le marché BtoB sous la marque Waresito, et en 2023, elle lance sa solution de gestion pour les SCI (sociétés civiles immobilières) avec déjà 15 partenaires. Jestocke ambitionne aujourd'hui d'atteindre une croissance annuelle de 30 % et, d'ici 10 ans, 8 millions de m² de surfaces de stockage. « Nous allons poursuivre nos efforts pour permettre à chaque utilisateur, particulier ou professionnel, de trouver les mètres carrés dont il a besoin, là où il en a besoin, en valorisant au maximum le patrimoine existant. Notre ambition reste de ne produire aucune artificialisation des sols additionnelle tout en maintenant une croissance significative grâce à notre proposition de valeur unique et à notre capacité à ajuster nos offres aux besoins du marché », affirme dans un communiqué Laure Courty, fondatrice et présidente de Jestocke.

FABRICE
LEPIGEON



Gironde

Fabrice LEPIGEON vient d'être nommé directeur général de la caisse régionale de Groupama Centre Atlantique, par le conseil d'administration. Il fait partie du groupe depuis 2005, et a occupé depuis 2019 le poste de directeur général adjoint de Groupama Centre Manche. Il succède ainsi à **Sylvain MERLUS** qui devient directeur général adjoint de Groupama Assurances Mutuelles à Paris. **Loïc JOUANNEAU** est nommé aux côtés de Sylvain Lepigeon en tant que directeur général délégué de la caisse régionale. Le groupe régional Groupama Centre Atlantique compte 190 agences dans 10 départements, dont la Gironde. Le siège social se trouve à Niort et est accompagné de six sites de gestions, dont un à Bordeaux.



© Shutterstock

Gironde L'OPÉRATEUR ORANGE LANCE UNE COLLECTE DES MOBILES USAGÉS

L'opérateur de télécommunications français Orange s'engage pour l'environnement aux côtés des maires de Gironde. Lors du salon des maires à Paris, Éric Boz, directeur des relations avec les collectivités locales chez Orange pour la Gironde, Bernard Lauret, président de l'association des maires de Gironde, et Daniel Barbe, président de l'association des maires ruraux de Gironde, ont signé une convention de partenariat qui vise à amplifier le volume de collecte de mobiles usagés dans le département. Désormais, plusieurs lieux tels que les mairies, les bibliothèques municipales, ou encore les salles associatives, accueillent des collecteurs de mobiles usagés et chargeurs de toute marque. Un challenge « Collect'Mobile » se déroule également depuis le 1^{er} décembre 2023 et jusqu'au 30 juin prochain : les trois premières communes ayant collecté le volume de mobiles usagés le plus important remporteront des arbres à planter.



Nouvelle-Aquitaine **VÉOLIA ANNONCE LE RECRUTEMENT DE 50 PERSONNES**

Veolia, groupe français de services de gestion de l'eau, des déchets, et de l'énergie, annonce l'ouverture de plus de 50 contrats en CDI dans les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. Face au changement climatique, la multinationale explique faire face à une forte demande et ainsi ouvrir une campagne de recrutements via Veolia Eau Sud-Ouest. Responsable d'équipe réseaux, agent réseau, chauffeur de camion hydrocureur, technicien usine, conseiller clientèle, ou encore magasinier, font partie des profils recherchés. Veolia Eau Sud-Ouest cherche aussi à recruter des jeunes et propose plusieurs postes en alternance. Dans la région, Veolia Eau rassemble 1 215 collaborateurs et représente un chiffre d'affaires de 210 millions d'euros en 2023.

Carnet

L'ancienne députée **Véronique HAMMERER** rejoint Alogia Groupe. Auparavant assistante sociale puis directrice de l'insertion au sein d'un conseil départemental et directrice d'un centre intercommunal d'action sociale, l'ancienne députée (LREM) de la onzième circonscription de la Gironde de 2017 à 2022 rejoint Alogia Groupe, spécialisé dans l'accompagnement du bien vieillir pour les seniors et leurs aidants à Bordeaux. Elle a été nommée au poste de responsable du pôle Collectivités et Organismes d'État. En tant que députée, Véronique Hammerer a siégé au sein de la commission des affaires économiques puis de celle des affaires sociales.

En janvier, Alogia Groupe avait annoncé avoir levé 6,5 millions d'euros pour accélérer le déploiement de ses technologies prédictives et préventives au service du bien vieillir à domicile.



VÉRONIQUE **HAMMERER**

responsable du pôle
Collectivités et Organismes
d'État chez Alogia Groupe.

LA UNE

Ostréiculteurs

Après la tempête

BASSIN D'ARCACHON · En 6 mois, les ostréiculteurs du Bassin en ont traversé des tempêtes : celles liées au mauvais temps avec leurs effets néfastes et la tempête médiatique qui les a secoués avec l'interdiction de commercialiser les huîtres du 27 décembre au 19 janvier dernier. S'ils n'en sortent pas indemnes, ces passionnés de l'huître œuvrent pour retrouver la confiance.

Par Nathalie VALLEZ

Pas la peine de leur rappeler la date. Tous les ostréiculteurs du Bassin se souviennent du 27 décembre dernier. Le couperet est tombé : la commercialisation des huîtres du bassin d'Arcachon était momentanément interdite en raison de la circulation d'un norovirus. En cette période de fêtes de fin d'année, le marché a été brutalement stoppé

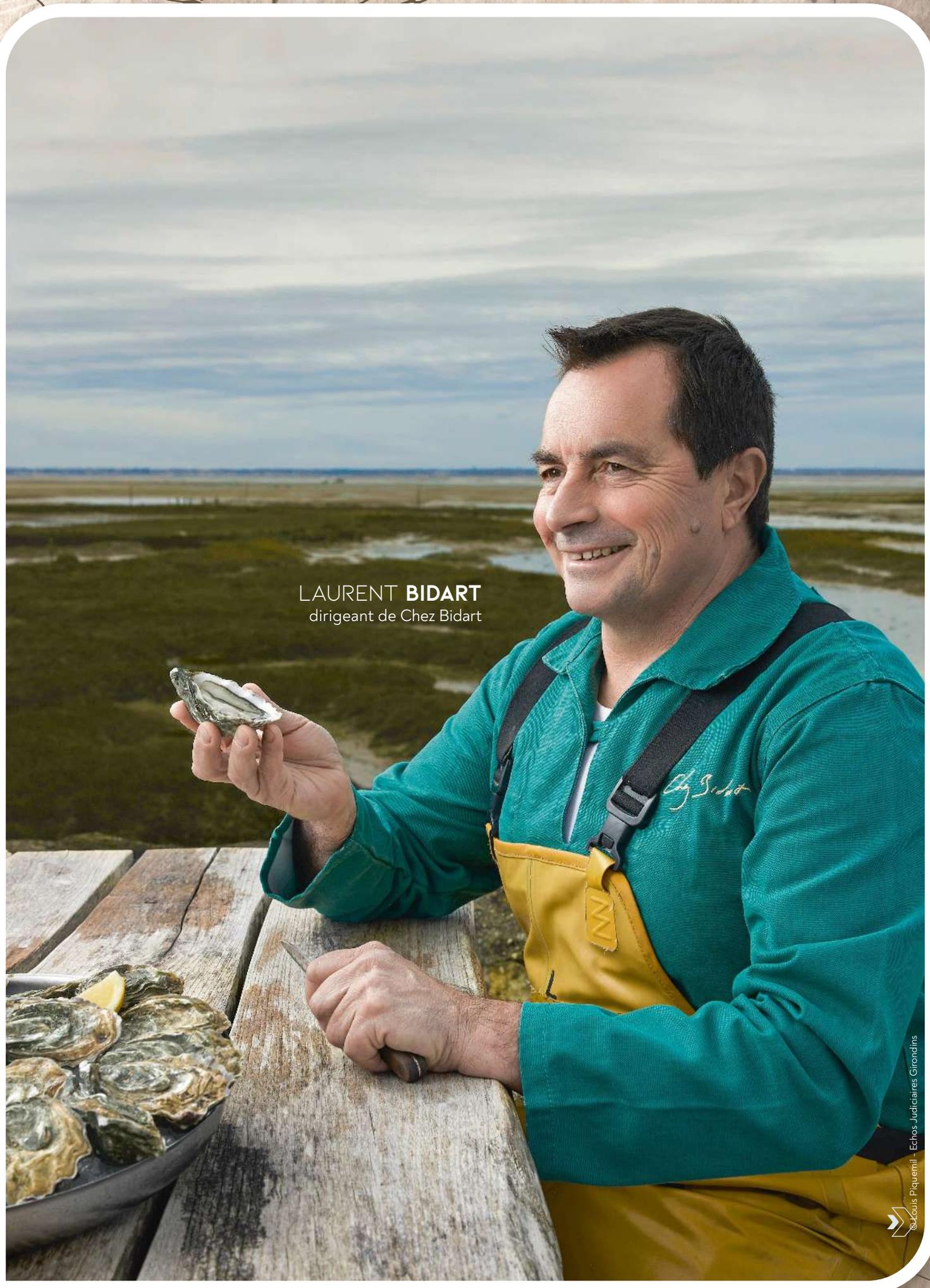
pour les ostréiculteurs alors qu'ils réalisent à ce moment précis une grosse partie de leur chiffre d'affaires annuel.

LE GRAND BANC

« Ça a été un coup dur moralement », témoigne Benjamin Legeron, exploitant à La Teste-de-Buch. « Noël s'était très bien passé, on n'avait eu aucun mauvais retour, on a été coupés dans notre élan. ». Ostréiculteur depuis 5 ans,



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Gironnins



LAURENT BIDART
dirigeant de Chez Bidart

» @Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins

© Shutterstock

Benjamin Legeron a commencé à travailler dans une exploitation en tant qu'ouvrier : « Le problème c'est qu'ici il y a beaucoup de petites entreprises. On est soit ouvrier, soit chef d'entreprise ». Passé par le GRETA au lycée de la mer, il a créé son exploitation fin 2020 via le Syndicat Mixte des Ports du bassin d'Arcachon. Celui-ci lui a permis de trouver une cabane disponible et des parcs vacants. « Mes parcs sont situés sur le Grand Banc et au sud de l'île aux Oiseaux », témoigne-t-il. Ce qui lui a permis d'éviter les ensablements des tempêtes de l'automne.

LA NURSERIE

Laurent Bidart, à la tête de l'entreprise Chez Bidart à Gujan-Mestras, a lui été impacté : ses parcs à huîtres situés au banc d'Arguin ont été ensevelis par les tempêtes d'automne. Il a dû se rabattre sur ses autres parcs situés également sur le Grand Banc. À la tête d'une des grosses exploitations du Bassin (150 à 200 tonnes par an), Laurent Bidart gère l'entreprise familiale depuis 34 ans, succédant ainsi à son père et son grand-père, en association avec son frère basé à Paimpol en Bretagne. Ses huîtres suivent un circuit particulier : « La nurserie

(c'est le nom donné aux naissains, N.D.L.R.) est à Arcachon, explique-t-il, elles continuent leur cycle dans les eaux plus froides de Bretagne avant d'être affinées sur le Bassin. »

VENTE DIRECTE

Petits et gros producteurs sont touchés par cette crise inédite. La fabrication d'une huître durant 3 ans, Benjamin Legeron a commencé par des huîtres en demi-élevage, le temps que ses naissains arrivent à terme. « Aujourd'hui, je sors mes premières huîtres que j'ai élevées à 100 % », se réjouit-il. Avec une production de 15 tonnes par

“ Les investissements en matériel sont repoussés à l'an prochain ”



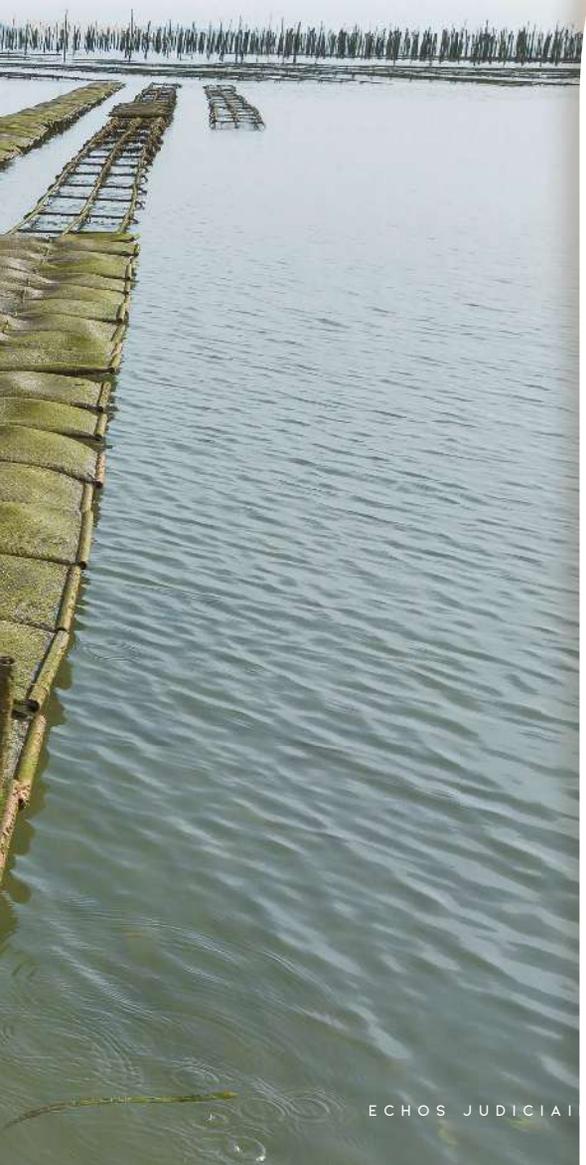
BENJAMIN
LEGERON

an, il pratique comme beaucoup de petits exploitants la vente directe devant des commerces le week-end ou en passant par des grossistes pour les restaurants. Depuis le 27 décembre, il évalue la baisse de ses ventes entre 40 et 50 %.

« J'avais commencé à construire une trésorerie pour l'année suivante, se désole-t-il, elle m'aide à passer ce cap délicat. Les investissements en matériel sont freinés, repoussés à l'an prochain. »

LA CONJONCTION DES MAUVAISES PASSES

Laurent Bidart passe, lui, par plusieurs canaux de distribution. Plusieurs fois médaillées, ses huîtres sont très prisées des restaurateurs locaux, également disponibles en grande distribution,





© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins



sur les marchés ou dans sa cabane de dégustation avec vue sur le Bassin. Là aussi, la baisse est importante : environ 50 % et jusqu'à 70 % pour la grande distribution. « Il y a une conjonction de mauvaises nouvelles : d'abord les tempêtes de l'automne, puis celle de janvier qui ont provoqué les ensablements, puis les pluies torrentielles qui ont causé les débordements, l'interdiction de commercialisation en décembre, et le manque de soleil qui pénalise

« Dans la famille Réveleau, le choix a été de diversifier l'activité » »

la dégustation ! » Lui aussi a stoppé la partie investissements, mais se retrouve face à une autre contrainte : supporter la masse salariale (il compte 8 employés en production à Gujan) : « Je suis responsable de ces familles », remarque-t-il.

PÊCHE AU THON

Dans la famille Réveleau, le choix a été de diversifier l'activité « pour ne pas mettre tous les œufs dans le même panier », s'amuse Vincent Réveleau. Ostréiculteurs de père en fils au Canon (Cap-Ferret) depuis 3 générations, c'est Philippe qui a repris l'exploitation. « Pour mon père, le caillou (= l'huître N.D.L.R.) c'est sa vie ! », sourit Vincent. Un amour du produit qui l'a conduit à lancer Edulis, une marque de cosmétiques à l'extrait d'huîtres. Philippe Réveleau se fait aider de ses 3 enfants, Alexia (qui développe également des projets artistiques), Martin et Vincent. Ce dernier a lancé différentes activités plus ou moins liées à l'ostréiculture : cabanes de dégustation, balades sur chaland (plate traditionnelle du Bassin), pêche dont celle consacrée au thon, ainsi qu'une résidence de tourisme : la Villa Aïtama. Soit 27 salariés qui œuvrent dans une ambiance joyeuse, même si ici aussi, le manque à gagner est sévère : « Tout s'est arrêté du jour au lendemain, se remémore

Vincent Réveleau, il a fallu rembourser des clients, ça se répercute ensuite à tous les niveaux ».

RETROUVER LA CONFIANCE

Pour ces amoureux du Bassin et de l'huître, « ce produit naturel », les derniers mois ont été douloureux. Outre les problèmes économiques, il leur a été très difficile de supporter la suspicion ou les critiques. « Il y a eu des messages de haine sur les réseaux sociaux », se désole Benjamin Legeron. Deux mois après, tous notent encore une certaine réticence. « Derrière, la relance est très compliquée », note l'ostréiculteur qui s'est entendu dire : « On savait que vous étiez ouverts, mais on avait peur, on attendait... » Il faut donc retrouver la confiance du consommateur, « heureusement il y a les fidèles qui nous ont dit : « on vous fait confiance » », ajoute-t-il. « Ça va être dur jusqu'à Pâques », estime

quant à lui Laurent Bidart. Il note d'autres raisons d'ordre économique et le beau temps qui se fait cruellement désirer.

#ONOUVRE

Métier de passion, après les désillusions, l'heure est à la contre-attaque pour les ostréiculteurs. Le Comité National de la Conchyliculture vient de lancer une nouvelle campagne de communication intitulée « Retrouvons-nous ». Et pour célébrer le réveil de la saison ostréicole, le hashtag #onouvre. On ouvre quoi ? Les huîtres, les cabanes de dégustation, les bouteilles de vin ! Le réveil devrait être festif. « Je continue de promouvoir mon produit », défend Laurent Bidart, « J'ai accompagné mon président (Olivier Laban du Comité Régional de conchyliculture Arcachon Aquitaine) au salon de l'agriculture à Paris. Pour la journée de dégustation, nous avons ouvert 1 500 huîtres, il n'en est pas resté une seule ! » En attendant le retour du soleil, les plates retournent dans les parcs à huîtres... Cap vers le large ! ■



© Chez Bidart

Romain
Bourgeois

Tout pour l'huître !

GIRONDE · Négociant en huîtres : un nouveau métier que Romain Bourgeois, fondateur de La Déguste, a découvert et construit. Depuis 4 ans, il représente une quinzaine de petites exploitations ostréicoles aussi bien pour la vente que pour l'événementiel.

Propos recueillis par Nathalie VALLEZ

Échos Judiciaires

Girondins : Négociant en huîtres, c'est un nouveau métier ou un métier méconnu ?

Romain Bourgeois :

« C'est les deux à la fois. Je ne connais pas d'autre négoce auprès des petits producteurs comme on le fait nous. Ça existe déjà mais c'est du négoce intraproduteurs : acheter pour revendre sous sa marque. Ce qu'on fait est beaucoup complexe que de l'achat/revente. »

EJG : Quel parcours vous a mené à devenir négociant en huîtres ?

R. B. : « Originaire d'Arcachon, j'ai fait des études de droit à Bordeaux. J'ai suivi un Master 1 droit des affaires. Je trouvais ça à la fois très théorique et passionnant, mais j'ai découvert une méthodologie que j'utilise toujours. Lorsque j'ai fait mon stage, j'ai réalisé que ça ne me correspondait pas du tout. J'ai commencé à réfléchir au fait qu'on allait tout le temps manger des huîtres dans des cabanes du Cap-Ferret mais qu'il n'existait pas de dégustation du côté d'Arcachon et du Pyla. L'idée de La Déguste m'est venue en discutant avec des copains négociants en vins. J'ai commencé à me documenter sur le monde ostréicole. J'ai découvert les différentes appellations,

variétés, et zones de production. On a un vivier énorme. J'ai contacté le comité national de conchyliculture et je me suis inscrit en master spécialisé en activité entrepreneuriale à Kedge avec un partenariat avec le comité qui m'a permis de découvrir les terroirs et les différentes techniques ostréicoles ».

EJG : Avec quel type d'exploitations travaillez-vous ?

R. B. : « Il y a 7 appellations dans les huîtres : Normandie, Bretagne nord et sud, Marennes-Oléron, bassin d'Arcachon, Méditerranée, Vendée. On essaie de toutes les représenter : j'ai envie de défendre un terroir. Je travaille avec des petits producteurs qui font de 5 à 20 tonnes d'huîtres par an. Ce sont ceux qu'on retrouve sur les

marchés, qui travaillent du lundi au dimanche. C'est une relation de confiance. Quand je suis arrivé, en 2019, je passais pour le bobo bordelais et j'ai dû m'imposer, être au plus proche du producteur. Ça évolue mais aujourd'hui je représente 18 exploitants, dont la moitié en Gironde. On s'engage sur une quantité et un type de produit. »

EJG : Quelle est l'activité de La Déguste ?

R. B. : « Nous travaillons avec environ 200 restaurants situés en Gironde, au Pays basque et à Paris et une dizaine de poissonneries. Nous pouvons nous adapter aux demandes : s'ils veulent faire un tartare, des huîtres gratinées, ou une proposition locavore... Comme l'huître est un produit de saison, nous proposons des variétés différentes. Cela permet de gérer la logistique, ce que les petits producteurs n'ont pas le temps de faire. La deuxième partie qui s'est développée, c'est l'événementiel. Ça a vraiment démarré après le Covid. Nous avons deux espaces de dégustation : à Bordeaux Saint-Seurin et au Pyla. Et puis, on fait des séminaires, on accompagne des traiteurs, on donne des cours au CIVB, au lycée de la mer... Le nombre de salariés varie de 3 à 12 personnes selon les périodes, avec des CDI, des extras, des saisonniers. Nous sommes en phase de structuration. »

EJG : Comment avez-vous traversé ces 6 derniers mois ?

R. B. : « Aujourd'hui on est au moins à -50 % par rapport à l'an dernier. Il y a un manque de confiance, toutes les appellations sont touchées. On sait que certains ostréiculteurs ne vont pas s'en relever, ça me fait de la peine car ce sont de gros travailleurs, des passionnés qui ont la vocation. Et entendre qu'ils étaient au courant, c'est super dur. C'est une crise inédite, ça va prendre du temps. Pourtant c'est un produit magnifique, naturel, rempli de bienfaits. » ■

© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins



ROMAIN
BOURGEOIS
fondateur
de La Déguste

JULIE VALADE

directrice associée chez Artcurial, est la nouvelle directrice de la région Nouvelle-Aquitaine pour la maison de ventes aux enchères française.

Artcurial enchérit en Gironde

JULIE VALADE EN BREF

« Les ventes aux enchères m'ont toujours attirée », confie Julie Valade. C'est la raison pour laquelle elle fait des études de droit à Bordeaux avant d'intégrer l'école du Louvre à Paris. Entrée dans l'étude Tajan, à Paris, elle se passionne pour le bijou auprès d'un expert, et reprend des études à l'Institut national de gemmologie pour apprendre l'expertise. « Devenu associé chez Artcurial, François Tajan m'a proposé en 2005 de monter avec lui le bureau Joaillerie de la maison, que j'ai dirigé pendant 18 ans », précise-t-elle. De retour dans le Sud-Ouest après le décès de son père, Jacques Valade, figure politique française (ancien député, sénateur et ministre) et aquitaine (ancien président du Conseil régional d'Aquitaine et adjoint au maire de Bordeaux), Julie Valade l'affirme : « Bordeaux était une évidence pour moi ».

Parure
Van Cleef & Arpels,
dénichée à Pau

ARTCURIAL EN CHIFFRES

Date de création : 2002
Volume de ventes 2023 :

217 millions d'euros

Lieux de ventes :

4 à Paris, Monaco, Marrakech et Bâle



BORDEAUX • La maison française de ventes aux enchères a choisi l'une de ses directrices associées pour lancer son premier bureau en région : Julie Valade, qui a dirigé pendant 18 ans le département Joaillerie d'Artcurial. Heureuse d'être de retour dans sa ville et sa région natales, elle espère y dénicher des trésors.

Par Jennifer WUNSCH

« Il y a des trésors à trouver en Nouvelle-Aquitaine », est persuadée Julie Valade. La nouvelle directrice de la région Nouvelle-Aquitaine d'Artcurial, également directrice associée de la première maison française de vente aux enchères, connaît bien le terrain. Elle est de retour à Bordeaux, dont elle est originaire, après avoir dirigé pendant 18 ans le département Joaillerie d'Artcurial. « J'ai souhaité revenir à Bordeaux, c'est la raison pour laquelle j'ai proposé à Artcurial de développer ce premier bureau en région. Et cela tombait bien, puisqu'Artcurial a le souhait de se développer en France. Il y a énormément de potentiel sur le territoire, dans tous les domaines couverts par la maison », assure-t-elle.

Tableaux anciens, art moderne, art urbain, objets d'art et de décoration, vins, voitures de collection, haute couture et maroquinerie de luxe, archéologie, orientalisme, timbres et collections diverses, et bien sûr joaillerie et horlogerie : la première maison d'enchères française (en volume de ventes), dont le siège se trouve à Paris, couvre tous les domaines et dispose de représentations partout en Europe (Bruxelles, Milan, Monte-Carlo, Munich, Autriche, Espagne...), ainsi qu'en France (Toulouse, Strasbourg, Cannes et bientôt Lyon...). Artcurial organise des ventes de prestige dans ses 4 antennes à Paris, Monaco, Marrakech et Bâle, depuis le rachat de la maison de vente suisse Beurret Bailly Widmer Auktionner en 2023. « Nous cherchons les lieux où la clientèle de vendeurs et d'acheteurs sera le mieux positionnée », précise Julie Valade.

SYNERGIES AVEC JOHN TAYLOR

Pour développer l'activité d'Artcurial en Nouvelle-Aquitaine, Julie Valade devra réactiver son réseau, « les collectionneurs ayant rajeuni et les réseaux changé », reconnaît-elle. Pour cela, elle compte « organiser des événements avec des ventes privées ; multiplier les journées d'expertise à Bordeaux et dans le reste de la région pour faire estimer les biens mais aussi faire connaître la marque Artcurial ; participer à des événements locaux comme Bad+, où nous étions déjà l'année passée ; et organiser des conférences avec les spécialistes de la maison, comme nous l'avons fait en février pour des avocats et des notaires sur le thème de la joaillerie et de l'horlogerie », rappelle-t-elle.

Également membre du réseau des Amis du Frac, « composé de

vrais connaisseurs », estime Julie Valade, elle pourra aussi s'appuyer sur le réseau immobilier John Taylor d'Artcurial, spécialisé dans l'ultra-luxe. « John Taylor vient de s'installer à Bordeaux, et nous allons pouvoir créer des synergies entre nos réseaux, participer à des événements ensemble », assure-t-elle. D'ici septembre, elle espère également s'installer dans un bureau commun avec John Taylor, aux côtés de Marie Janoueix qui représentait déjà Artcurial en tant que consultante à Bordeaux depuis une dizaine d'années. Avant peut-être d'accueillir d'autres collaborateurs. « Le développement de ce premier bureau Artcurial en région me plaît énormément. Nous devons développer la marque et le côté commercial, et je vais m'y consacrer pleinement », assure Julie Valade. ■



Le bronze de Pierre-Jean David, dit David d'Angers, trouvé en région Nouvelle-Aquitaine, sera mis en vente le 20 mars prochain.

Immobilier

Une baisse, mesurée

GIRONDE - L'année 2023 a été marquée par un ralentissement des volumes de ventes immobilières et des hausses de prix. Certaines zones demeurent toujours attractives.

Par Nathalie VALLEZ et Marie-Amélie HUSSON

Comme on s'y attendait, le marché immobilier de la Gironde accuse une baisse, mais celle-ci reste mesurée comme l'ont remarqué les notaires venus présenter les chiffres de l'année 2023. Bordeaux demeure la 3^e métropole (hors Paris) après Lyon et Nice à 4 570 €/m². « En Gironde, nous constatons une diminution de 19 % du volume de transactions sur l'année », a noté M^e Delphine Detrieux, présidente de la chambre des notaires de la Gironde, « ce ralentissement s'est installé progressivement tout au long de l'année, touche tous les types de biens et se maintient pour le premier trimestre 2024 ».

Les prix sur l'ancien ont baissé (-2 % pour les appartements et -3,3 % sur les maisons), les acquéreurs se recentrant sur les surfaces intermédiaires. Le neuf se porte plutôt bien car les promoteurs n'ont pas encore répercuté les évolutions récentes. Les terrains à bâtir restent toujours très attractifs, en particulier ceux entre 600 et 900 m² qui comptent 36 % des transactions.

BORDEAUX ET L'AGGLOMÉRATION SE MAINTIENNENT

« L'hypercentre de Bordeaux reste toujours attractif malgré une baisse de 4,9 % avec un prix médian de 5 370 €/m² », a constaté M^e Marie Laborde-Latouche, notaire à Bordeaux, remarquant au passage que les immeubles en pierre ont moins la cote en raison de leurs performances énergétiques. C'est le secteur de la gare Saint-Jean qui enregistre la plus grosse baisse :

IMMOBILIER NEUF : UNE FORTE BAISSE EN 2023

L'Observatoire immobilier du Sud-Ouest (l'Oiso) a publié les chiffres d'activité du logement neuf en Gironde pour l'année 2023. L'association, qui réunit plus de 110 adhérents (promoteurs immobiliers, aménageurs, bailleurs sociaux, ou encore collectivités territoriales), annonce des chiffres historiquement bas, que ce soit en promotion immobilière ou en terrain à bâtir.

En Gironde, les mises en vente ont chuté de 20 % avec 2 459 lots proposés à la vente, ce qui correspond aux volumes de 2010. Le nombre de retraits (logements dont la commercialisation a été suspendue ou arrêtée), explose en passant de 259 à 746, dont 655 dans la métropole bordelaise. À Bordeaux Métropole, les mises en vente reculent de 34 % en un an. Les ventes, elles, chutent de 60 %.

Sur toute l'année, l'ensemble des opérateurs a réalisé 948 ventes contre 2 314 en 2022. Les prix quant à eux continuent leur progression, avec une hausse de 5 % à 5 052 €/m² en moyenne.



Conférence de presse LES STATISTIQUES IMMOBILIERES EN GIRONDE

Présentation des marchés
immobiliers à la Chambre des
notaires

-6,4 % soit 3 490 €/m². Les futurs aménagements des allées de Tourny et des barrières devraient créer de nouvelles tendances.

Dans la métropole, la situation est contrastée dans l'habitat ancien : +0,5 % pour les appartements et -3,4 % pour les maisons. Ce sont les communes de Lormont et de Saint-Médard-en-Jalles qui ont enregistré la plus forte augmentation (environ 3 %) et Bassens qui connaît la baisse la plus significative. Pour les appartements neufs, Pessac présente le prix médian le plus élevé : 6 520 €/m² devant Mérignac et Le Bouscat. Quant aux terrains à bâtir, ils restent rares et chers.

VENTES D'EXCEPTION

Sur le bassin d'Arcachon, le marché reste toujours très porteur avec une montée en gamme des logements grâce aux rénovations et constructions. Les ventes d'exception sur les secteurs du Cap-Ferret et de La Teste-de-Buch ont continué de défrayer la chronique avec des ventes respectives pour ces deux lieux à 14 millions et 11 millions !

Pour autant, « le marché passe du côté des acquéreurs », a noté M^e Jérôme Duron, notaire à Biganos, « si on a le budget, on a plus de choix, les biens restent un peu plus disponibles », soulignant au passage l'arrivée d'une population plus jeune.

DES ZONES CONTRASTÉES

La situation reste contrastée dans les autres parties de la Gironde : Libourne reste attractive malgré une hausse de 1,7 % sur les maisons anciennes et de 5,1 % sur les appartements anciens, soit 2 430 €/m², alors que les secteurs de Saint-Loubès et de Saint-Sulpice-et-Cameyrac affichent des baisses respectives de 4 et 9,6 %.

Situation contrastée également dans l'Entre-Deux-Mers qui enregistre des augmentations de 3 % pour les appartements anciens, 3,9 % pour les appartements

neufs, 3,7 % pour les terrains à bâtir, alors que les maisons anciennes perdent 7,3 %. Ici, c'est Carignan-de-Bordeaux qui reste la commune la plus onéreuse avec un prix médian de 396 600 €.

Le Médoc connaît lui aussi de grosses disparités entre sa façade littorale : +18,6 % pour le Verdon-sur-Mer alors que le Médoc Sud connaît une baisse de 4,5 %.

Quant au profil des acquéreurs, ils restent girondins à 79 % et la tranche la plus représentée est celle des 30-39 ans (28 % des acheteurs). ■



Start-up Win Les leçons de Bernard Magrez

GIRONDE · L'homme d'affaires propriétaire de quatre Grands Crus Classés de Bordeaux et d'une quarantaine de vignobles dans le monde a distillé son expérience et sa vision aux entrepreneurs accompagnés par son incubateur Start-up Win. Fin 2024, Netflix sortira un documentaire sur sa vie.

Par Jennifer WUNSCH

« Je ne suis pas l'oracle, je donne juste mon avis ». Réunies le 7 mars au château Pape Clément, à Pessac, les start-ups accompagnées par l'incubateur Start-up Win ont pu profiter d'un échange privilégié avec Bernard Magrez. L'homme d'affaires et philanthrope de 88 ans, parti de rien, est aujourd'hui le propriétaire de quatre Grands Crus Classés de Bordeaux et d'une quarantaine de vignobles dans le monde. Devant un parterre d'une cinquantaine d'entrepreneurs « aux yeux brillants, qui se sont donné pour mission de satisfaire leur rêve », a apprécié Bernard Magrez, il a distillé sa vision.

Tout en rappelant l'objectif de son incubateur : « transmettre les clés de l'excellence à des entrepreneurs afin de les aider à réussir dans la vie, à tenir bon et à ne jamais renoncer ». « On apprend aussi en tombant. Moi je me suis relevé de nombreuses fois. Nous sommes là pour aider les gens à avoir du mental, en étant à leurs côtés, de différentes manières », a assuré l'homme d'affaires, qui

finance et offre aux start-ups l'accès à ses équipes et domaines, afin de tester leurs solutions *in situ*.

UN FILM NETFLIX

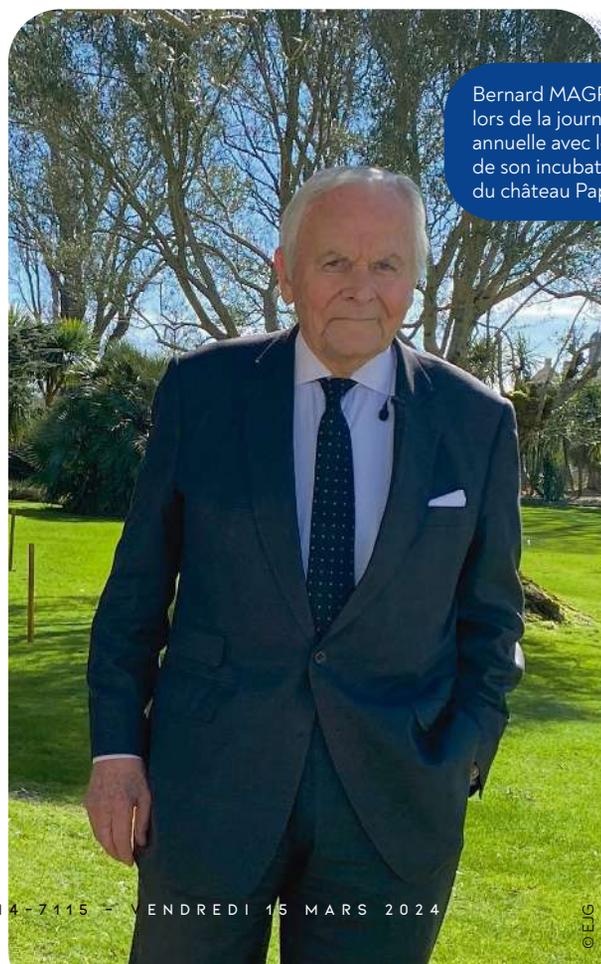
L'innovation, c'est l'une des clés de la réussite pour Bernard Magrez, qui consacre au moins 600 000 euros à la R&D

chaque année. « La science sauvera notre production », affirme celui qui a équipé ses vignobles de drones et dispose d'une collection de 91 cépages simulant les effets du réchauffement climatique, afin d'isoler les mieux adaptés pour continuer de produire de grands crus.

L'autre secret de Bernard Magrez, c'est d'être à l'écoute du marché. « Vendre, c'est ma vie. Quand un marché se rétrécit, notamment parce que les goûts des consommateurs changent, il faut soit prendre des parts de marché aux autres, soit quitter le marché », a-t-il tranché. Celui qui veut toujours « être le super numéro un » vient ainsi de présenter à Vinexpo « Bordeaux 12 », « un vin plus léger, représentant la nouvelle typicité de Bordeaux. Il a énormément plu », assure Bernard Magrez.

« J'ai 88 ans et j'ai encore des choses à prouver », a admis l'homme d'affaires, qui fait l'objet d'un film que Netflix diffusera en fin d'année. « Quelquefois, j'espère que ce film se sortira jamais. Même si je l'ai trouvé bon, car je m'y suis retrouvé, notamment à travers les témoignages de gens qui m'ont abîmé : un peu brutal », a-t-il confié. ■

Bernard MAGREZ a partagé sa vision avec les entrepreneurs accompagnés par son incubateur Start-up Win



Bernard MAGREZ, lors de la journée de rencontre annuelle avec les start-ups de son incubateur, dans les jardins du château Pape Clément

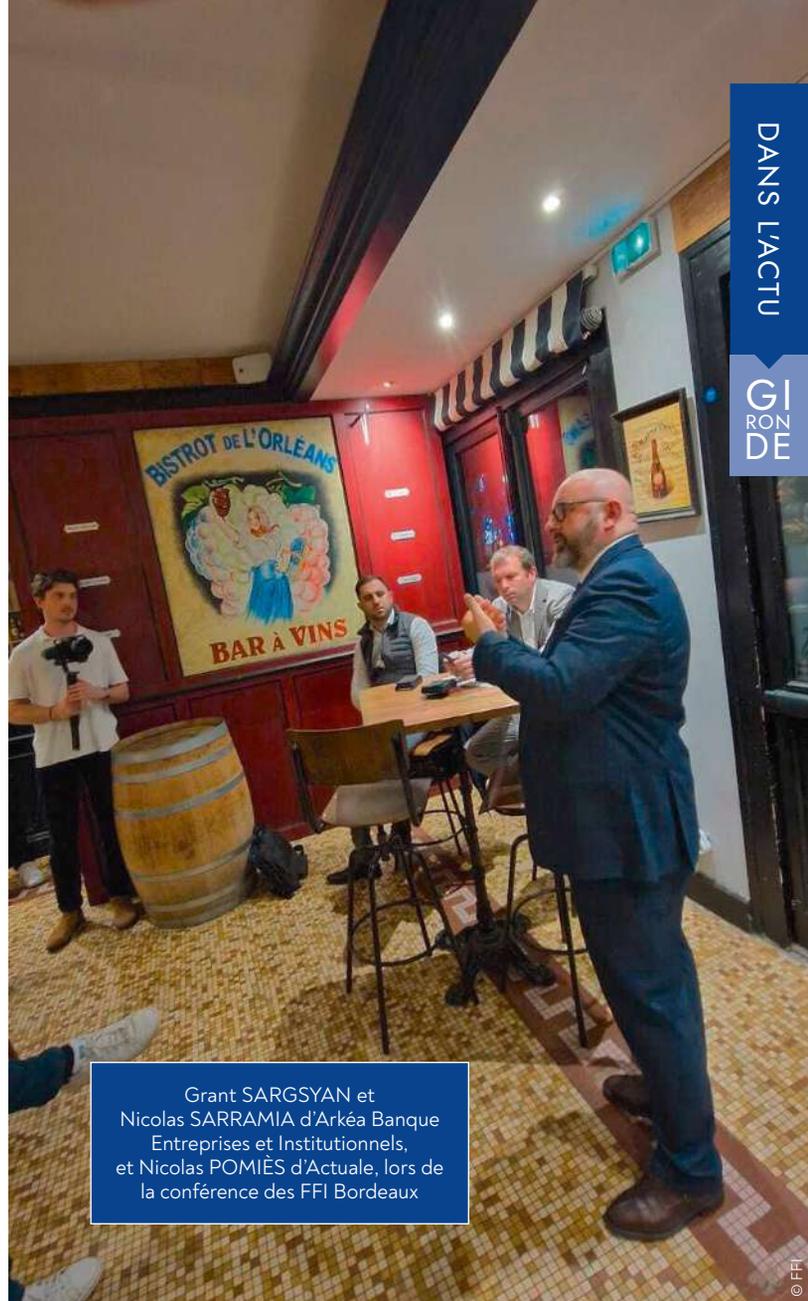
Arkéa et Mutuale Financeurs des PME du made in France

BORDEAUX • Les Forces françaises de l'industrie ont réuni leurs ambassadeurs girondins autour de la thématique du financement de la croissance de ces entreprises qui participent à la réindustrialisation du territoire.

Par Jennifer WUNSCH

C'est parce que « le plus dur reste à faire sur la réindustrialisation dans les territoires », a prévenu Gilles Attaf, cofondateur des Forces françaises de l'industrie (FFI) et président d'Origine France Garantie, que les ambassadeurs des FFI Bordeaux, Gilles Mathelié-Guinlet et Franck Glaser, organisaient le 6 mars une conférence sur le financement de la croissance des PME du made in France.

« Nous devons prêcher pour l'investissement made in France et partager le risque avec nos entreprises », a insisté Laurent Moisson, cofondateur et coprésident des FFI. C'est pourquoi les FFI ont invité leurs partenaires Arkéa, « banque coopérative mutualiste enracinée dans les territoires », et Mutuale, « mutuelle engagée qui investit sur les entreprises françaises », a précisé Laurent Moisson. Les deux entités ayant « une préoccupation commune et une envie de résister au système, en investissant autant que possible dans nos entreprises », a assuré Nicolas Pomiès, vice-président de Mutuale.



Grant SARGSYAN et Nicolas SARRAMIA d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, et Nicolas POMIÈS d'Actuale, lors de la conférence des FFI Bordeaux

« Plus on aura d'adhérents, plus on pourra investir dans l'économie française. Les entreprises et les Français ne doivent pas être des payeurs aveugles », a-t-il prévenu.

SOUTENIR LA RÉINDUSTRIALISATION

Résumant la démarche d'Arkéa par « la création de valeur, dans un système gagnant-gagnant, qui investit dans les territoires », Grant Sargsyan et Nicolas Sarramia, respectivement responsable clients grands comptes et expert RSE/ESG chez Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, ont quant à eux rappelé « l'attention portée par Arkéa aux entreprises qui font de la réindustrialisation et du made in France en région ».

Entreprise à mission depuis 2022, la banque s'est engagée à « pratiquer une finance au service des territoires et de leurs acteurs », inscrite dans sa raison d'être, incluant un accompagnement à la RSE et à la prise en compte des critères extra-financiers. Pour financer l'économie française, « il faut choisir les bons partenaires », a conclu Grant Sargsyan. ■

Nouvelle-Aquitaine En bref

Itxassou ALKI CÉLÈBRE LES 20 ANS D'EMEA

Conçue par Jean-Louis Iratzoki, la collection Emea a été présentée au salon Maison et Objet de Paris en 2004. « C'est vraiment une déclaration d'intention au tout début de la transformation d'Alki », raconte ce designer natif du Pays basque. Créée en 1981 à Itxassou, cette coopérative de fabrication de chaises et tables au style traditionnel a dû se réinventer au début des années 2000. Peio Uhalde, l'un des fondateurs d'Alki, avait alors confié au designer Jean-Louis Iratzoki la mission de réinventer la marque. De nouvelles gammes de produits ont été développées et la coopérative Alki a relancé son activité avec succès. Cet automne, la coopérative quittera son atelier d'Itxassou (4 000 m²) pour un nouveau site de production de 9 000 m² actuellement en fin de construction à Larressore. Alki emploie une quarantaine de salariés pour un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros en 2022.

Bayonne L'AFFICHE DES FÊTES 2024

L'affiche des Fêtes de Bayonne 2024 est signée de la graphiste béarnaise Sophie Courade. Cinq projets avaient été présélectionnés par la commission extra-municipale et le public était invité à exprimer un choix comptant pour 60 % dans le résultat final. C'est la deuxième fois que Sophie Courade tentait le concours après une première présélection en 2019. Elle l'emporte cette année avec 24 % des suffrages. 13 280 personnes ont participé à ce vote dont 52 % habitent les Pyrénées-Atlantiques. À noter que des internautes ont aussi voté depuis de nombreux pays. Les Fêtes de Bayonne 2024 auront lieu du 10 au 14 juillet, des dates décalées plus tôt en juillet comparé aux années précédentes en raison des JO de Paris 2024.



Serres-Castet AECE ACQUIERT LE SITE D'EATON

AECE Group, sous-traitant pour l'aéronautique installé à Serres-Castet, s'installera prochainement dans les locaux laissés vacants par Eaton, autre acteur du secteur dont les activités ont été délocalisées l'an dernier.

Pour cette filiale du groupe Gérard Perrier Industrie, acquérir ce site voisin d'une surface de 1 200 m² permettra d'accompagner sa forte croissance dont témoigne son chiffre d'affaires annoncé à 20 millions d'euros aujourd'hui contre 13 millions en 2021.

Un million d'euros sera ainsi investi pour aménager les lieux, qui abriteront entre autres une activité de fabrication de câble pour moteurs et des bancs d'essai.

Cet agrandissement entraînera une trentaine d'embauches en 2024, notamment des monteurs-câbleurs, des techniciens méthodes ou encore des ingénieurs.



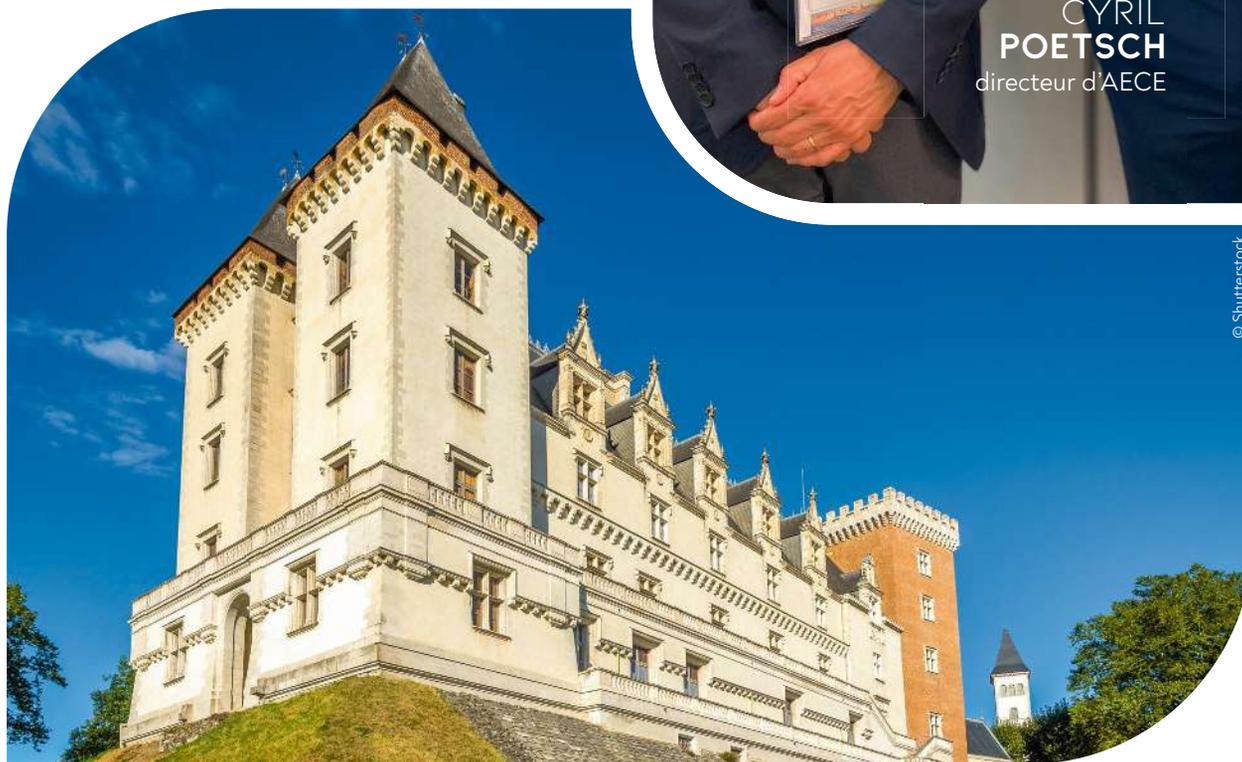
**FRANÇOIS
PERRIER**
président
du Groupe Gérard
Perrier Industrie

**CYRIL
POETSCH**
directeur d'AECE

DANS L'ACTU

EN
RÉG
ION

© E. L. T. - La Vie Économique



© Shutterstock

Pau LE CHÂTEAU SE DÉVOILE EN LIGNE

Depuis quelques jours, le château de Pau se visite désormais également à travers un parcours virtuel. Depuis un téléphone, une tablette ou un ordinateur, l'édifice se donne à voir le temps d'une expérience immersive et autonome. De la fameuse trappe par laquelle les gardiens surveillaient l'émir Abdelkader durant sa détention à la charpente du château, en passant par les salles décorées et meublées au XIX^e siècle dans le style néorenaissance et la collection d'œuvres relatives à Henri IV, le palais des rois de Navarre dévoile ainsi nombre de ses secrets. Avec cette nouvelle offre, réalisée par la société Zoomez, le château de Pau vient enrichir le catalogue des visites en ligne proposé par le Service des musées de France du ministère de la culture.

Visite en ligne sur : chateau-pau.fr/visite-virtuelle

Horlogerie Fine

Redonner leur Splendeur aux montres. anciennes

LANDES - Paul Bouyssou, horloger rhabilleur, a ouvert fin décembre sa boutique atelier rue Gambetta pour redonner aux montres tout leur lustre et partager sa passion. Ici, le temps ralentit...

Par Christelle CHABASSE

Depuis fin décembre, Paul Bouyssou a ouvert Horlogerie Fine, rue Gambetta à Mont-de-Marsan. Cet horloger rhabilleur travaille sous les yeux des passants avec une vitrine ouverte sur son atelier. Installé à Mont-de-Marsan depuis 2020, il s'est rapproché de l'office de tourisme et du commerce du Marsan pour trouver un lieu adapté à son activité et celle de son épouse, créatrice de bijoux. Il travaillait jusque-là à son domicile, « en chambre », comme on dit dans la profession, et intervenait en sous-traitance pour des boutiques de montres de Pau, Bordeaux, Paris... et pour des clients qui suivent son compte Instagram aux 6 000 abonnés.

LE PLAISIR D'ÉCHANGER AVEC LES CLIENTS

Cette boutique répond à son envie de renouer le contact avec la clientèle. « Quand une personne vient ici, je prends le temps de discuter. J'explique combien une montre ancienne peut être fragile. Ces objets conçus pour durer très longtemps ont souvent une grande valeur sentimentale pour leur propriétaire.

Alors, je m'efforce de leur redonner leur lustre d'antan et d'en savoir plus sur leur histoire », explique Paul Bouyssou. Ce qu'il aime par-dessus tout, c'est le partage. Il a même créé des podcasts consultables sur toutes les plateformes. « J'y explique les montres, l'histoire de l'horlogerie... », glisse-t-il. Pour transmettre son savoir-faire, il accueille aussi Roman à ses côtés durant six semaines, un stagiaire venu du lycée Diderot de Paris, en cours de reconversion professionnelle.

LA PASSION DES MONTRES ANCIENNES

Paul Bouyssou est un être passionné, horloger rhabilleur depuis une dizaine d'années après avoir travaillé dans la gemmologie et les bijoux anciens. Au hasard d'une rencontre avec Jean-Louis Strack, horloger bordelais de renom, il décide de s'orienter à son tour vers l'horlogerie fine. « Jean-Louis m'a transmis toutes les bases du métier. Ensuite, je me suis documenté car j'aime l'aspect historique du métier, des grandes marques, des horlogers de référence... » Il commence par l'achat et la vente de montres anciennes avec son site internet. Puis il devient horloger rhabilleur de montres de poignet ou à gousset. Autrement dit, il excelle dans l'art de démonter une montre mécanique jusqu'à la moindre vis. Elles n'ont aucun secret pour lui. Puis, il la nettoie, la répare si nécessaire, la graisse et la remonte. Un travail très minutieux pour lequel il a équipé son nouvel atelier montois avec plusieurs espaces dédiés.



La vitrine de sa boutique ouverte sur son atelier permet aux passants d'observer le travail de précision de Paul Bouyssou

© C.C.

RÉPARER C'EST COMME RÉSOLURE D'UNE ÉNIGME

Il répare la mécanique des montres, s'assurant que tout fonctionne à merveille, que plus aucune graisse ou poussière ne viendra enrayer les aiguilles. Il prend un vrai plaisir à résoudre l'énigme d'une panne. « Il m'arrive parfois la nuit de rêver d'engrenages car je visualise l'ensemble des mécanismes. Je cherche. Je réfléchis jusqu'à trouver la raison de la panne pour ensuite pouvoir réparer », s'amuse-t-il. Parfois, la mission s'avère compliquée car il lui faut trouver aussi les pièces adéquates. Il remet ainsi en état des montres

anciennes de 80 à 120 ans ! « Mais je peux réparer toutes les montres, quelle que soit leur valeur », précise-t-il.

Paul Bouyssou prend également plaisir à inventer des outils quand il n'a pas celui qui convient. « Je chine et parfois même, je transforme l'outil d'un autre métier pour l'adapter au mien, comme cette fraise de dentiste par exemple. C'est un métier où l'on crée et on apprend en permanence. Ce qui me plaît, c'est de travailler pour faire durer encore plus longtemps un objet. J'aime redonner à une montre sa beauté d'origine et lui permettre de fonctionner le plus longtemps possible. » ■

Sainte-Livrade

Le Domaine de Bugatel renait

La salle de restaurant du domaine de Bugatel

LOT-ET-GARONNE •

Philippe Dus et Alina Galatescu Dus ont rouvert les portes du Domaine de Bugatel, après une rénovation d'ampleur qui sublime ce lieu chargé d'histoire. Visite au cœur d'une oasis de tranquillité sur les berges du Lot.

Par Jonathan BITEAU

Venir au Domaine de Bugatel à Sainte-Livrade, c'est opérer un voyage dans l'histoire. Dans l'histoire de France avec la proximité de Saint-Sardos où la guerre de Cent Ans a commencé et dans l'histoire locale puisque l'endroit fut la résidence de Charles de Cacqueray, illustre maire et conseiller général pendant plus de 3 décennies de Sainte-Livrade-sur-Lot. C'est ici que Philippe Dus, Villeneuvois ayant des origines italiennes, a décidé d'investir en 2008, dans un projet d'ampleur, sur le lieu-dit Bugatel : « Tout pousse dans la vallée du Lot, c'est un véritable jardin. On n'a pas de pétrole, mais ici le patrimoine est immatériel, naturel et paisible », explique l'entrepreneur.

UN PARCOURS ATYPIQUE

Son patronyme n'est pas inconnu des Villeneuvois. Philippe Dus est bien l'ancien patron de l'entreprise éponyme de travaux publics qu'il avait fondé avec son

père. Celui qui a dirigé une vingtaine d'années jusqu'à 200 salariés avait auparavant effectué 18 ans dans l'armée. Ce qu'il a vu au Rwanda en 1991-1994 l'a décidé à revenir sur ses terres lot-et-garonnaises : « J'ai vu tout ce qu'il ne fallait pas voir ». Philippe Dus est un esprit curieux, entrepreneurial et il aime voyager et découvrir d'autres pays et d'autres opportunités. À Bucarest,

il rencontre Alina, cadre dans la finance. Quelques années plus tard, « grâce ou à cause de lui », comme elle aime à lui rappeler, elle arrive dans le Sud-Ouest et ensemble ils nourrissent un projet commun : celui d'ouvrir un lieu de partage dans le Lot-et-Garonne. La construction du « premier » Domaine de Bugatel démarre en 2013. Peu avant l'ouverture, en attendant le passage de la Commission de Sécurité pour valider les travaux, la nuit du 3 au 4 novembre 2018, le bâtiment est

BUGATEL EN CHIFFRES

Parc de **2** hectares
2 500 roses
Salle de séminaire de **140 m²** pouvant être divisée en **3**
2 terrasses sur le Lot
1 rhumerie et **1** cave à vin
1 SPA
1 restaurant de **200** couverts
5 chambres d'hôtes
6 gîtes **5** étoiles

Le domaine avec sa péniche en bord de Lot.



Alina GALATESCU et
Philippe DUS, gérants du
Domaine de Bugatel

dévoré par les flammes. L'origine accidentelle de l'incendie écartée, le couple de dirigeants doit faire face à un acte criminel qui a détruit le projet de leur vie. Effondrés, mais pas abattus, ils décident pourtant de remettre le métier sur l'ouvrage. Ce sont plusieurs années de travaux qui sont à nouveau devant eux. Et 4 ans plus tard, le deuxième Domaine de Bugatel, tel un phénix, renaît de ses cendres.

UNE RENAISSANCE SPLENDIDE

Il est difficile de ne pas avoir le souffle coupé à la visite de Bugatel. La magnifique charpente en bois, le décor élégant, les terrasses sur le Lot, la péniche sur la rive et la roseraie extérieure sont autant de sujets de contemplation. On peut aussi percevoir une envie de pousser le souci du détail particulièrement loin : la future cloche à fromage est ainsi la plus grosse du monde, car « Philippe voit tout en grand », explique Alina avec malice. Au sous-sol, l'espace balnéo baigne

dans une lumière rosée due aux murs bâtis en pierres de sel de l'Himalaya. Il a fallu une semi-remorque de 24 tonnes pour les acheminer. On notera aussi une salle dans la cave, avec une magnifique table, qui n'est autre qu'un des cèdres centenaires provenant du lycée agricole Étienne-Restat, l'entreprise Dus étant alors chargée des travaux pour le chantier.

UN LIEU POLYVALENT

Le Domaine de Bugatel est d'abord un restaurant pouvant accueillir 200 couverts. Mais c'est également trois salles de séminaires avec vue sur le Lot pour les entreprises, c'est aussi un espace dédié au rhum, whisky et armagnac, avec deux autres terrasses à l'étage pour les amateurs de cigares. C'est un lieu de réception qui peut accueillir des mariages et autres événements festifs. La tradition livradaise était d'ailleurs que les mariés de la commune se photographient au kiosque du domaine, une tradition que Philippe et Alina entretiennent encore aujourd'hui.

5 CHAMBRES D'HÔTES ET 6 GÎTES DE STANDING

En plus de la cave et de l'espace spa, Bugatel compte 5 chambres d'hôtes et 6 gîtes de standing classés en 5 étoiles. Ils ne sont pas moins de 15 à 20 salariés en saison pour faire tourner le domaine. « On est tous les jours sur le spot », explique Philippe qui, à 66 ans, aurait pu goûter une retraite bien méritée. Cependant, avec Alina, il partage un autre leitmotiv : « Nous ne voulions pas faire un restaurant de plus mais que l'on passe un bon moment et que l'on raconte une belle histoire ». Récemment, le réputé guide Gault et Millau a gratifié le restaurant du Domaine de Bugatel avec l'excellente note de 14, preuve que le couple a su s'entourer d'une équipe aussi passionnée qu'eux. Le travail acharné et l'amour qu'ils communiquent tous ensemble touchent la personne qui a décidé de venir passer un moment au Domaine de Bugatel. ■

Communicants : alliés de la transition des entreprises

CHRONIQUE DE LA COM • Plus aucun dirigeant ne peut dire, aujourd'hui, qu'il n'est pas confronté aux conséquences complexes d'un monde mouvant, à la fois au niveau géopolitique, social et environnemental. L'enjeu est de taille et chacun à un rôle à endosser pour rendre cette transition possible. Et si celui du communicant était d'aider et de faciliter la transformation des entreprises ?

Par **Bénédicte DELU DE CAL**,
coach certifiée et consultante
RSE & communication responsable
et **Juliana CAPBLANCQ**,
consultante communication
environnementale et
responsable, APACOM

La réglementation se renforce également avec l'arrivée de la Directive européenne CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ou bien le verdissement de la commande publique qui touchent beaucoup plus d'entreprises dans leur obligation de produire un reporting extra-financier. De plus, au-delà des contraintes globales RSE (responsabilité sociétale des entreprises), le législateur a par ailleurs précisé les contours de l'utilisation du concept de neutralité carbone ou de greenwashing.

Il est aujourd'hui incontournable de s'interroger sur les rôles de chacun dans la transition de notre société vers un modèle compatible avec les limites planétaires et le plancher social.

LA PLACE DES ORGANISATIONS DANS CES GRANDS DÉFIS

Dans ce triangle où politiques, organisations et citoyens se renvoient la balle de la responsabilité et de l'action, l'entreprise est sans doute le seul acteur de ce trio à avoir, en même temps, le pouvoir, mais aussi l'audace d'initier les premiers changements qui pourraient entraîner l'ensemble de la société.

Au sein des infrastructures, dans les modes de production et de consommation, il est en effet urgent et nécessaire de se poser la question de l'impact des activités. Il est aussi primordial de faire la preuve de sa démarche, encore mieux de sa contribution, tant au niveau de la chaîne de valeur qu'auprès de l'ensemble des parties prenantes. C'est d'ailleurs bien souvent ce qu'on demande aux communicants :

Cela ne vous aura pas échappé, notre monde connaît des bouleversements : changement climatique, effondrement de la biodiversité, cycle de l'eau perturbé, pollutions majeures, catastrophes climatiques plus fréquentes et intenses... Avec 6 des 9 limites planétaires franchies, nous vivons aujourd'hui bien au-delà des limites d'un fonctionnement sûr pour l'humanité.

Raréfaction des matières premières, hausse du coût de l'énergie, difficultés d'approvisionnement mais aussi croissance en berne, défiances des consommateurs, pénurie de candidats, crise de sens... l'actualité n'aura jamais été aussi inextricable quels que soient les sujets stratégiques du dirigeant.

JULIANA
CAPBLANCQ

BÉNÉDICTE
DELU DE CAL

L'APACOM

Association loi 1901, l'APACOM a pour objectif de promouvoir les métiers de la communication, de favoriser les échanges professionnels et de valoriser le rôle stratégique de la communication auprès des chefs d'entreprise et des décideurs de la région Nouvelle-Aquitaine. Avec plus de 500 membres adhérents qui représentent la grande diversité des métiers de la communication : communicants en entreprises, agences, collectivités, administrations, prestataires, consultants, indépendants, formateurs et enseignants, elle représente l'une des plus importantes associations de communicants de France.
<https://www.apacom.fr/>

LA VALEUR DU COMMUNICANT DANS LE DISPOSITIF DE TRANSITION

Pour construire un monde plus soutenable, chacun doit être acteur à son échelle. Et le communicant peut l'être à plus d'un titre.

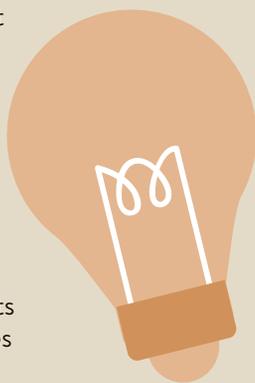
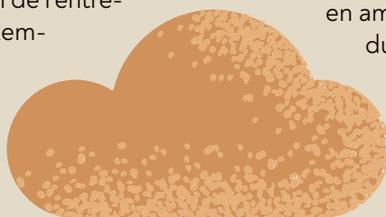
Il est un allié stratégique, conscient des enjeux business de l'entreprise, interpellé par ses parties prenantes via de multiples canaux de discussion, et possède également la capacité d'interagir, et donc de raconter au plus grand nombre. Il est un lien fort entre l'organisation interne des entreprises et les tendances sociétales à l'œuvre en externe. À ce titre, le communicant se doit de venir interroger, challenger, bousculer les prises de décision et la gouvernance des organisations pour les accompagner à mieux définir leur utilité. C'est sa position de veilleur, à l'écoute de la société et donc à l'affût des signaux faibles, qui en fait un gardien de phare, éclairant le chef d'entreprise sur les attentes de son écosystème. Au travers de la manière dont il s'empare des outils et des supports, le communicant non seulement peut, mais doit promouvoir de nouveaux imaginaires, véhiculer l'image d'un futur désirable et souhaitable.

En cohérence avec les valeurs de l'entreprise, le communicant a également la mission de déployer une communication juste, sincère et efficace. Il a pour lui toute une palette d'outils pour questionner l'utilité en amont et l'impact mesuré tout au long du cycle de vie.

Les organisations ont aussi besoin d'un alignement entre ces valeurs exposées à leur environnement et une politique RH

formuler des preuves pour des publics de plus en plus demandeurs de transparence. L'objet social de l'entreprise évolue en outre dans ce sens de l'exemplarité tant attendue. Avec la mise en place de la qualité de sociétés à mission, les organisations prennent désormais la parole et s'exposent sur des sujets de société qu'il est nécessaire de rendre visibles. Elles peuvent ainsi devenir le porte-flambeau de causes d'intérêt général, de sujets sociétaux et de l'expérimentation de nouveaux modèles régénératifs et respectueux du vivant proposés par des mouvements comme la CEC (convention des entreprises pour le climat).

Ralentir, interroger les business modèles, questionner l'utilité, cultiver l'humilité et la transparence, allier paroles et actes, inclure les parties prenantes, co-construire avec les acteurs du territoire... autant de modes de fonctionnements qui pourraient résoudre les problématiques de notre siècle. De nouveaux paradigmes qui auront besoin de relais et de résonance au sein même des organisations et au-delà pour sensibiliser, conscientiser, diffuser, essaimer, faire rêver et embarquer l'ensemble de la société. Et si c'était précisément cela, la valeur ajoutée du communicant ?



muée par un projet d'entreprise cohérent dont le communicant se fait souvent le porte-parole par l'intermédiaire de la marque employeur. Il contribue ainsi à redonner du sens et de la valeur aux collaborateurs, à leur participation et à leur utilité bien au-delà des murs de l'entreprise.

ET EN NOUVELLE-AQUITAINE

Ce besoin de comprendre et d'assumer une posture de « challenger » a prédominé lors d'une journée organisée à l'initiative de l'APACOM et avec le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine et de la fédération Réseaux Com' Nouvelle-Aquitaine le 8 février dernier. 130 communicants s'y sont retrouvés pour discuter entre pairs de la manière d'exercer leur métier de façon plus responsable et questionner leur rôle dans la transition de notre société. Une première édition d'une journée de conférences-débats et ateliers qui a suscité un réel engouement, prouvant que les communicants de notre région sont curieux de ce rôle à jouer et proactifs pour porter un projet de société enthousiasmant et solidaire. La conviction également que le territoire peut être un catalyseur des bonnes pratiques. Enfin, une volonté affirmée notamment par un manifeste, écrit lors de l'événement, dans lequel les participants s'engagent à l'action et qui est déjà signé par nombre d'entre eux.

Les communicants sont prêts à contribuer à la transition des modèles pour les rendre compatibles avec les enjeux du siècle. Un atout clé sur lequel s'appuyer pour amorcer une transition des organisations vers des actions plus responsables. ■





M^E GUILLAUME
GRANDIN
notaire à Lacanau

Le mandat à effet posthume

CHRONIQUE DES NOTAIRES DE LA GIRONDE •

La gestion d'une succession peut parfois s'avérer complexe pour les héritiers et le mandat à effet posthume offre un véritable outil de prévoyance.

Par M^c Guillaume GRANDIN, notaire à Lacanau

Ce mandat, régi par les articles 812 à 812-7 du Code civil, issu de la loi du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités, est un mandat d'anticipation. Contrairement au mandat de protection future qui s'applique au cours de la vie du mandant, le mandat à effet posthume permet à une personne de désigner de son vivant, un ou plusieurs mandataires, personnes physiques ou morales, qui seront chargés après son décès, d'administrer ou de gérer, tout ou partie du patrimoine successoral pour le compte et dans l'intérêt d'un ou plusieurs héritiers.

Le mandat à effet posthume est fondé sur la confiance qu'accorde le mandant à une personne afin qu'elle gère les biens, sans transfert de

propriété, à l'instar de la fiducie ou du trust. C'est une option intéressante notamment pour le chef d'entreprise qui souhaite assurer la continuité de son activité professionnelle après sa mort.

QUELLES SONT LES CONDITIONS POUR ÉTABLIR UN MANDAT À EFFET POSTHUME ?

Le mandat à effet posthume est soumis à des conditions strictes. Il s'agit d'un contrat solennel qui doit obligatoirement être reçu par un notaire. Ce mandat n'est valable que s'il est justifié par un intérêt sérieux et légitime au regard de la personne de l'héritier (notamment en présence d'un mineur ou d'un majeur protégé) ou du patrimoine successoral (notamment en présence d'une entreprise à transmettre). Cet intérêt doit être précisément motivé.

Le mandat est en principe gratuit ; toutefois une rémunération du mandataire peut être prévue. Cette



rémunération peut correspondre à une part des revenus perçus par la succession ou prendre la forme d'un capital. Toutefois, si la rémunération du mandataire est considérée comme excessive, les héritiers peuvent en demander la révision en justice. Une fois le mandat conclu, il doit être accepté du vivant du mandant, et non révoqué par l'un ou l'autre avant la mort de ce dernier.

QUI PEUT ÊTRE MANDATAIRE ?

Le mandataire doit être une personne physique ou morale, de confiance, capable d'accomplir les tâches qui lui sont confiées. Le mandataire désigné ne peut pas être le notaire chargé de la succession. En revanche, il peut être un héritier, un associé d'une société ou toute autre personne capable d'administrer au mieux la succession.

Le mandataire doit jouir de sa pleine capacité civile et ne pas être frappé d'une interdiction de gérer lorsque des biens professionnels sont compris dans le patrimoine successoral. Il doit être accepté par le mandataire du vivant du mandant et doit mentionner précisément le motif pour lequel il a été donné.

QUELLE EST LA DURÉE DU MANDAT ?

La durée du mandat est de 2 ans, prorogable une ou plusieurs fois par le juge. Le mandat peut être donné pour une durée de 5 ans, prorogable dans les mêmes conditions, en raison de l'incapacité, de l'âge du ou des héritiers, ou de la nécessité de gérer des biens professionnels.

QUELS SONT LES AVANTAGES DU MANDAT À EFFET POSTHUME ?

Le mandat à effet posthume permet, au moment où la personne est encore en pleine possession de ses moyens, de désigner un ou plusieurs mandataires afin de gérer son entreprise ou ses biens privés. Le mandat prend effet au décès du mandant et a pour conséquence de priver provisoirement les héritiers de l'exercice de leurs droits.

S'agissant du chef d'entreprise, son activité peut se retrouver paralysée en attendant le règlement de la succession ou de la nomination d'un nouveau dirigeant. L'activité économique de l'entreprise nécessite des prises de décisions rapides. Une telle paralysie peut mettre en cause la survie de la société. De plus, si rien

n'est préparé, des conflits peuvent naître entre les héritiers. Le mandat à effet posthume offre une solution efficace afin de permettre au dirigeant de planifier et anticiper sa succession, tout en évitant les conflits entre héritiers, et de pérenniser l'entreprise.

“ Ce mandat offre une solution efficace afin de permettre au dirigeant de planifier et anticiper sa succession ”

QUELLES SONT LES MISSIONS DU MANDATAIRE ?

Les pouvoirs du mandataire sont limités aux actes d'administration et de gestion courante tels que la conclusion et la résiliation des baux, la réalisation des travaux sur un bien immobilier etc. Il peut également prendre des actes de disposition relatifs à des mesures de conservation provisoires. Ce sont en principe des actes dictés par l'urgence et l'intérêt des héritiers. Le mandat doit préciser le périmètre d'action du mandataire. Il doit être clairement défini et précis quant à la durée et à l'étendue du mandat. Ainsi le mandant pourra confier au mandataire uniquement son entreprise ou tout ou partie de la gestion de ses biens privés tels que comptes titres, contrats d'assurance-vie ou immobilier locatif. Il est également possible de désigner un mandataire pour l'entreprise et un autre pour ses biens privés.

Toutefois, les prérogatives du mandataire seront différentes selon que le mandant possède une entreprise individuelle ou une société. Dans le cadre d'une entreprise individuelle, le mandataire aura la qualité d'exploitant, c'est-à-dire tous les attributs du chef d'entreprise individuelle. Dans le cadre d'une

société, la mission du mandataire portera sur les droits sociaux. Dans cette hypothèse, il participera et votera aux assemblées générales de l'entreprise, approuvera les comptes, affectera les résultats et décidera de la distribution des dividendes.

Le mandat peut aussi conférer plus de pouvoirs au mandataire. Ce dernier pourra prendre la direction de la société en sollicitant une assemblée générale des associés, afin de se faire nommer nouveau gérant, directeur général ou président. Toutefois, afin de permettre la désignation du mandataire et d'éviter que la société se retrouve dans une situation de blocage préjudiciable à son fonctionnement, les statuts de la société devront être adaptés. Enfin, il est à noter que

chaque année et en fin de mandat, le mandataire doit rendre compte de sa gestion aux héritiers intéressés ou à leurs représentants et doit les informer de l'ensemble des actes accomplis.

PEUT-ON RÉVOQUER LE MANDAT ?

Le mandat à effet posthume peut être révoqué à tout moment avant la mort de la personne qui l'a établi. Au décès du mandant, le mandataire peut également renoncer à poursuivre sa mission. Il cessera ses fonctions trois mois après avoir notifié sa décision aux héritiers intéressés ou à leurs représentants. Le mandat peut prendre fin par suite du décès ou de la mise sous protection du mandataire personne physique, ou suite à la dissolution du mandataire personne morale. Les héritiers ou les créanciers de la personne décédée, peuvent demander la révocation du mandat, notamment en cas d'absence ou de disparition de l'intérêt sérieux et légitime ou compte tenu de la mauvaise exécution par le mandataire de sa mission. Dans cette hypothèse, le mandataire rémunéré peut être tenu de restituer tout ou partie des sommes perçues. Le mandat peut cesser également en cas de décès de l'héritier concerné ou si ce dernier fait l'objet d'une mesure de protection.



Enfin, le mandat s'arrête automatiquement en cas d'aliénation par les héritiers des biens mentionnés dans le mandat ou en présence d'un nouveau mandat conventionnel signé entre les héritiers et le mandataire titulaire du mandat à effet posthume. ■



© Shutterstock

Une croissance commerciale... malgré tout

ÉCONOMIE • Malgré l'inflation et les procédures en cours dans le secteur de l'habillement, les boutiques des enseignes commerciales ont enregistré une croissance de 3,5 % en 2023. Le secteur demeure confronté à l'ouverture de nouvelles zones périphériques, en moins grand nombre que les années précédentes.

Par Olivier RAZEMON

Les premières semaines de 2024, « les soldes ont été mauvais ». Les ventes en magasin comme la fréquentation des enseignes spécialisées ont dévissé de 4 % environ, par rapport à la même période pour 2023, rapporte Emmanuel Le Roch, délégué général de Procos. L'organisation qui rassemble 310 enseignes, soit 35 % du commerce de détail, s'interroge sur la pérennité de cette tradition. « Faut-il maintenir des soldes groupés ? La question revient souvent, surtout depuis l'émergence du « black Friday » et des soldes privés », observe le spécialiste, qui résume les débats : « les commerçants indépendants voudraient les repousser, et les gros acteurs les conserver ».

Les chiffres pour 2023 du commerce spécialisé ne sont pas si mauvais. La croissance moyenne du chiffre d'affaires des magasins s'établit à 3,5 %, contre 1,3 % en 2022. Malgré l'inflation toujours dans les esprits et les inquiétudes internationales, Emmanuel Le Roch estime que « la situation est plus confortable qu'en 2022 », notamment en raison de la baisse du prix des matières premières et de la stabilisation du cours du pétrole.

En 2023, les ventes en ligne se sont redressées. Alors qu'il avait reculé de 12 % en 2022, effet de la fin des restrictions pandémiques, le secteur croît de 0,5 % en 2023. En revanche, les livraisons de repas perdent près de 7 %, suite à des années d'expansion dopées par les

confinements. Parmi les secteurs les plus performants, à la fois dans les magasins et sur le Web, figurent celui des produits de beauté et de santé et l'alimentaire spécialisé. À l'inverse, l'équipement de la maison, le sport, l'habillement et la chaussure ont connu une année difficile. Les défaillances de nombreuses enseignes, comme Camaïeu, Kookai, San Marina, Minelli ou Naf Naf pèsent sur les chiffres.



© Shutterstock

En parallèle, Procos constate l'émergence des sites de seconde main, dont Vinted, dans le secteur de la mode, est l'enseigne phare. Mais ce phénomène dépasse largement les sacs à main et les blousons. « Tous les acteurs sont obligés d'y aller », constate Emmanuel Le Roch. Des enseignes spécialisées, telles H&M, Foot Locker ou Leroy Merlin rachètent des produits d'occasion. Monoprix ou Pimkie en vendent, tandis que Conforama, Darty et les grands distributeurs procèdent à la fois au rachat et à la vente.

Mais il y a « plus grave », déplore le délégué général : « la prime au discount, voire à l'ultra-discount » dans le secteur de l'habillement, que traduisent les succès des sites chinois Shein et Temu. Ces canaux de vente « laminent le marché par le bas. Comment, avec des articles vendus 30 centimes, peut-on ne pas faire une vente à perte ? Il ne faut pas être naïf », attaque-t-il.

Sans forcément établir le lien avec l'explosion de ces ventes, Procos constate une baisse générale de la fréquentation des magasins, en centre-ville comme dans les zones périphériques. À l'heure où le client choisit, se renseigne sur son smartphone avant de se rendre sur place, ce phénomène est « normal », commente Emmanuel Le Roch : « on ne vient plus dans un magasin pour faire du lèche-vitrine ». En revanche, le spécialiste est surpris par les calculs de la Fact, Fédération des acteurs du commerce dans les territoires, l'ancien Conseil national des centres commerciaux, qui, pour ses surfaces, « annonce une hausse de 11 % du trafic ». Ce chiffre élevé, selon lui, « ne signifie pas grand-chose, mais permet de justifier les loyers élevés », demandés aux gérants des enseignes par la grande distribution. Procos livre là l'un de ses combats récurrents. Le décalage entre la hausse des loyers et la stagnation des chiffres d'affaires des centres commerciaux ne cesse de s'accroître depuis le début des années 2010, selon un panel établi par la fédération.

ENCORE DES PROJETS DE ZONES COMMERCIALES

La domination de la grande distribution sur le commerce de détail demeure écrasante. Alors que les grands distributeurs eux-mêmes reconnaissent que l'essentiel des villes françaises est déjà équipé, 4,1 millions de mètres carrés supplémentaires de surfaces commerciales ont été autorisés par les permis de construire en 2023, à peu près l'équivalent de la moyenne des années précédentes. Certes, les mises en chantier ne concernent que 2,3 millions de m², un peu moins qu'en 2022 (2,9 millions). Sur le long terme, depuis un pic enregistré au début des années 2010, les autorisations et les chantiers ont tendance à baisser. Ce qui suffit à Procos pour affirmer qu'« en 2023, l'immobilier commercial n'a jamais consommé aussi peu de foncier ».

Les Commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC), qui délivrent le feu vert aux projets, continuent d'être des « machines à dire oui », avec un taux d'acceptation de 89 %. « Avant de déposer un dossier, les demandeurs s'assurent que les membres de la commission sont d'accord », commente Sami Kitar, responsable du bureau d'études chez Procos. En revanche, le nombre et la taille des projets présentés à ces commissions ont tendance à reculer : 552 dossiers ont été examinés en 2023, contre 852 en 2018. Le plus vaste programme d'immobilier commercial, pour l'année dernière, ne dépassait pas les... 10 000 mètres carrés, alors que dans les années 2010, le record atteignait ou dépassait le quintuple. Ces données ne prennent pas en compte les très nombreuses surfaces de moins de 1 000 m², qui passent sous le seuil nécessitant une autorisation. Dans les cinq ans qui viennent, Procos a recensé un stock de 429 projets, dont 218 ont été autorisés par les CDAC. De quoi peser sur les chiffres du commerce à l'avenir. ■



Crise du logement et emploi

ÉCONOMIE - Le logement constitue un véritable frein à l'emploi, alertent les syndicats patronaux depuis plusieurs mois. Mais le sujet constitue aussi un véritable casse-tête en matière de politiques publiques locales a montré un débat organisé par Intercommunalités de France.

Par Anne DAUBRÉE

Avec la crise actuelle de la construction, du logement, l'enjeu n'en devient que plus prégnant. Le 31 janvier dernier, à Paris, une table ronde était consacrée à « réinventer le lien emploi-logement », lors de la « Journée finances » organisée par Intercommunalités de France. Ce lien, il a été identifié par le monde entrepreneurial depuis longtemps, rappelle Bruno Arcadipane, président d'Action Logement. Piloté par les partenaires sociaux, l'organisme investit massivement dans le logement social et intermédiaire grâce à la PEEC, Participation des employeurs à l'effort de construction (0,45 % de la masse salariale des entreprises employant 50 salariés et plus). « Ce combat date d'il y a 70 ans. À l'origine d'Action Logement, ce sont des entreprises du nord de la France qui s'étaient réunies pour fournir des logements à leurs salariés », rappelle Bruno Arcadipane. Actuellement, le premier

baillleur social de France mène divers projets, par exemple, à Dunkerque, ou dans la région de Grenoble, où il construit une résidence à proximité d'une zone industrielle où sont implantées STMicroelectronics et d'autres entreprises de la tech.

Mais lors de la table ronde, deux témoignages d'élus locaux ont illustré combien les enjeux peuvent différer selon les territoires. Ainsi, en Île-de-France, à l'est de Paris, le territoire de l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois (520 000 habitants) connaît une problématique spécifique, d'après Gilles Carrez, président de la commission des finances de l'établissement public. « Nous avons un énorme déficit d'emplois », explique-t-il. Les élus locaux sont mobilisés sur le sujet et espèrent beaucoup de l'amélioration prévue des transports.

« LES RIVERAINS NE VEULENT PAS DE PROJETS DE LOGEMENTS »

Mais l'État et la métropole du Grand Paris, selon Gilles Carrez, verraient bien cette zone géographique jouer le rôle de lieu de résidence pour des personnes qui travailleraient ailleurs au sein de la métropole... En

“ La première préoccupation des chefs d'entreprise, c'est le logement ”

résulte une pression pour remplacer les pavillons par des immeubles, ce à quoi s'opposent habitants et élus. « La situation est conflictuelle. Accueillir des habitants nouveaux, c'est déstabiliser les budgets locaux. Les habitants déjà hostiles à la densification trouvent cela injuste ! », relate Gilles Carrez.

Autre exemple, totalement différent, celui de la communauté de communes du Grand Figeac (Occitanie). Le territoire, qui réunit 92 communes et 45 100 habitants, conjugue une densité urbaine très faible et des îlots qui concentrent des emplois industriels, notamment dans l'agroalimentaire et l'aéronautique. Ici, comme ailleurs, « La première préoccupation des chefs d'entreprise, c'est le logement », confirme Vincent Labarthe, président de

la collectivité. Mais l'enjeu se complique de la nécessité de fournir des habitats adaptés aux différentes populations, cadres et ouvriers. En outre, « nous avons aussi un problème de logement saisonnier pour les destinations très touristiques comme Rocamadour », ajoute Vincent Labarthe. Pour Audrey Linkenheld, sénatrice du Nord (PS), les collectivités font face à une situation complexe : « Elles ont de plus en plus de difficultés car elles ne disposent plus de la taxe d'habitation qui constituait une incitation à faire des logements. Par ailleurs, aujourd'hui, les riverains ne veulent pas de projets de logements. Il est plus fréquent qu'ils fassent un recours plutôt qu'ils applaudissent. L'équation est extrêmement difficile ». ■



© Shutterstock

Extension du domaine capitaliste : le Bitcoin

FINANCE · Malgré ses soubresauts, le Bitcoin continue à défrayer la chronique, d'autant plus qu'il a réussi à s'imposer comme monnaie officielle de certains États et à faire son entrée à Wall Street par la grande porte...

Par Raphaël DIDIER

Lorsqu'il est question du Bitcoin, c'est avant tout son cours en dollar qui est mis en avant, trahissant d'emblée les intentions spéculatives de la majorité de ses utilisateurs. Et sur ce point, ils auront été servis, puisque le Bitcoin a connu une ascension fulgurante, passant de 25 000 dollars à près de 48 000 en cinq mois ! Mais derrière ces chiffres se cache une réalité socio-économique peu réjouissante...

LE BITCOIN, UN CRYPTOACTIF

Créé en 2009 par l'informaticien Satoshi Nakamoto, le Bitcoin est présenté comme une monnaie émise de pair à pair, non régulée par une Banque centrale, utilisable au moyen d'un réseau informatique décentralisé et qui s'appuie sur des techniques de cryptographie. D'où sa qualification de cryptomonnaie. Le système Bitcoin repose sur une chaîne de blocs (*blockchain*),

“Le Bitcoin s'apparente davantage à un cryptoactif”

qui est un journal de transactions partagé et public, que tout utilisateur doit télécharger sur son ordinateur.

À première vue, le Bitcoin semble ainsi avoir certaines caractéristiques d'un système de paiement, mais l'impossibilité de l'utiliser pour comparer aisément les prix des produits et sa très grande volatilité n'en font à l'évidence pas une monnaie utilisable à grande échelle pour les échanges marchands. Ce d'autant plus que son offre fixe (21 millions de bitcoins au maximum, 19,6 millions déjà émis au début de l'année 2024) ne sera pas en mesure de répondre très longtemps à une augmentation soutenue de la demande. Chemin faisant, en fait de cryptomonnaie, le Bitcoin s'apparente davantage à un cryptoactif, c'est-à-dire un actif numérique, créé au moyen de technologies cryptographiques et qui, comme tout actif financier, est risqué. Contrairement aux valeurs mobilières, il n'existe ainsi d'ailleurs pas de Bourse officielle du Bitcoin qui aurait pour fonction de sécuriser les échanges et de s'assurer de l'identité des personnes effectuant une transaction.

UN CRYPTOACTIF COMME MONNAIE OFFICIELLE

Rattaché à ses origines à la mouvance libertaire/anarchiste (*cypherpunks*), qui cherchait à soustraire la monnaie des mains de l'État, le Bitcoin est très vite tombé entre les mains des capitalistes, qui n'ont depuis cessé d'en étendre son champ d'utilisation dans le système monétaire et financier mondial. Cette quête a atteint son acmé avec la reconnaissance, en 2021, du Bitcoin comme monnaie officielle par le Salvador et, en 2022, par la République centrafricaine. Au-delà du bilan extrêmement mitigé de cette légalisation (les habitants de ces deux pays préférant toujours largement le dollar ou le CFA), celle-ci soulève d'importantes questions : *quid* de la souveraineté et du pilotage de la politique monétaire avec une monnaie privée ? *Quid* de la stabilité monétaire ? Consciente de ces menaces, la Chine a liquidé de

façon communiste le problème, en interdisant tout simplement les cryptoactifs.

Par construction, une monnaie est une institution sociale assurant le bon fonctionnement économique, mais aussi social et politique d'une société. Or, comment voir dans le Bitcoin un commun monétaire, sachant que sa rareté et ses modalités décentralisées de fonctionnement en font nécessairement un outil de rivalité ? La propriété des bitcoins est d'ailleurs très concentrée entre les mains d'un petit nombre d'utilisateurs. Et le comportement de nombreux Américains, qui ont préféré placer une partie des aides versées par l'État sur leur portefeuille de bitcoins, dans l'espoir de s'enrichir à moindres frais, témoigne si besoin est du caractère d'abord spéculatif du Bitcoin. Quant à savoir ce que les bitcoins financent réellement et si l'objet de ces transactions est légal, ce sont là des questions ouvertes...

Enfin, il apparaît paradoxal de faire du Bitcoin une monnaie légale en pleine transition écologique/énergétique, puisque l'émission de bitcoins par « minage » nécessite des fermes d'ordinateurs hyperpuissants, consommant une énergie électrique formidable.

LE BITCOIN FAIT UNE ENTRÉE TRIOMPHALE À WALL STREET

Dernière reconnaissance du caractère financier spéculatif du Bitcoin, son entrée à Wall Street par la grande porte des ETF (fonds indiciels cotés). Le gendarme financier américain, la SEC (*Securities and Exchange Commission*) vient, en effet, d'approuver la commercialisation d'ETF Bitcoin Spot, qui sont des produits financiers répliquant l'évolution du Bitcoin et permettant ainsi aux souscripteurs (particuliers ou institutionnels) d'investir dans le Bitcoin, sans avoir besoin d'en détenir directement. Désormais, les grands noms de la gestion collective, comme BlackRock, s'engouffrent dans la brèche, ce qui augmente d'autant la demande de bitcoins pourtant plafonnée à 21 millions d'unités. Volatilité forte en perspective !

Gageons que les gendarmes financiers se doteront tous d'une réglementation à la hauteur de ces nouveaux enjeux, avant la prochaine crise des cryptoactifs (le scandale FTX est encore dans les mémoires), à l'instar du règlement européen MiCA (*Markets in Crypto-Assets*) qui, hélas, n'entrera en application qu'à partir de 2025 ! ■

Sortir en Gironde En bref

Paris

RICHARD BERRY INTERPRÈTE LES PLAIDOIRIES D'AVOCATS BORDELAIS

Sur la scène du théâtre La Michodière, Richard Berry interprète une création intitulée *L'audience est ouverte*, mise en scène par Éric Théobald. Entrecoupée d'images d'archives et d'une bande sonore et musicale, la mise en scène immersive plonge les spectateurs dans ces moments d'histoire et les invite ainsi à se mettre à la place des jurés. Dans ce spectacle, l'artiste interprète quatre plaidoiries dont deux ont été prononcées par des avocats du barreau de Bordeaux : Arnaud Dupin et Félix Molteni.

Ainsi se succèdent les plaidoiries de M^e Jakubowicz (pour les enfants d'Izieu lors du procès de Klaus Barbie), M^e Labori (procès d'Émile Zola dans l'affaire Dreyfus), M^e Dupin (pour le D^r Bonnemaison sur la fin de vie) et de M^e Molteni (sur le délit de solidarité dans l'affaire Cédric Herrou).

L'audience est ouverte jusqu'au 30 mars
au théâtre La Michodière, Paris 2^e



FÉLIX
MOLTENI



ARNAUD
DUPIN



Gironde CADIOT-BADIE CACHE DES TICKETS GAGNANTS DANS LES ŒUFS DE PÂQUES

Qui tirera le ticket d'or ? Pour les fêtes de Pâques, la chocolaterie Cadiot-Badie crée une édition spéciale d'œufs renfermant, pour certains, un ticket gagnant d'or, d'argent ou de bronze. Cette opération aura lieu jusqu'au 2 avril prochain. Ces tickets sont cachés dans les « Cadiot-Surprise » : œufs garnis de friture, de petits sujets pralinés, et de mini-œufs. 9 tickets sont répartis sur toute la production (magasin et vente en ligne). Les gagnants du ticket d'or remporteront un coffret florilège et un lot de 5 tablettes de chocolat. Le ticket d'argent ouvrira les portes de l'atelier de production pour une visite VIP de deux personnes avec dégustation. Quant au détenteur du ticket de bronze, il gagnera une jolie boîte garnie de deux étages de chocolats.

Le MusBA lance sa saison impressionniste

BORDEAUX · Pour fêter les 150 ans de la première exposition impressionniste, le musée des Beaux-Arts de Bordeaux lance sa saison dédiée à ce mouvement pictural. À cette occasion, 27 œuvres ont été accrochées, dont deux prêts exceptionnels du musée d'Orsay : *Le Balcon* d'Édouard Manet et *La Cabane des douaniers* de Claude Monet.

Par Nathalie VALLEZ

L'exposition lancée en 1874 par une trentaine d'artistes (qui ne se disaient pas encore impressionnistes) avait été initiée en réaction au salon de peinture et de sculpture qui s'était tenu quelques mois avant et qui avait refusé plusieurs artistes. Monet, Renoir, Degas, Morisot, Pissarro, Sisley ou encore Cézanne avaient décidé de s'affranchir des règles en organisant leur propre exposition, en dehors des voies officielles : l'impressionnisme était né. L'exposition ne durera qu'un mois : du 15 avril au 15 mai, fera scandale, mais elle sera suivie de 7 autres jusqu'en 1886 donnant le coup d'envoi à l'émergence des avant-gardes du XX^e siècle.

UN DERNIER REGARD

L'exposition dédiée à la saison impressionniste rassemble

27 œuvres dont *Le Balcon* d'Édouard Manet. Si le peintre se considérait comme un traditionaliste, il fera pourtant partie des refusés du salon. La raison réside dans le choix du sujet, 4 intimes de Manet (il y a un homme dans la pénombre), et sa représentation formelle avec un cadrage surprenant sur le balcon de couleur verte. Parmi les autres toiles, *La Cabane des douaniers* peinte par Monet en 1882, avec ses

couleurs chatoyantes et lumineuses. On pourra aussi admirer cette *Rolla* (ou le suicide pour une courtisane) de Gervex où un jeune homme lance un dernier regard à sa jeune amante nue et lascive, ainsi que d'autres maîtres tels que Corot, Renoir ou Seurat, et des vues de Bordeaux peintes par Alfred Smith. ■

« Une saison impressionniste » au MusBA jusqu'au 10 juin



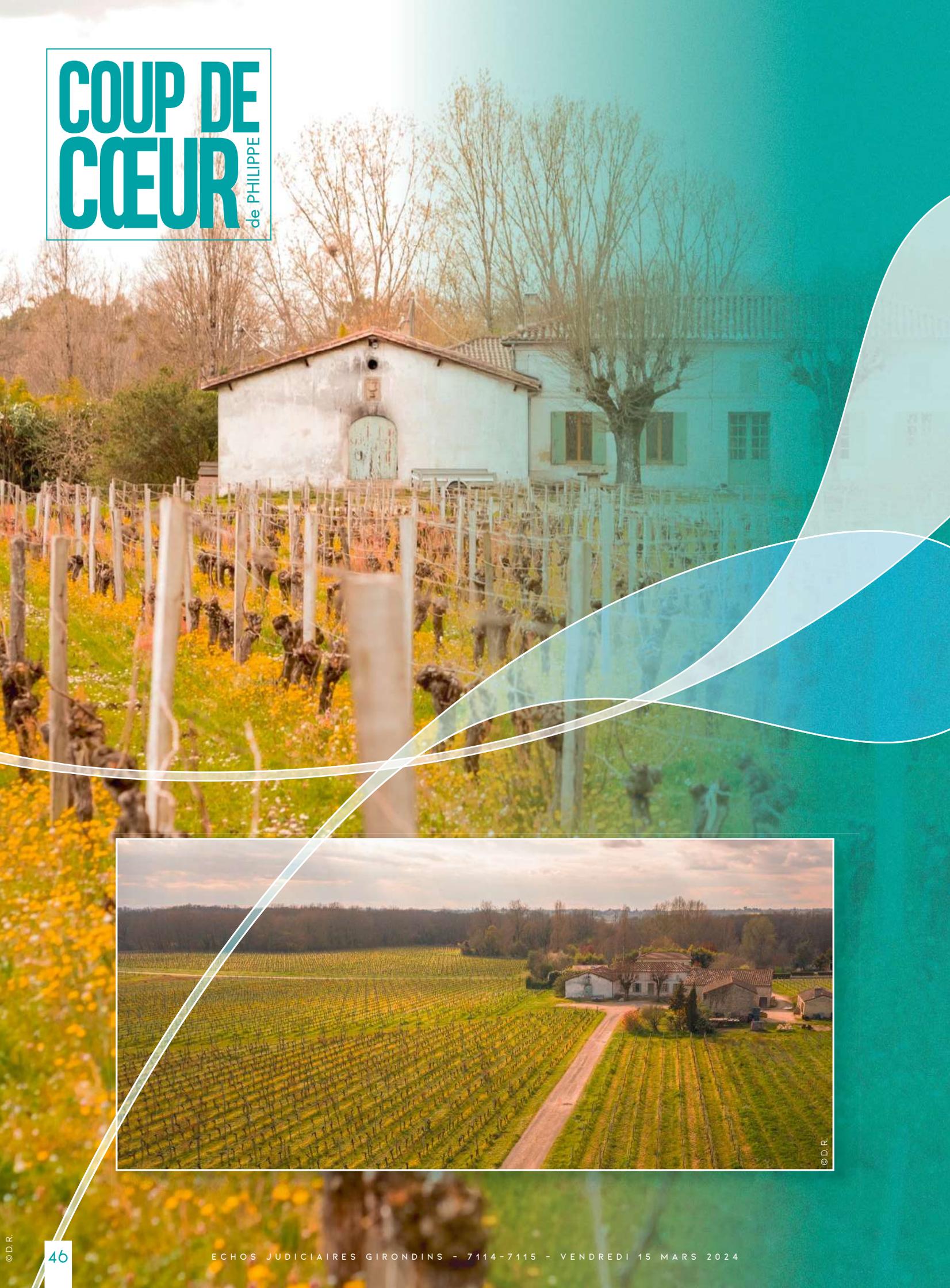
La Cabane du douanier de Claude Monet (1882)



Une saison impressionniste au MusBA

COUP DE CŒUR

de PHILIPPE



© D.R.

Château Terrasson Un vin d'amoureux

CHRONIQUE • Cette semaine, Philippe Maurange vous invite à déguster un verre de la gamme Oxymore du château Terrasson.

Tout démarre par une histoire d'amour et un mariage, celui d'Alix et Gérald Standley en 2015. Lui arrive du Roussillon, où il a géré durant plusieurs années le très reconnu domaine du Soula dans les Fenouillèdes. Elle arrive du Médoc, plus précisément du château Puy Castéra. Les alliances à leur doigt, ils se lancent dans un projet commun et se mettent à la recherche d'un domaine et tombent rapidement sous le charme du château Terrasson en 2020, millésime du début de cette aventure et le lancement du vignoble en culture bio et biodynamique sur les deux appellations de leurs terroirs, Castillon et Francs réparties en un plateau argilo-calcaire et des coteaux sur les éboulis calcaires du plateau.

À la vigne, tout est ici maîtrisé au niveau le plus pointu de la biodynamie : aucun produit de synthèse,

utilisation de préparations à base de plantes (ortie, prêle, saule) ramassées autour des vignes du domaine. C'est l'idée d'Alix et Gérald Standley : laisser libre cours à leur esprit artistique dans les vins. De cette libre expression est née la gamme Oxymore (figure de style consistant à allier de façon inattendue deux mots de sens contradictoire).

Retenons le blanc que ces deux vignerons présentent « comme un assemblage monocépage » pourtant issu à 100 % de sémillon... Élevé en foudre de bois venu d'Autriche, on retrouve la patte de ce vinificateur hors pair de blancs. Fin, tendu, expressif et d'une grande pureté

aromatique, on aime dans ce vin le profil ample du sémillon, mais avec une très grande fraîcheur aromatique de fruits jaunes juteux. Délicieux et plein d'élan, c'est un blanc de Bordeaux qui s'inscrit dans un style à part. Une véritable découverte !

<https://chateauterrasson.com>



Par Philippe MAURANGE,
Directeur de l'agence
OZCO BORDEAUX

Heureux gagnants

L'ARGENT NE FAIT PAS LE BONHEUR

Cent pour cent des gagnants du Top Millions ont tenté leur chance mais ceux qui parviennent à décrocher le pactole ne sont pas pour autant assurés d'en profiter, ces gains énormes pouvant perturber les âmes les plus nobles. L'argent ne semble pas faire le bonheur selon les péripéties vécues par les gagnants de ce film à sketches à la cruauté délicate. Ces fortunes tombées du ciel vont révéler des natures profondes peu glorieuses. Les exemples mis en scène sont évidemment excessifs mais révélateurs de la noirceur d'âme qui peut se dégager de chacun.

« Nous voulions raconter ce qui peut totalement chambouler la nature humaine et ses systèmes de valeur. L'argent tombé du ciel grâce à un jeu de hasard comme le loto s'y prêtait parfaitement. Il était question d'histoires extraordinaires arrivant à des gens ordinaires. Gagner au loto fait basculer votre vie du jour au lendemain. 50 % des gens qui gagnent sont ruinés dans les quatre ans. C'est trop d'argent d'un coup pour des gens pas forcément prêts à cela et ça attire trop de convoitises. Nous avons l'exemple d'un comédien que nous connaissons dont la femme a joué au Loto avec deux amis proches. Elles avaient acheté trois bulletins différents mais elle était la seule à avoir les bons numéros. Ses copines ont voulu qu'elle partage en trois, ce

qui était aberrant. Le même jour, elle a gagné 1,5 million d'euros mais perdu ses meilleures amies. L'argent ne change pas les gens, il révèle leur vraie nature et montre un aspect d'eux qui était un peu caché. »

Paul passe pour un raté aux yeux de sa femme et leurs enfants, jusqu'au moment où ils découvrent qu'un ticket égaré dans sa boîte à gants vaut cinq millions d'euros. Mais il reste très peu de temps pour le faire valider... Julie, célibataire timide, est abordée par un bel inconnu juste après avoir récupéré son chèque de vingt millions. Sa colocataire guère bienveillante quant à son pouvoir de séduction est persuadée que ce gendre parfait est mal intentionné. Doit-elle prêter attention à ces accusations ?... Alors qu'ils s'apprêtent à commettre un attentat suicide dans le métro, Ahmed, Farid et Omar (de son vrai nom Erwan, un breton pur beurre) se retrouvent en possession d'un billet portant les bons numéros. Vont-ils mener à bien leur mission ?... Le patient d'un Ehpad meurt en découvrant qu'il a récolté soixante millions au tirage. Après avoir échoué à le ranimer, les aides-soignantes Sandra et Mathilde s'interrogent : faut-il prévenir la famille ou partager le magot avec les témoins ?...

« Il y a des choses qu'on a entendues, d'autres que nous avons extrapolées, mais rien n'est vraiment basé sur une histoire vraie. Tout est inventé. Devenir très riche d'un seul coup nous terroriserait. Si on gagne trente millions, on n'a plus aucune raison de se lever le matin. On a l'impression que cela fausse les rapports avec les autres. C'est un peu comme quand vous êtes une superstar : tout le monde vous trouve tout le temps beau, sympathique et drôle. Alors, quand vous gagnez, vos amis sont-ils toujours vos amis ou bien sont-ils intéressés ? Au cinéma, le loto est toujours traité sur le mode de la comédie légère alors que



En salle depuis le 13 mars

Un film de Maxime Govare et Romain Choay
Avec Audrey Lamy, Fabrice Éboué, Anouk Grinberg

Comédie

c'est effectivement très violent. Les gens qui gagnent changent mais c'est aussi tout leur entourage qui se transforme et cela devient un énorme poids à porter du jour au lendemain. Chacune de nos histoires est écrite pour que cet événement extraordinaire et brutal survienne à un moment charnière de la vie de nos personnages. »

Chaque histoire est d'une grande drôlerie et suffisamment différente des autres pour amuser avec un bonheur égal. Toutes ont une part d'ironie cruelle pour ses anti-héros pour qui le rêve de richesse va se transformer en cauchemar. Les influences des auteurs-réalisateurs sont de haute noblesse :

« Notre OVNI totem, c'est *Les Nouveaux Sauvages*, *Very Bad Things*, *Barbaque* de Fabrice Éboué, *Pulp Fiction* dans la manière de raconter plusieurs histoires liées par un même thème ou certains aspects de l'œuvre de Claude Chabrol. L'idée était de proposer un

genre par histoire : action, comédie romantique ou un peu plus cynique. »

La réussite de cette excellente comédie repose sur sa distribution sans faute. Fabrice Éboué est un loser magnifique ; Anouk Grinberg apporte une jolie humanité en infirmière honnête, gangrenée moralement par la cupidité des autres puis par la sienne et Pauline Clément est une romantique naïve digne des meilleurs films du genre. Des choix évidents pour le duo à la barre :

« **Fabrice cochait deux cases, celle de l'humour noir mais aussi le fait qu'il représente tellement le Français moyen à travers ses rôles, un peu touchant de lâcheté. Pauline est géniale car on dirait Alice au pays des merveilles. Elle joue avec sa propre musique. Anouk a pris à bras-le-corps le rôle de cette femme dont la radicalité positive se transforme en négatif. C'est son personnage, elle a fait des choix forts. » ■**

© D.R.

VINI & CULTURE



Dans la peau de Blanche Houellebecq Concours de sosies en Guadeloupe

Blanche Gardin se rend en Guadeloupe pour présider un concours de sosies de Michel Houellebecq, qui s'y rend lui aussi avec son assistant et garde du corps. Ils seront mêlés à des événements étranges... Quelle rencontre improbable pour un film qui ne l'est pas moins avec ces électrons libres que sont Blanche Gardin et Michel Houellebecq capables d'une autodérision réjouissante. Ils jouent des versions outrées d'eux-mêmes dans une comédie souvent hilarante, provocatrice mais pas complaisante, Houellebecq étant confronté à ses dérives idéologiques. Guillaume Nicloux fait preuve néanmoins de beaucoup de bienveillance pour l'écrivain qu'il filme pour la quatrième fois. Blanche Gardin partage ce regard généreux, ce qui ne l'empêche pas de s'engueuler avec lui quand il le mérite. L'humour est utilisé comme révélateur de pensées profondes, une citation de l'écrivaine locale Maryse Condé sur le rire comme premier pas vers la libération étant placée en exergue. Les participants étant encouragés à improviser, cela fait naître des moments forts comme la confrontation avec un chauffeur sur l'esclavagisme. À noter une apparition décalée de Francky Vincent !



Les Rois de la piste Petits vols en famille

Rachel Zimmermann est à la tête d'une famille de cambrioleurs sans envergure. Ses fils et son petit-fils s'emparent du tableau *La Musicienne* de Tamara de Lempicka, rendu célèbre grâce au clip *Vogue* de Madonna, mais le petit dernier est arrêté et condamné à trois ans de prison. À sa sortie, la tribu est éparpillée : Sam, qui se bourre de cachets, ne parle plus à sa mère, et Jérémie, parti avec la toile, est introuvable. Lorsque Rachel reçoit une lettre indiquant où il se cacherait, le trio part à ses trousses, suivi par Céleste, une enquêtrice rusée... Thierry Klifa dirige tambour battant ce divertissement policier fantaisiste mené par Fanny Ardant, amusante en matriarche sans foi ni loi. Cette *Ma Dalton* sympathique malmène les pauvres Nicolas Duvauchois à la transformation inattendue et Mathieu Kassovitz à contre-emploi, mi-comique mi-mélancolique en ex-charmeur dépressif, victime de cette mère toxique. Lætitia Dosch jouera de ses charmes pour séduire ce dernier afin de venir à bout de son enquête. Un bon moment à passer en compagnie de bras cassés de la petite délinquance, d'où ressort une jolie scène de réconciliation en chanson, composée par Alex Beaupain.

Cinéma En bref

DEUX COUPS DE CŒUR !

Blue Giant, adaptation du manga de Shinichi Ishizuka (publié chez Glénat), peut se voir comme un cousin animé, majestueux dans son énergie communicative et dans l'intensité de son protagoniste, de *Whiplash*. Dai Miyamoto saxophoniste de 18 ans, est déterminé à devenir le meilleur jazzman du Japon. Il débarque à Tokyo et crée une formation avec son ami Shunji qui s'improvise batteur doué et le pianiste aguerri Yukinori. Il va les entraîner dans son rêve de jouer dans le club prestigieux *So Blue*. La partition de Hiromi Uehara illustre avec bonheur ce grand moment de cinéma musical. *Les Carnets de Siegfried* restera le dernier film du grand cinéaste anglais Terence Davies, disparu en octobre. Soldat décoré de la Première Guerre mondiale, le grand poète Siegfried Sassoon n'a eu de cesse d'exprimer sa haine viscérale de tout conflit, choqué d'avoir vu ses camarades tomber au nom d'un idéal de résistance perverti par des politiques d'expansion opportunistes. On suit ses états d'âme dans ses jeunes années où son engagement pacifiste se mêle à une vie mondaine endiablée puis à l'hiver de sa vie, alors qu'il est devenu un ermite amer à force de cadencasser son orientation sexuelle. Une structure en forme de boucle qui accentue la mélancolie prégnante de l'issue inéluctable de la vie, rendue vivante par les interprétations bouleversantes de Jack Lowden puis Peter Capaldi.

MAGISTRATE DE MÈRE EN FILLE

Muriel Robin et Louise Bourgoïn seront mère et fille dans *Magistrate* de Pierre Mazingarbe. Une brillante vice-procureure se retrouve mutée au petit tribunal de Saint-Étienne où sa mère travaille en tant que greffière. Les conflits reprendront de plus belle entre ces deux femmes lorsque la première devient la cheffe de la seconde, leurs relations ont toujours été compliquées. Florence Loiret Caille (*La Tête froide*) participera à leurs échanges houleux.

DEUX GRANDES ACTRICES CHEZ ALMODOVAR

Tilda Swinton et Julianne Moore viennent d'entamer le tournage de *The Room Next Door*, le premier long

métrage de Pedro Almodovar en anglais, après deux courts récents, *La Voix humaine* d'après Jean Cocteau dont la première est l'interprète et *Strange Way of Life*, western qui réunit Ethan Hawke et Pedro Pascal. John Turturro sera également à l'affiche de ce film qui raconte l'histoire d'une mère très imparfaite, reporter de guerre, et d'une fille rancunière séparées par un grand malentendu. Entre les deux, une autre femme, l'amie de la mère, dépositaire de leur douleur et de leur amertume et romancière spécialisée dans l'autofiction.

LAETITIA DOSCH AVOCATE POUR CHIENS !

L'interprète de *Jeune femme fera Le Procès du chien* dont elle sera aussi la réalisatrice, une première pour elle. Elle sera une avocate spécialisée dans la défense des animaux, prête à tout pour sauver de la peine capitale son client, un chien récidiviste. Entre croyance en la justice et difficulté à supporter le mépris des humains pour les animaux, ce chien va l'aider à accepter sa complexité humaine. François Damiens, Bouli Lanners, Jean-Pascal Zadi, Anne Dorval, Mathieu Demy et Pierre Deladonchamps lui tiendront compagnie sur les bords du lac Léman. ■

ALEXIS MANENTI

(*Le Ravissement*) aura bientôt *Du fuel dans les artères* sous la direction de Pierre Le Gall. À bord de son 44 tonnes, un camionneur sillonne la France avec une obsession : charger et décharger, en temps et en heure. Quand il croise un routier polonais, sa routine se dérègle. Loin des regards, ces deux solitaires se désirent jusqu'à épuisement...

AARON TAYLOR-JOHNSON,

un des adversaires de Brad Pitt dans *Bullet Train*, sera à la tête du film de braquage *Fuze* de David Mackenzie (*Comancheria*). La découverte d'une bombe non explosée datant de la Seconde Guerre mondiale dans un chantier de construction londonien provoque une évacuation massive. Une opportunité parfaite pour un hold-up...

Dans *The Cut* de Sean Ellis, **ORLANDO BLOOM** (Will Turner dans *Pirates des Caraïbes*) sera un boxeur sortant de sa retraite pour se battre pour un nouveau titre de champion en suivant un programme intensif avec un entraîneur qui n'a pas de limites.

LIBOURNE VENTES DU 5 AVRIL 2024, À 14 H

N° ROLE	DÉTAIL DE LA VENTE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX
23/28	EJG 16-02-2024	SELARL RODRIGUEZ & CARTRON	IMMEUBLE À USAGE D'HABITATION	LIBOURNE	7 impasse de Barreau	55 000 €
23/165	EJG 16-02-2024	SELARL RODRIGUEZ & CARTRON	MAISON D'HABITATION	SAINT-DENIS-DE-PILE	12 route du Port-Gabeau	50 000 € avec faculté d'une baisse du quart à défaut d'enchère

E-mail : annonces-legales@echos-judiciaires.com - Plateforme : annoncelegale.echos-judiciaires.com

Les ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS, magazine d'informations économiques habilité à publier les annonces légales et judiciaires sur le département de la Gironde. Le site echos-judiciaires.com est également habilité par arrêté préfectoral à publier les annonces légales et judiciaires pour le département de la Gironde.

Selon l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048680411>), le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0.183 euro HT le caractère pour le département de la Gironde.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2024 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :

- Le tarif des constitutions de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 2 alinéa 2 ;
- Le tarif des annonces relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 € HT ; le tarif lié à la clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 € HT ;
- Les tarifs des annonces légales relatives aux procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce sont mentionnés dans l'article 2 alinéas 5 et 6 ;
- Les tarifs des annonces relatives aux modifications de société sont mentionnées dans l'article 2 alinéa 8 ;
- Les tarifs des annonces relatives au changement de nom patronymique est de 56 € HT ;

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

ABONNEMENT

PAPIER + WEB

6 MOIS = 48 € TTC 1 AN = 79 € TTC 2 ANS = 119 € TTC

WEB

6 MOIS = 24 € TTC 1 AN = 39 € TTC 2 ANS = 59 € TTC

SOIT 26 NUMÉROS SOIT 52 NUMÉROS SOIT 104 NUMÉROS

NOM _____

PRÉNOM _____

ENTREPRISE _____

ADRESSE _____

EMAIL _____

TEL _____

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS 106 rue Fondaudéage CS 71900 - 33061 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS
ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

APPELS D'OFFRES - AVIS D'ENQUÊTE



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MAIRIE DE LACANAU

M. Le Maire

31 avenue de la Libération 33680 Lacanau
Tél : 05 56 03 83 08 - SIRET 21330214400018

L'avis implique un marché public

Objet : Acquisition de véhicules neufs

Procédure : Procédure adaptée

Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui

Lot N° 1 - Acquisition de 1 véhicule neuf d'intervention pour la régie nettoyage

Lot N° 2 - Acquisition de 1 véhicule neuf affecté au service voirie

Lot N° 3 - Acquisition de 1 véhicule neuf pour la police municipale

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 29/03/24 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 08/03/2024

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marches-publics.info>

L24EJ13523

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

AVIS DE CONSULTATION PUBLIQUE INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Livre V du Code de l'environnement)
Commune de Peujard

Par arrêté préfectoral du 11 mars 2024, est prescrite une consultation publique de quatre semaines sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLANA 3 en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de marchandises, située sur le territoire de la commune de Peujard.

Cette consultation se déroulera du 2 avril 2024 au 2 mai 2024 inclus.

Un dossier de consultation sera déposé à la mairie de Peujard où le public pourra en prendre connaissance, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- Lundi de 14h00 à 17h30
- Mardi de 8h30 à 12h00 / de 14h00 à 17h30
- Mercredi de 8h30 à 12h00
- Jeudi de 8h30 à 12h00
- Vendredi de 8h30 à 16h30

Ces documents seront également consultables sur le site internet des services de l'État en Gironde <https://www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques-consultations-du-public-declarations-d-intention-decisions-examen-cas-par-cas/Enquete-publique-Consultation-du-public-2024/PEUJARD-Creation-d-un-entrepot-logistique-Societe-PLANA-3>

Pendant toute la durée de la consultation, des observations peuvent être formulées :

- sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de Peujard ;
- par voie postale à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (Service des procédures environnementales - Cité administrative - BP 90 - 33090 BORDEAUX Cedex ;
- par voie électronique à l'adresse suivante : ddtm-spe1@gironde.gouv.fr

Le Préfet de la Gironde est compétent pour statuer sur la demande d'enregistrement sollicitée par un arrêté éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L521-7, ou par un arrêté de refus.

L24EJ13940

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

INSTALLATIONS CLASSÉES AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 7 mars 2024, une enquête publique est prescrite sur la demande d'autorisation environnementale formulée par la société SCSO UNIKALO en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de peinture pour le bâtiment (augmentation du stockage et de la production) située sur le territoire de la commune de Cestas.

Pendant l'enquête qui se déroulera du 2 avril 2024 au 2 mai 2024 inclus, le dossier de demande d'autorisation environnementale accompagné de ses avis sera déposé à la mairie de Cestas où le public pourra en prendre connaissance et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Le commissaire enquêteur, M. Sylvain BARET, Officier supérieur de l'Armée de l'air à la retraite, sera présent à la mairie du lieu d'enquête :

- Mardi 2 avril de 09h00 à 12h00
- Mercredi 17 avril de 14h00 à 17h00
- Vendredi 26 avril de 09h00 à 12h00
- Jeudi 2 mai de 14h00 à 17h00

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la Préfecture de la Gironde :

<https://www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques-consultations-du-public-declarations-d-intention-decisions-examen-cas-par-cas/Enquete-publique-Consultation-du-public-2024/CESTAS-Societe-SCSO-UNIKALO-Augmentation-du-stockage-d-une-installation-de-fabrication-de-peinture>

Des informations complémentaires concernant le projet peuvent être sollicitées auprès du responsable de projet : Mme Julie Guyon (Responsable RSE) adresse mail : j.guyon@unikalo.com

Le public pourra adresser ses observations :

- par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur, à la mairie de Cestas.

- par mail à l'adresse suivante : ddtm-spe1@gironde.gouv.fr.

Ces observations seront consultables sur le site internet de la Préfecture pendant la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, un accès gratuit au dossier est ouvert au public sur le poste informatique situé dans le hall de la Cité administrative - Accueil DDTM - 2 rue Jules Ferry à Bordeaux, aux jours et heures ouvrés d'accueil du public.

Monsieur Pascal LEFEVRE, est désigné en qualité de suppléant, pour intervenir en cas de remplacement du Commissaire enquêteur.

A la fin de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront consultables pendant un an, à la mairie de Cestas, auprès du service des procédures environnementales à la DDTM et sur le site internet de la préfecture :

<https://www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques-consultations-du-public-declarations-d-intention-decisions-examen-cas-par-cas/Enquete-publique-Consultation-du-public-2024/CESTAS-Societe-SCSO-UNIKALO-Augmentation-du-stockage-d-une-installation-de-fabrication-de-peinture>

Le Préfet est compétent pour statuer sur l'autorisation sollicitée, soit par un arrêté d'autorisation assortie de prescriptions à respecter, ou par un arrêté de refus.

L24EJ13567



Publication effectuée en application des articles L 141-1 et R 142-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime

La Safer Nouvelle-Aquitaine se propose, sans engagement de sa part, d'attribuer par rétrocession, échange ou substitution tout ou partie des biens suivants :

AS 33 23 0493 01 Propriété à vocation d'élevage comprenant : 2 maisons de plain pied, 1 grand garage aménageable, des chenils, 1 tunnel, 1 piscine et parcelles de prés et bois **LA SAUVE** 13 ha 29 a 30 ca - 'De saint Quentin du baron': AB- 9 - 'Terrey-rouge': AB- 2(J)- 2(K)- 5- 7- 8(J)- 8(K)- 10- 11(J)- 11(K)- 13- 14- 16(J)- 16(K)- 17- 18- 19- 21- 28 - 29- 30, Zone A et N du PLU

AS 33 24 0110 01 Une parcelle de vignes en AOC SAINT EMILION **SAINT-EMILION** 1 ha 15 a 59 ca - 'Au pinier': AL- 221 - 'Vachon-est': AL- 27, PLU Zone A

AS 33 24 0111 01 Un ensemble de vigne AOC MEDOC **VALEYRAC** 57 a 30 ca - 'Passe vieille': C- 652- 653- 663, N carte communale

AS 33 24 0112 01 Parcelle de vigne en AOC SAINT EMILION **SAINT-EMILION** 47 a 76 ca - 'La rose': AL- 253- 305[255], PLU Zone A

AS 33 24 0113 01 Un ensemble de parcelles de pré **ARCINS** 77 a 55 ca - 'Aux petits': A- 483- 484, Np du PLU

AS 33 24 0121 01 Prairie permanente **SAINT-YZANS-DE-MEDOC** 2 ha 19 a 80 ca - 'Mazails': A- 366- 1048[366], N carte communale

AS 33 24 0122 01 Parcelles de vigne et terre **CARS** 10 ha 50 a 18 ca - 'Drouillard': B - 1156[1012]- 1158[995]- 1631[1016][F1]- 1631[1016][F2]- 1638[1451][F1]- 1638[1451][F2] - 'Fontblanche': B- 1056- 1620[1439] - 'La taillive-est': B- 994[F1]- 994[F2]- 1399[993][F1]- 1399[993][F2] - 'La taillive-ouest': A- 906- 907- 908- 918- 919- 920- 921- 1479[914] - 1480[913]- 1755[1645]- 2018[909] - 'Le haut des drouillards': A- 1752[1638], A et N du PLU

Informations complémentaires : La production issue de l'acquisition relève pour tout ou partie de l'agriculture biologique

Les informations sur les risques auxquels ces biens seraient exposés sont disponibles sur le site : <http://www.georisques.gouv.fr/>

Les personnes intéressées devront manifester leur **candidature, au plus tard le 02/04/2024** : par écrit en précisant leurs coordonnées téléphoniques, prioritairement auprès du service départemental de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 16, Avenue de Chavailles CS 10235 - 33525 BRUGES - Tel : 05 56 69 29 99 où des compléments d'information peuvent être obtenus, (ou au siège de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 16, Avenue de Chavailles - 33525 BRUGES), ou par voie dématérialisée sur le site <http://www.saferna.fr/>.

PURGE DROIT DE PREFERENCE FORESTIER VENTE D'UNE PROPRIÉTÉ BOISÉE

Dans le cadre des dispositions de l'article L 331-19 du code forestier, la SAFER purge, pour le compte du propriétaire, le droit de préférence que détiennent les propriétaires de parcelles boisées qui seraient contiguës des parcelles suivantes mises en vente :

ABZAC 70 a 83 ca B-1182 B-1333-1337

Prix principal : 1146,34 euros

Prestation Safer HT : 100,00 euros

Autres conditions de la vente : Frais de notaire en sus

Les informations sur les risques auxquels ces biens seraient exposés sont disponibles sur le site : <http://www.georisques.gouv.fr/>

Les propriétaires voisins désirant exercer leur droit de préférence devront le manifester par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le **13/05/2024**, auprès du service départemental de la Safer Nouvelle-Aquitaine 16, Avenue de Chavailles 33525 BRUGES, Tel : 05 56 69 29 99

L24EJ14134



COMMUNE DE CANÉJAN

Par délibérations du 12 mars, le Conseil Municipal de Canéjan a instauré de **nouvelles obligations concernant les droits des sols** :

- permis de démolir,
- divisions foncières soumises à DP en zones A, N et U,
- implantations de clôtures soumises à DP.

Les détails de ces délibérations sont consultables en mairie et sur le site www.canejan.fr

L24EJ08015

CRÉANCES SALARIALES

AVIS DE DÉPÔT D'ÉTAT DE CRÉANCES SALARIALES

Conformément aux dispositions de l'article 625-1 et suivants et R 625-1 et suivants du Code de Commerce, l'ensemble des relevés de créances salariales a été déposé au Greffe pour les affaires suivantes :

Liquidation Judiciaire du 22/11/2023

SAS BPSE 57 AV D'AQUITAINE 33560 SAINTE-EULALIE

N° greffe: 2023J00590 - N° siren: 821428489

Liquidation Simplifiée du 06/12/2023

SARL WBSERVICES 45 rue Marcel Sembat 33130 BEGLES

N° greffe: 2023J00629 - N° siren: 529605602

Liquidation Simplifiée du 10/01/2024

SAS OH HUIT ! 41 RUE EDMOND BLANC 33290 BLANQUEFORT

N° greffe: 2023J00841 - N° siren: 841361264

Liquidation Simplifiée du 18/10/2023

SAS LES TRAVAUX DU MEDOC 5 ALLEE PECASTAINGS 33460 MACAU

N° greffe: 2023J00865 - N° siren: 892786096

Liquidation Judiciaire du 08/11/2023

SAS SYNTEA 10 LIEU DIT BELLE CROIX 33490 LE PIAN-SUR-GARONNE

N° greffe: 2023J00875 - N° siren: 502673841

Liquidation Judiciaire du 27/09/2023

SARL ACS 13 PLACE ROMAIN VIDEAU 33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

N° greffe: 2023J00937 - N° siren: 797562824

Liquidation Judiciaire du 17/01/2024

EURL SIBEL BTP 3 CHEMIN DE LA COUSTAUE 33550 LANGOIRAN

N° greffe: 2023J01069 - N° siren: 499522258

Liquidation Simplifiée du 15/11/2023

SARL CHATEAU DESPLATS LIEU DIT LE MARCHAND 33460 MACAU

N° greffe: 2023J01171 - N° siren: 330714882

Liquidation Judiciaire du 10/01/2024

EURL BG LOC.TP 4 QUARTIER LES HOUNS 33730 NOAILLAN

N° greffe: 2023J01189 - N° siren: 891972069

Liquidation Simplifiée du 06/12/2023

SARL EURL SOURY SEBASTIEN 3 IMPASSE JEAN VIGE 33240 SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC

N° greffe: 2023J01279 - N° siren: 751136912

Liquidation Judiciaire du 01/12/2023

Monsieur Jean-Michel ROBIN 6 rue Pasteur 33150 CENON N° siren: 413877150

Liquidation Simplifiée du 13/12/2023

SARL FIRST LINK PLACE DE LA BOURSE 33000 BORDEAUX

N° greffe: 2023J01303 - N° siren: 813731304

Liquidation Simplifiée du 20/12/2023

SAS COCKTAIL CONCEPT PAYSAGE 14 COURS DE L'INTENDANCE 33000 BORDEAUX

N° greffe: 2023J01345 - N° siren: 789680055

Liquidation Simplifiée du 24/01/2024

SARL PM 1792 AVENUE DE L'AERODROME 33260 LA TESTE-DE-BUCH

N° greffe: 2024J00108 - N° siren: 840277313

La date de la présente publicité fait courir le délai de forclusion prévu à l'article L625-1 du Code de Commerce.

Pour avis le 15-03-2024,

SELARL FIRMA Mandataire Judiciaire CS 71036 33081 BORDEAUX

L24EJ13691



AVIS DE DÉPÔT D'ÉTAT DE CRÉANCES SALARIALES

Conformément aux dispositions des articles L. 625-1 & R. 625-1 du Code de commerce, la SELARL EKIP¹, Mandataire Judiciaire des affaires suivantes :

Greffe n° NOM de l'Affaire - Adresse : Date Jugt :

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE LIQUIDATION JUDICIAIRE

2023.158 **SARL Maisons IDEOZ 33**, 173 Av Georges Pompidou 33500 LIBOURNE 02/10/2023

2023.121 **SAS MERANDON JEREMY**, 28 Rue Jean Louis Faure, 33320 SAINTE FOY LA GRANDE 10/07/2023

2023.114 **SASU LEA**, 22 Cours de la République 33390 BLAYE 10/07/2023

T22923 **SARL JORELIE**, 2 Lieu-dit Les Trujeaux 33920 GENERAC 22/05/2023

LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIEE

2023.156 **SAS HOMEKIT**, 230 Rue des Droits de l'Homme 33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC 02/10/2023

2023.144 **SASU La Plancha Gourmande**, 40 Rue des Anciens Combattants, 33710 PUGNAC 21/08/2023

2023.174 **SARL ALTHEVA**, 22B Allée Champ de Foire 33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC 30/10/2023

2023.109 **SARL VERSD'O**, 49 Ter Rue de la Victoire 33860 REIGNAC 26/06/2023

2023.92 **SASU GEFRE AUTOMOBILE**, 2 Lieu dit Les Naudes 33390 SAINT PAUL 05/06/2023

2023.89 **SARL O MAINS D'ADELE**, 102 Av du Gal de Gaulle Centre Commercial Carrefour, 33500 LIBOURNE 10/07/2023

REDRESEMENT JUDICIAIRE

2023.90 **SAS VINEA ENERGIE**, 14 Chemin des Grands Bertins 33710 TEUILLAC 05/06/2023

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LIBOURNE REDRESEMENT JUDICIAIRE

23/00040 **SCEA Château du Courros**, Le Courros, 33420 ST VINCENT DE PERTIGNAS 27/09/2023

Vous informez que l'ensemble des relevés de créances salariales a été déposé au Tribunal de Commerce de Libourne et au Tribunal Judiciaire de Libourne.

Rappelle que le délai de forclusion prévu à l'article L.625-1 du Code de Commerce court à compter de la présente publicité. Le salarié dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur un relevé, peut saisir, à peine de forclusion, le Conseil des Prud'hommes dans un délai de deux mois à compter de la publicité.

L24EJ14138

POUR TOUTES VOS ANNONCES LÉGALES

05 56 52 32 13

CONSTITUTIONS



Aux termes d'un ASSP en date du 23/02/2024, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **ROTISSERIE POULETTES**

Objet social : Restauration de type rapide, rotiisserie, grillades, frites, Vente à emporter et consommation immédiate

Siège social : 38 rue Planterose, 33800 BORDEAUX

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

Co-gérance : Mme GISQUET-CHOLLET Inès, demeurant 35 rue de la Devise, 33000 BORDEAUX et Mme MAIRAL Ariane, demeurant 38 Rue Planterose, 33800 BORDEAUX

L24EJ11705



26 Rue Beck
33800 BORDEAUX

Par ASSP du 28/02/2024, est constituée la Société JEOLIZ, SARL au capital de 100 € dont le siège est sis Quartier du Lac, Rue du Professeur Georges Jeanneney 33300 BORDEAUX, qui présente les caractéristiques suivantes :

Objet : L'exploitation en gérance mandat d'un fonds de commerce d'hôtellerie, et toutes prestations de services liées à l'hôtellerie ;

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS

Gérant : M. Olivier JOUMAS demeurant Quartier du Lac, Rue du Professeur Jeanneney 33300 BORDEAUX

La société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX (33).

Pour avis.

L24EJ11732



ACTUARIEL EXPERTISE
Société d'expertise comptable
Conseil en création d'entreprises
Lormont - Tél. 05 57 54 4984
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32
www.actuariel-expertise.com

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la SCI ISIS & CO, au capital de 1 000 €. Siège : 14 CHEMIN DE MIGNOY, LIEU-DIT BARBON, 33850 LEOGNAN. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BORDEAUX. Objet social : La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : L'acquisition, la gestion, l'administration, la mise en valeur, la transformation, la construction, la location, la cession de tous immeubles ou biens immobiliers d'activité ou à usage de bureaux ou à usage résidentiel. Gérante : Société POMPES FUNEBRES DU CENTRE, dont le siège social est situé 5 RUE DE LA PAIX 33850 LEOGNAN, représentée par Madame Marie Line MUGNY, née DESCLAUX demeurant 14 CHEMIN DE MIGNOY, LIEU-DIT BARBON, 33850 LEOGNAN.

L24EJ11834



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

SCOCO FAMILY

Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 402 000 euros
Siège social :
10 bis chemin de Vignolles 33380 MIOS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MIOS du 29/02/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle
Dénomination : **SCOCO FAMILY**
Siège : 10 bis chemin de Vignolles, 33380 MIOS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 402 000 euros
Objet : L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières ; la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières ; la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement des biens immobiliers apportés, construits ou acquis par elle au cours de la vie sociale ; à l'effet de concourir à la réalisation de l'objet social, l'emprunt de toutes sommes et la prise de toutes garanties au profit du prêteur sur tous biens mobiliers ou immobiliers appartenant à la société, l'octroi de tous cautionnements, garanties, avais et sûretés, afférents aux opérations et activités ci-dessus ou consentis en garantie des obligations de toute filiale de la société

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrement : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Thierry SCOVASSO, demeurant 10 bis chemin de Vignolles 33380 MIOS

Directeur général : Isabelle SCOVASSO, demeurant 10 bis chemin de Vignolles 33380 MIOS

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.
POUR AVIS
Le Président

L24EJ12569

AVIS DE CONSTITUTION MON BIEN NEUF

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 5 mars 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : MON BIEN NEUF

Siège social : 5 rue Fénélon 33000 BORDEAUX

Objet social : L'activité d'agence immobilière : la recherche, la négociation, l'achat, la vente, l'administration, la gestion, la location, la sous-location, la transaction sur tous immeubles bâtis ou non bâtis et sur tous fonds de commerce ; la location-gérance de fonds de commerce ; la souscription, l'achat et la vente de titres de sociétés immobilières ; l'activité de conseil dans le domaine de l'immobilier ; la réalisation d'études, diagnostics, expertises ; l'exercice des fonctions de syndic de copropriété et plus généralement toutes les opérations prévues par la loi Hoguet n°70-9 du 2 janvier 1970. La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 5 000 euros - apport en numéraire.

Gérance : Monsieur Gauthier MARCANT, demeurant 211 impasse du Mont Blanc 74330 EPAGNY METZ TESSY.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis, la Gérance
L24EJ12671

Par ASSP en date du 06/03/2024 il a été constitué une EURL dénommée : **JDC PHOTOGRAPHIE** Siège social : 30 Rue Jean-Marie Pelt 33380 MIOS Capital : 1000 € Objet social : Photographie, développement, impression de photos, réalisation de toutes prestations de services et commercialisation de tous produits ou articles relatifs à la photographie. Gérance : Mme Jessica DA COSTA RODRIGUES demeurant 30 Rue Jean-Marie Pelt 33380 MIOS Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX.

L24EJ12857

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 01/03/2024, il a été constitué une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **GALLIENI**

FORME : Société civile immobilière

CAPITAL : 100 €

SIÈGE SOCIAL : 17, Rue Auguste Lémeland 33500 Arveyres

OBJET : La société a pour objet, en France et à l'étranger, l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers et plus généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

DUREE : 99 ans

APPORTS EN NUMERAIRE : 100 €

GERANCE : Monsieur Serge MA-GUIERE demeurant 17 rue Auguste Lémeland 33500 ARVEYRES, a été nommé gérant pour une durée indéterminée.

CESSION DE PARTS : Toutes les cessions de parts sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire, y compris pour les cessions consenties aux ascendants ou descendants du cédant. Les parts sont librement cessibles au profit des associés ou du conjoint de l'un d'eux.

IMMATRICULATION : au RCS de LI-BOURNE

Pour Avis,

La Gérance,
L24EJ12901



36-38 rue de Belfort
33077 Bordeaux Cedex
Tél. : 05.56.99.52.50
cabinetlexia@cabinetlexia.com

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous signature privée en date du 05 mars 2024, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **ANTUNES INVEST**

FORME : Société par actions simplifiée à associé unique

CAPITAL : 1.500.000 euros

SIÈGE : 17 Chemin de Heurot - 33770 SALLES

OBJET : La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise de participation dans toutes sociétés et autres personnes morales de toutes formes, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de ces participations ;

- La prestation de services d'ordre administratif, comptable, financier ainsi que la caution et la garantie des engagements financiers des filiales ;

- La mise en œuvre de la politique générale et l'animation des sociétés qu'elle contrôle ;

DUREE : QUATRE-VINGT-DIX (90) ans

AGREMENT : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

PRESIDENT : Monsieur Orlando AN-TUNES, né le 20 mai 1972 à BORDEAUX (33), demeurant 17 Chemin de Heurot - 33770 SALLES

IMMATRICULATION au RCS de BOR-DEAUX

Pour avis

L24EJ12907

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 06/03/2024 il a été constitué la Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **BANDOLA**

Forme : SARL

Siège social : 504 allée des écoreuils 33127 SAINT JEAN D'ILLAC

Objet : Toute activité d'intermédiaire de commerce notamment dans le secteur du café ; Le négoce de tous produits alimentaires et d'épicerie ; L'activité de consulting et plus généralement toutes prestations de conseils dans les affaires notamment dans le domaine du commerce de marchandises notamment de café ;

Durée : 99 ans

Capital : 1 000 euros

Gérance : M. Sébastien LAFAYE, demeurant 504 allée des écoreuils 33127 SAINT JEAN D'ILLAC

Immatriculation au RCS de BOR-DEAUX.

La gérance

L24EJ12952

SARL NOTASERR

11 ALLEE SERR - 33100 BORDEAUX

Suivant acte reçu par Me Amélie AU-DIGER, Notaire au sein de la Société à Responsabilité Limitée « NOTASERR », titulaire d'un Office Notarial à BORDEAUX (33100), 11 Allée Serr, le 04 mars 2024, enregistré au service départemental de l'enregistrement de BORDEAUX le 05 mars 2024, volume 2024N, numéro 1027, a été constituée une société civile immobilière dénommée POUJPE ARFE pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au RCS, siégeant à LATRESNE (33360), 11 rue de la Chapelle, au capital de MILLE EUROS (1 000,00 EUR) constitué d'apports en numéraire, ayant pour objet l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable de l'unanimité des associés.

Les gérants de la société sont M. Guillaume BOUTARD et Mme Marie-Cecile DENISOT demeurant ensemble à LATRESNE (33360), 11 rue de la Chapelle.

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX

L24EJ13002

VOUS POUVEZ CONTACTER NOTRE SERVICE D'ANNONCE LÉGALE PAR E-MAIL :

annonces-legales@echos-judiciaires.com

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 4 mars 2024 est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

L24EJ13154

Dénomination : **MELLAH NNF**

Siège Social : 14, avenue Danielle Miterrand 33130 BEGLES

Capital social : 1.000 euros

Objet : La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- La propriété, la prise de participation directe ou indirecte et l'acquisition par tout moyen, notamment par voie d'achat, souscription, apport, fusion, de toutes valeurs mobilières et droits sociaux dans toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, industrielles, commerciales, ou financières, mobilières ou immobilières ;

- La réalisation de prestation de services, conseils, études, assistances, au profit des sociétés, sur les plans administratif, comptable, technique, commercial financier ou autres.

Durée : 99 années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE :

Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions

Président : Monsieur Soli MELLAH domicilié 12, allée Beunon 33140 VILLENAVE D'ORNON

Pour avis immatriculation au RCS de Bordeaux

L24EJ13073



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

SCI LES PLATANES
Société civile immobilière
au capital de 100 euros
Siège social : 82 allée des tuileries
33380 BIGANOS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BIGANOS du 01/03/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : SCI LES PLATANES

Siège social : 82 allée des tuileries, 33380 BIGANOS

Objet social : L'acquisition, l'administration, la gestion, la transformation, l'aménagement, la mise en valeur et l'exploitation, par bail, location ou autrement, de tous immeubles, biens, terrains et droits immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement l'obtention de tous ouvertures de crédit, prêts et facilités de caisse avec ou sans garantie hypothécaire en vue de réaliser l'objet social et de permettre à la société d'acquiescer toutes les sommes dont elle pourrait être débitrice à quelque titre et pour quelque cause que ce soit ;

Éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société ;

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 100 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire
Gérance : Madame Elise CHAUVET, demeurant 82 ALLEE DES TUILERIES 33380 BIGANOS

Monsieur Laurent CHAUVET, demeurant 82 ALLEE DES TUILERIES 33380 BIGANOS

Clauses relatives aux cessions de parts :

agrément requis dans tous les cas agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis
La Gérance



Rue du Cardinal Richaud
33000 Bordeaux

LES PIEDS DANS LO Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 1 000 euros Siège social : 10 B Allée Pierre Ortal 33680 LACANAU AVIS DE CONSTITUTION Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LACANAU du 07/03/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société à responsabilité limitée unipersonnelle
Dénomination sociale : LES PIEDS DANS LO
Siège social : 10 B Allée Pierre Ortal, 33680 LACANAU
Objet social : Vente de vêtements, chaussures, accessoires, bijoux. Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 1 000 euros
Gérance : Madame Sandrine MARTINEZ, demeurant 13 rue Léon Dominique, 33680 LACANAU, Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX
Pour avis, La Gérance
L24EJ13174



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

EVOLUTINVEST
Société par actions simplifiée
au capital de 100 euros
Siège social : 13 rue Carrerot
33380 BIGANOS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LA TESTE DE BUCH du 6/03/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : EVOLUTINVEST
Siège : 13 rue Carrerot - 33380 BIGANOS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 100 euros
Objet : L'activité de société Holding
- L'exercice de tout mandat social, notamment au sein des filiales de la société
- Toutes prestations de conseils et de services aux entreprises; notamment dans les domaines du management d'entreprise et de l'animation à caractère financier, commercial, technique et stratégique

- L'apport d'affaires.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président :
Monsieur Julien DUARTE, demeurant 13 rue Carrerot - 33380 BIGANOS
Directrice générale :
Madame Laurie DUARTE, demeurant 13 rue Carrerot - 33380 BIGANOS
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Siège du tribunal de commerce ou RCS dont dépend la SAS.
POUR AVIS
Le Président

L24EJ13184

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous signature privée en date du 4 mars 2024 est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **CHEZ SIX**

FORME : Société par actions simplifiée unipersonnelle

CAPITAL : 1.000 euros

SIEGE : 18 rue Boyer 33000 BORDEAUX

OBJET : en France et à l'étranger :

• La prise de participation, l'acquisition et la gestion en commun de valeurs mobilières et parts d'intérêts dans toute société civile ou commerciale ;

• L'assistance financière administrative et comptable, et plus généralement le soutien en matière de gestion à toute société du groupe par tous moyens, la mise à disposition de moyens et la fourniture de services ;

• L'animation du groupe ainsi constitué ;

• Toutes activités civiles, industrielles et commerciales se rapportant notamment à :

- la création, l'acquisition, la location, la sous-location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, cabinet, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;

- la participation directe ou indirecte, de la Société, dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

• Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

DUREE : 99 années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant selon les règles définies à l'article 14 des statuts.

PRESIDENT : Monsieur Nicolas DELVAU, né le 3 septembre 1975 à ETTERBEEK (Belgique), de nationalité française, demeurant 18

L24EJ13238



SOCIÉTÉ JURIDIQUE ET FISCALE
MOYART BARALE ET ASSOCIÉS
Société d'Avocats
27 Cours Ecirard de Fayolle
33000 FLOUHE AIX
Tél. 05 56 01 58 77

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP du 7 mars 2024, il a été constituée une Société par Actions Simplifiée unipersonnelle ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **BSJ HOSPITALITY & Co**

Siège social : 15b rue Blanchard, 33110 LE BOUSCAT

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Objet : Conseil opérationnel, d'accompagnement, dans le domaine de la restauration et de l'hôtellerie et notamment création de concepts, implantation opérationnelle, gestion de projet, gestion quotidienne, services de conseil, assistance au recrutement ;

Capital social : 1000 euros

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Agrément : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des trois quarts des voix des associés disposant du droit de vote.

Président : M. Stéphane BARON, demeurant 15b rue Blanchard, 33110 LE BOUSCAT

La société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.

Le Président

L24EJ13293

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date des 4, 5 et 7 mars 2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : LIEVRE DE MAILLY

Siège social : 68 Quai de Paludate, 33800 BORDEAUX

Objet social : l'acquisition, l'administration, la construction, la gestion et la promotion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; la gestion de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, du patrimoine de la société, et notamment, le consentement d'hypothèque ou de toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société ; la propriété, l'acquisition et la gestion de valeurs mobilières et de tous autres instruments financiers, tant en pleine propriété qu'en usufruit ou en nue-propriété, y compris la prise de participation dans toute société civile ou commerciale ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des actifs appartenant à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans

Capital social : 16 352 €, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : M. Grégory GATTUSO, né le 20/11/1984 à PONCINS (42), demeurant 543 route de Bruiolles 42110 PONCINS et M. Jean-Philippe ROMERO, né le 03/01/1968 à TALENCE (33), demeurant 8 Allée des Canaris, Pyla sur Mer, 33115 LA TESTE DE BUCH.

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas ; agrément accordé par le gérant pour les cessions consenties au conjoint, à des ascendants, descendants, collatéraux du cédant ou entre associés ; agrément des associés représentant au moins les deux tiers du capital social pour toutes les autres cessions.

Immatriculation de la Société au RCS de BORDEAUX.

L24EJ13351

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date des 28 et 29 février, 1^{er}, 4, 5 et 7 mars 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : **FIBARBEZ**

Siège social : 68 Quai de Paludate, 33800 BORDEAUX

Objet social : l'acquisition, l'administration, la construction, la gestion et la promotion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; la gestion de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, du patrimoine de la société, et notamment, le consentement d'hypothèque ou de toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société ; la propriété, l'acquisition et la gestion de valeurs mobilières et de tous autres instruments financiers, tant en pleine propriété qu'en usufruit ou en nue-propriété, y compris la prise de participation dans toute société civile ou commerciale ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des actifs appartenant à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans

Capital social : 522 €, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : M. Bruno FRANCOIS, né le 16/10/1968 à BORDEAUX, demeurant 23 rue du Soleil, 16000 ANGOULEME ; M. Jean-Philippe ROMERO, né le 03/01/1968 à TALENCE (33), demeurant 8 allée des Canaris, Pyla sur Mer, 33115 LA TESTE DE BUCH

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas ; agrément accordé par le gérant pour les cessions consenties au conjoint, à des ascendants, descendants, collatéraux du cédant ou entre associés ; agrément des associés représentant au moins les deux tiers du capital social pour toutes les autres cessions.

Immatriculation de la Société au RCS de BORDEAUX.

L24EJ13352

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date des 4, 5, 6 et 7 mars 2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : **TORTUE DE MAILLY**

Siège social : 68 Quai de Paludate, 33800 BORDEAUX

Objet social : l'acquisition, l'administration, la construction, la gestion et la promotion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; la gestion de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, du patrimoine de la société, et notamment, le consentement d'hypothèque ou de toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société ; la propriété, l'acquisition et la gestion de valeurs mobilières et de tous autres instruments financiers, tant en pleine propriété qu'en usufruit ou en nue-propriété, y compris la prise de participation dans toute société civile ou commerciale ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des actifs appartenant à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans

Capital social : 13 648 €, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : M. Jean-Philippe ROMERO, né le 03 janvier 1968 à TALENCE (33), demeurant 8 allée des Canaris, Pyla sur Mer, 33115 LA TESTE DE BUCH et M. Frédéric TABART, né le 23 novembre 1972 à TALENCE (33), demeurant 54 Avenue Victor Hugo, 33110 LE BOUSCAT

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas ; agrément accordé par le gérant pour les cessions consenties au conjoint, à des ascendants, descendants, collatéraux du cédant ou entre associés ; agrément des associés représentant au moins les deux tiers du capital social pour toutes les autres cessions.

Immatriculation de la Société au RCS de BORDEAUX.

L24EJ13354

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 1^{er} mars 2024, il a été constitué un Groupement Agricole d'Exploitation en Commun reconnu LES JARDINS DE LA LAGUNE, qui sera immatriculé au RCS Libourne.

Dénomination : **GAEC LES JARDINS DE LA LAGUNE** agréé le 21 février 2024 par le préfet du département de la Gironde ;

Siège social : Saint André de Cubzac (Gironde) 2085, Route de Libourne

Pour avis,

La Gérance.

L24EJ13481



GUIHOME

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social : 1 Rue Hoche, 33500 LIBOURNE

AVIS DE CONSTITUTION

Forme : Société par actions simplifiée à associé unique

Dénomination : GUIHOME

Siège : 1 Rue Hoche, 33500 LIBOURNE

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros

Objet : -L'activité d'architecte d'intérieur dont notamment le conseil en architecture d'intérieur, en agencement, en design d'espace et en décoration intérieure de locaux privés ou professionnels ainsi que toutes activités connexes ou annexes à l'objet social. L'activité de Mission d'architecture d'intérieur, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs, des constructions et relatives à des ouvrages pouvant comporter des travaux portant sur la structure, le clos, le couvert ou les aménagements, extérieurs des bâtiments. L'étude et la réalisation de plans (CAO, DAO) hors plans techniques d'exécutions. Constitution et dépôt des déclarations préalables de travaux pour le compte des clients particuliers ou professionnels. L'achat et la vente de tous objets, meubles et accessoires liés à l'habitat et à l'aménagement intérieur ou extérieur. L'activité de courtage en solution de travaux et d'aménagements intérieurs et extérieurs.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Guillaume DEMOUGEOT, demeurant 1 Rue Hoche, 33500 LIBOURNE.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Libourne.

POUR AVIS

Le Président

L24EJ13522

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **RMBA**

FORME : Société à responsabilité limitée

SIEGE SOCIAL : 22 Route du Guerri, 33710 TAURIAC

OBJET : L'achat, la vente et la pose de menuiseries, de terrasses bois, d'escaliers, de mobilier, d'agencement et activités annexes

DUREE : 99 ans

CAPITAL : 3000 euros

GERANCE : Monsieur RIDEAU Nicolas, demeurant 22 Route du Guerri, 33710 TAURIAC

IMMATRICULATION : au RCS de Libourne

Pour avis,

L24EJ13614



Aux termes d'un ASSP en date du 05/03/2024, il a été constituée une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **GROUPE ANTHONY MANIEU**

Objet social : La prise de participation dans toute Société ou entreprise de droit français ou étranger, cotée et non cotée, et ce quelle que soit sa forme juridique, ainsi que l'acquisition et la cession de toute valeur mobilière française ou étrangère par tout moyen juridique et financier ainsi que leur administration pour son propre compte. La prestation de services, le conseil et l'assistance en matière commerciale, de stratégie, de marketing, de gestion, de finances, d'études techniques, d'études de marché.

Siège social : 2 rue de la Gravette, 33320 EYSINES

Capital : 510 250 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Gérance : M. MANIEU Anthony, demeurant 14 rue de l'Isle, 33480 CASTELNAU DE MEDOC

Pour avis

le gérant

L24EJ13640



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

CLUBPARADISOPYLA
Société par actions simplifiée à associée unique

au capital de 500 euros
Siège social : 3 rue Notre Dame des Monts 33260 LA TESTE DE BUCH

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LA TESTE DE BUCH du 28/02/2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme : Société par actions simplifiée à associée unique

- Dénomination : CLUBPARADISOPYLA

- Siège : 3 rue Notre Dame des Monts, 33260 LA TESTE DE BUCH

- Durée : QUATRE VINGT DIX NEUF ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

- Capital : 500 euros

- Objet : restaurant, bar, plats à emporter, livraison de plats préparés, conseil en restauration ; négoce de vins et spiritueux ; organisation d'événements ; location ou sous location de locaux à usage commercial ; l'achat, la vente et la location de bateaux ainsi que la location de tous biens mobiliers ; animation et travaux de photographie ; achat, vente de produits de beaux-arts et loisirs créatifs, organisation d'expositions, d'ateliers ; commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais

- Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

- Transmission des actions : La cession des actions de l'associée unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

- Présidente : Madame Alice DUPAS demeurant 3 rue Notre Dame des Monts, 33260 LA TESTE DE BUCH

- La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS. Le Président

L24EJ13663

Suivant acte SSP en date du 7 mars 2024, il a été constituée une SAS dénommée : « **BLC FIT** » Siège social : 37 allée de Megevie - 33170 GRADIGNAN Capital social : 1.000 € Objet social : Enseignements de disciplines sportives, activités de loisirs et ventes annexes au sport

Durée : 99 ans

Président : Monsieur Marc Simoes demeurant 1, rue du Four 77170 BRIE-COMTE-ROBERT Directeurs Généraux : Monsieur Romain Taleb demeurant 7, rue René Baschet 93220 GAGNY et Monsieur Thomas Crouzilles demeurant 34, route de Bry 94350 VILLIERS-SUR-MARNE Immatriculation au RCS de BORDEAUX

L24EJ13685

Borgia and Co

SELARL BORGIA & Co
Avocat à la Cour
21, Rue des Frères BONIE
33000 BORDEAUX

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous-seing privé Bordeaux en date du 9 mars 2024, il a été constituée une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **HAUT LUC**

Siège Social : 1, Rue Eugène BUHAN - 33170 GRADIGNAN

Objet Social : La Société a pour objet :

L'acquisition de tout immeuble, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation

Capital social : Le capital d'un montant de 1000 Euros, est divisé en 100 parts sociales de 10 Euros chacune.

Exercice social : l'exercice social débute le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre. Par exception le premier exercice débutera au jour de l'immatriculation de la société pour se terminer le 31 décembre 2024.

Gérance : M. Olivier FULBERT, né le 5 décembre 1977 à Agen (47) de nationalité française, marié, domicilié 1, Rue Eugène BUHAN - 33170 GRADIGNAN.

Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux.

Pour avis

L24EJ13699

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Stéphane COSTE Notaire à BORDEAUX (Gironde), 1, Cours Georges Clémenceau, le 11 mars 2024, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La dénomination sociale est : **SCI 11FB.**

Le siège social est fixé à : TALENCE (33400), 62 rue Rouget de l'Isle.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000,00 EUR).

Les apports sont en numéraire.

Les parts sont librement cessibles au profit du conjoint et des descendants d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le gérant est Monsieur Alain LANUSSE demeurant à TALENCE (33400) 25 impasse de la Fauvette.

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis

Le notaire.

L24EJ13787



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

GRANDE ANSE
Société par actions simplifiée à associé
unique
au capital de 500 euros
Siège social : 7 chemin du Granger
33240 ST ANDRE DE CUBZAC

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ST ANDRE DE CUBZAC du 08/03/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme : Société par actions simplifiée à associé unique

- Dénomination : GRANDE ANSE
- Siège : 7 chemin du Granger, 33240 ST ANDRE DE CUBZAC

- Durée : QUATRE-VINGT-DIX-NEUF ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

- Capital : 500 euros

- Objet : L'activité de société Holding ; L'exercice de tout mandat social, notamment au sein des filiales de la Société ; Toute prestation de conseils et de services aux entreprises ; notamment dans les domaines du management d'entreprise et de l'animation à caractère financier, commercial, technique et stratégique et administratif ; L'apport d'affaires ; Location vide ou meublée ; Marchand de biens

- Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

- Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrement : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

- Président : Monsieur Mathieu VALLEJO demeurant 7 chemin du Granger, 33240 ST ANDRE DE CUBZAC La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.
POUR AVIS. Le Président

L24EJ14177

Suivant acte reçu par Me Quitterie BOUNAUD, notaire à BLAYE, le 13 mars 2024, a été constituée la société civile dénommée «**SCI BOREAL**», siège social : BOURG (33710), 2 rue Ponce Paulin.

Capital social : CENT EUROS (100,00 €), divisé en 100 parts sociales de UN EURO (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 100,

Objet social : - propriété, gestion, location, réhabilitation, construction à titre civil de tous biens mobiliers et immobiliers

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. DE LIBOURNE.

Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.

Nommé premier gérant de ladite société : Monsieur Pierre-Henri Jean Raymond Robert Auguste BOULIN, Auxiliaire de vie, demeurant à BOURG (33710), 2 rue Ponce Paulin.

L24EJ14179

Suivant acte sous seing privé en date du 26 janvier 2024 a été constituée la société civile immobilière dénommée «**SCI DCW INVEST**», siège social : BORDEAUX (33000), 6 Place du Palais.

Capital social : MILLE EUROS (1.000,00 €), divisé en 1000 parts sociales de UN EURO (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 1000,

Objet social : -L'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, la restauration et la construction de tous immeubles, la location de tout ou partie des immeubles de la société.

-Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de BORDEAUX

Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.

Nommé(e) premier gérant de ladite société : - la Société dénommée «BBP HOLDING DISTRIBUTION», société à responsabilité limitée au capital de UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €), dont le siège social est à BORDEAUX (33000), 5 rue Esprit des lois.

Immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 852 751 577.

Représenté par Monsieur Fu Long SHI.
L24EJ14237

MODIFICATIONS



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

ALEXANDRE TRUDELLE
Société à responsabilité limitée
transformée en société par actions
simplifiée
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 66 rue Judaïque
33000 BORDEAUX
888 982 519 RCS BORDEAUX

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 29 février 2024, l'associé unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.
La durée de la société demeure inchangée.

La dénomination sociale ALEXANDRE TRUDELLE est remplacée par EZRA.

L'objet social est étendu à l'activité de vente à distance sur catalogue spécialisé.

Le siège social est fixé au 19 rue Lartigue 33300 BORDEAUX.

La date de clôture est fixée au 31 décembre de chaque année.

Le capital social reste fixé à la somme de 1 000 euros.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrement : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur Alexandre TRUDELLE.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :
Monsieur Alexandre TRUDELLE
demeurant 19 rue Lartigue 33300
BORDEAUX
Pour avis
La Gérance

L24EJ07711

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LA TESTE DE BUCH du 08/03/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : HOFICIA
Siège social : 75 rue Gaston de Foix - 33260 LA TESTE DE BUCH

Objet social : - Conciergerie Mixte
- Conciergerie privée en location saisonnière et gestion d'hébergements

- Prestations de services en lien avec l'activité de conciergerie et destinés à assurer le confort des résidents : notamment la location de matériel pour bébé, la composition de paniers d'accueil, la location de ventilateurs, la blanchisserie, l'entretien de jardins, jacuzzis, piscines sans que cette liste ne soit exhaustive.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros
Gérance : Madame Sandrine BOURASSEAU, demeurant 75 rue Gaston de Foix 33260 LA TESTE DE BUCH

Monsieur Sébastien TOURPE, demeurant 2A route du Beguey 33770 SALLES
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Bordeaux.

Pour avis
La Gérance

L24EJ13758

AVIS DE CONSTITUTION HORME LAB

Avis est donné de la constitution, par acte SSP en date du 21/02/2024, de la S.A.S :

DENOMINATION : Horme Lab

SIEGE SOCIAL : BORDEAUX (33800), 9 rue de Condé, Bureau 3

OBJET : Le développement, la négociation, et la commercialisation de compléments alimentaires ; La fabrication et la production de compléments alimentaires ; La prestation de services pour toutes activités, notamment dans les secteurs du bien-être et de la santé ; La dispense de formations ; La vente en gros et la vente au détail, la commercialisation et la distribution de produits relatifs au bien-être et à la santé notamment les compléments alimentaires, les denrées alimentaires et les boissons, ainsi que tous produits annexes ou dérivés.

DUREE : 99 années.

CAPITAL SOCIAL : 10 000 €.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : chaque action donne le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales ; le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

AGREMENT : les actions ne peuvent être cédées à un tiers qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés.

GERANCE : Mme Mathilde GEOLIER, née le 18 janvier 1990 à Lyon (69002).

RCS : BORDEAUX.

Pour avis.

L24EJ13770



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

HOLDING AMEE
Société à responsabilité limitée à associé
unique au capital de 238 810 euros
Siège social : 23 rue des Primevères
33140 VILLENAVE D'ORNON

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à VILLENAVE D'ORNON du 07/03/2024, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée à associé unique
Dénomination sociale : HOLDING AMEE

Siège social : 23 rue des Primevères - 33140 VILLENAVE D'ORNON

Objet social : L'activité de société Holding

- L'exercice de tout mandat social, notamment au sein des filiales de la Société

- Toute prestation de conseils et de services aux entreprises ; notamment dans les domaines du management d'entreprise et de l'animation à caractère financier, commercial, technique et stratégique

- L'apport d'affaires,
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 238 810 euros



APPALGA

SARL au capital de 9 000 €
Siège social : 11 RUE NUYENS, APT 745
BAT 7 33100 BORDEAUX
RCS de BORDEAUX n°812 574 655

En date du 15/02/2024, l'associé unique a décidé à compter du 15/02/2024 de nommer en qualité de gérant M. SAMAD Nazem, demeurant 10 rue Queyries, Apt B3100, 33150 CENON en remplacement de M. SAMAD Wassim, pour cause de démission.

Modification au RCS de BORDEAUX
Pour avis
La Gérance

L24EJ11376



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

QUALI CHAPE

Société à responsabilité limitée transformée en société par actions simplifiée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : chemin de Labatut, Parcelle Aa76 33520 BRUGES
484 265 640 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 06/03/2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 10 000 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : entièrement libre, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

Messieurs Frédéric BOS et Vincent DRONNET, co-gérant, ont cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ : Monsieur Frédéric BOS, demeurant 12 impasse cité de Londres 33320 EYSINES
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Monsieur Vincent DRONNET, demeurant 7 chemin de Richot 33650 ST SELVE

L24EJ11746



SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

ATS DEVELOPPEMENT
SASU au capital de 10 000 €
Siège social : 7 ALL DE LA COLLINE
33370 TRESSES
RCS de BORDEAUX n°891 073 496

TRANSFORMATION

L'AGE du 01/02/2024 a décidé de :
1/ transformer la société en Société à Responsabilité Limitée, sans création d'un être moral nouveau, à compter du 01/02/2024 et a nommé en qualité de gérant M. TORREGROSSA Alexis, demeurant 7 allée de la Colline, 33370 TRESSES. Du fait de la transformation, il est mis fin aux fonctions du président.
2/ étendre l'objet social à l'activité de vente de téléphones portables, de tablettes, d'ordinateurs portables, d'objets connectés et de tout autre produit multimédia. Statuts ainsi modifiés.
Modification au RCS de BORDEAUX
L24EJ11870



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

LA CAVE A CAMILLE
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 51 Rue Nationale
33240 ST ANDRE DE CUBZAC
885 409 516 RCS BORDEAUX

Aux termes d'un PV du 28/04/2023, l'AGE, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

L24EJ11974



ATELIER BOIS CREATION DESIGN
Société par actions simplifiée transformée en société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 5 000 euros ramené à 2 500 euros Siège social : 5, Les Faures 33190 CAMIRAN 827 503 657 RCS BORDEAUX Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29/12/2023 : - le capital social a été réduit d'une somme de 2 500 euros, pour être ramené de 5 000 euros à 2 500 euros par rachat et annulation de 250 actions. Le Président a constaté en date du 29/02/2024 que cette réduction de capital se trouvait définitivement réalisée à cette même date, ce qui rend nécessaire la publicité des mentions suivantes : ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL Ancienne mention : «Le capital social est fixé à cinq mille euros (5 000 euros).» Nouvelle mention : «Le capital social est fixé à deux mille cinq cents euros (2 500 euros).» - il a été décidé que Madame Séverine LECOURET a démissionné de ses fonctions de Directeur Général avec effet au 31/08/2023 minuit, - il a été décidé la transformation de la Société en société à responsabilité limitée unipersonnelle à compter du 01/01/2024, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. L'objet, le siège, la durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social est désormais fixé à la somme de 2 500 euros. Sous sa forme de société par actions simplifiée, la Société était dirigée par : PRESIDENT : Monsieur Jérôme GOUDIN, demeurant

5 Les Faures, 33190 CAMIRAN. Sous sa nouvelle forme à responsabilité limitée, la Société est gérée par : GERANT : Monsieur Jérôme GOUDIN, demeurant 5 Les Faures, 33190 CAMIRAN. Pour avis La Gérance Pour avis, Le Président
L24EJ12084



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

CERISE EXPRESS
SARL au capital de 3 600€ porté à 4 500€
Siège social : 15 rue Larochevoucauld
33530 BASSENS
904277886 RCS BORDEAUX

Le 01/03/2024 l'associé unique a décidé une augmentation du capital social de 900€ par apports en numéraire, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :
Ancienne mention : Capital social : 3 600€
Nouvelle mention : Capital social : 4 500€
Pour avis, la Gérance

L24EJ12506



THE NATURAL VILLAGE

Société par actions simplifiée
au capital de 10 000 €
Siège social : Château Sénailhac - 8 Avenue de Sénailhac, 33370 TRESSES
914 947 924 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 29 février 2024, l'associée unique a décidé d'étendre l'objet social aux activités de négoce de vins alcools et spiritueux ; achat et élevage de vin en vrac ; commercial en distribution d'eau pour entreprises ; réalisation de prestations administratives et commerciales, notamment toutes prestations de management, conseils en matière de communication et marketing ; prise de participation dans toutes Sociétés.

et de modifier en conséquence l'article 23 des statuts.

POUR AVIS

La Présidente

L24EJ12949

INVESTLEASE

Société à responsabilité limitée
au capital de 43.733,33 €
Siège social :
3, chemin de Cornier 33270 Floirac
824 140 396 RCS Bordeaux

Aux termes des décisions du 15 mars 2024, les associés ont- décidé de transformer la société en société par actions simplifiée, sans création d'une personne morale nouvelle, - pris acte qu'en conséquence de la décision de transformation de la Société en société par actions simplifiée, les fonctions de gérant exercées par Monsieur Stéphane Demolière et par Madame Yolaine Bossion prennent fin ce jour, - nommé en qualité de président Monsieur Stéphane DEMOLIERE demeurant 97 chemin du Libraire, 33127 Saint-Jean d'Illac, - nommé en qualité de directeur général Madame Yolaine BOSSION demeurant 30 rue Peyronnet 33800 Bordeaux et confirmé le mandat du commissaire aux comptes titulaire de la société AECCELIS domiciliée Parc Innolin, 9 rue du Golf, 33700 Merignac. Mention en sera faite au RCS de BORDEAUX.
L24EJ13008

INVESTLEASE

Société à responsabilité limitée
au capital de 43.733,33 €
Siège social :
3, chemin de Cornier 33270 Floirac
824 140 396 RCS Bordeaux

Aux termes des décisions du 30 juin 2023, les associés ont nommé en qualité de commissaire aux comptes titulaire la société AECCELIS domiciliée Parc Innolin, 9 rue du Golf, 33700 Merignac, 789 184 991 RCS BORDEAUX. Mention en sera faite au RCS de BORDEAUX.
L24EJ13010

MARTY ARCHITECTES ET ASSOCIES

SARL au capital de 15 000 €
Siège social : 106 RUE DU 14 JUILLET
33400 TALENCE
RCS BORDEAUX 484 847 652

L'assemblée générale du 01/04/2022 a pris acte de la fin du mandat d'administrateur de Monsieur JEAN-FRANÇOIS MARTY,

Et a désigné en qualité d'administrateur à compter du 01/04/2022 Monsieur SOUYRIS Mathieu, demeurant 23 bis rue de Landiras, 33000 BORDEAUX.

Modification au RCS BORDEAUX.

Olivier MARTY

L24EJ13108

TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

MAULUN SELECTIONS GRANDS CRUS
SARL au capital social de 17622 €,
Siège social :
Les Cailloux 33760 ROMAGNE
415 178 177 RCS BORDEAUX.

Par décision unanime du 6 mars 2024, la collectivité des associés a décidé de transformer la société en société par actions simplifiée à compter du même jour. La dénomination de la Société, son siège social, son objet, sa durée, son capital social et ses dates d'ouverture et de clôture de son exercice social restent inchangés. Il a été mis fin aux fonctions de Gérant de M Jean-Frédéric MAULUN et M Jean Benoit MAULUN et ont été nommés M Jean-Frédéric MAULUN, demeurant La Cha-taigneraie 33760 TARGON en qualité de Président et M Jean Benoit MAULUN, demeurant Les Cailloux 33760 ROMAGNE en qualité de Directeur Général.

Pour avis.

L24EJ13175



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

MENUISERIE BOIS SERVICE 33
Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
porté à 100 000 euros
Siège social : 4B rue Gustave Eiffel - Box 6, 33440 AMBARES ET LAGRAVE
888 877 230 RCS BORDEAUX

AVIS DE MODIFICATION

L'AGE réunie le 04/03/2024 a décidé d'augmenter le capital social de 98 000 euros par l'incorporation directe de réserves au capital, ce qui rend nécessaire la publication des mentions ci-après relatives.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : le capital social est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000 €)
Nouvelle mention : le capital social est fixé à CENT MILLE EUROS (100 000 €)
Pour avis
La Gérance

L24EJ13192

FILALTO PARIS
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 2 000,00 euros
Siège social : 89 Rue Judaïque
33000 BORDEAUX
750 390 551 RCS BORDEAUX

Aux termes d'un PV en date du 04/03/2024, les associés de la société par actions simplifiée FILALTO PARIS ont décidé de transférer le siège social du 89 Rue Judaïque 33000 BORDEAUX au 8 Ter Rue Boschot 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS à compter du 04/03/2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

L24EJ13194



MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

MECA ELKA

ENTREPRISE UNIPERSONNELLE A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

au capital de 2000 euros

Siège social : 9 rue GALILEE BOX 5 33 185 LE HAILLAN.

RCS DE BORDEAUX 904 864 402

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 04/03/2024, l'objet social a été étendu à : Réparation automobile de véhicules automobiles légers, mécanique automobile, achat revente de véhicule neuves et d'occasion, vente de pièces détachées, location de voiture sans chauffeur. L'article 3 - OBJET SOCIAL des statuts a été modifié en conséquence.

RCS :BORDEAUX 904 864 402

Pour avis,

L24EJ13247

FIDAL AVOCATS

19 Avenue du Président JF Kennedy
CS 60073
33692 MERIGNAC

AVIS DE FUSIONS

Le 24/11/2023, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société FILHET ALLARD CREDIT S.A.S au capital de 120.000 € ayant son siège social rue Cervantès 33700 Mérignac (402 282 594 RCS Bordeaux), a approuvé les projets de fusion signés le 10/11/2023 avec (i) la société ACFG S.A.S au capital de 10.062.36 € ayant son siège social 12 rue de l'Etoile 75017 Paris (410 357 354 RCS Paris) et (ii) la société D&A FINANCIAL SOLUTIONS au capital de 45.000 € ayant son siège social 12 rue de l'Etoile 75017 Paris (493 546 667 RCS Paris), ainsi que les apports effectués et leurs évaluations. FILHET ALLARD CREDIT étant propriétaire de la totalité des actions composant le capital de chacune des absorbées depuis une date antérieure à celle des dépôts des projets de fusion aux Greffes du tribunal de commerce de Paris et de Bordeaux, les fusions sont devenues définitives à la date du 24/11/2023 ; elles n'ont pas entraîné d'augmentation de capital de l'absorbante, le mali de fusion ACFG s'élève à 274.800 € et le mali de fusion de D&A FINANCIAL SOLUTIONS s'élève à 208.163 €. Les sociétés ACFG et D&A FINANCIAL SOLUTIONS ont été immédiatement dissoutes sans liquidation du seul fait de cette réalisation définitive.

L24EJ13271

SCI CLOS BERLAND

Société civile immobilière
Capital social : 630.000 €

Siège social :
12, rue Cabriol 33000 BORDEAUX
RCS BORDEAUX 445 403 504

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2023, il a été constaté le départ de Monsieur Marcel Claude VERON, co-gérant, par suite de son décès survenu le 7 mars 2023.

Monsieur Jean-Marie DEDIEU, demeurant à BORDEAUX, 12, rue Cabriol, devient seul gérant pour une durée illimitée.

L'article 13 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis

La Gérance

L24EJ13284



TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Dénomination : **MECA ELKA.**

Forme : EURL.

Capital social : 2000 euros.

Siège social : 9 Rue GALILEE, 33185 LE HAILLAN.

904864402 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 mars 2024, l'associé unique a décidé, à compter du 4 mars 2024, de transférer le siège social à 86 AVENUE DU MAGUDAS, 33700 Mérignac.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L24EJ13295



174 Avenue du Truc
33697 MERIGNAC
Tél : 05 56 12 41 41

SOGEDOC

Société par actions simplifiée
au capital de 160 000 euros
Siège social : 4, rue de Fieusall
33520 BRUGES
715 750 444 RCS BORDEAUX

AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'associée unique en date du 30/05/2022, il résulte que les mandats de la société HCA EXPERTS, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société G.B. AUDIT CONSEIL, Commissaire aux Comptes suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes.

Pour avis, la Présidente

L24EJ13296



Aux termes des décisions unanimes du 29/02/2024, les associés de la société **BH HOTEL, SAS**, Capital : 40.000 €, Siège social : 1 avenue de Paris - 33310 LORMONT, 482 001 476 RCS BORDEAUX, ont décidé de :

- Nommer, à compter du 29/02/2024, pour une durée indéterminée, la société DPHB UNITED, SASU, Capital : 7.000 €, Siège social : 48 Hameau d'Epsom - 33270 BOULIAC, 537 719 429 RCS BORDEAUX, en qualité de Présidente en remplacement de la société HOLDING HD, démissionnaire.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

L24EJ13360



Aux termes des décisions du 20/02/2024, l'associée unique de la société **FLEURY WINES, SAS**, Capital : 665.980 €, Siège social : 11 rue des Platanes - 33220 PINEUILH, 791 048 705 RCS LIBOURNE, a décidé de :

- Nommer, à compter du 20/02/2024, pour une durée indéterminée, la société GROUPE BERTRAND RAVACHE, SAS, Capital : 113.000 €, Siège social : Lieudit la Merlandie - 24230 MONTAZEAU, 498 495 480 RCS BERGERAC, en qualité de Présidente en remplacement de Monsieur Jean FLEURY, démissionnaire.

- Nommer, à compter du 20/02/2024, pour une durée indéterminée, la société LEANAD, société civile, Capital : 2.500 €, Siège social : 9 rue Pauline Kergomard - 33800 BORDEAUX, 837 524 222 RCS BORDEAUX, en qualité de Directrice Générale.

Mention sera faite au RCS de LIBOURNE.

Pour avis,

L24EJ13362



MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL : SUPPRESSION PARTIELLE DES ACTIVITÉS

D M MAÇONNERIE

ENTREPRISE UNIPERSONNELLE A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

au capital de 1000 euros

Siège social : 49 B COURS PEY BERLAND 33 460 MARGAUX CANTENAC.

RCS DE BORDEAUX 984 376 210.

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 06/02/2024, l'objet social a été étendu à travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. L'article 3 - OBJET SOCIAL des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention :

Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment, Travaux de couverture, terrassement, assainissement.

Nouvelle mention :

Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment.

RCS DE BORDEAUX.

Pour avis,

L24EJ13435

EXPERTISES MEDICALES NORD GIRONDE

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée

Siège social : Lieu dit la redoute
10 rue les Hauts de Dordogne,
33240 Cubzac-les-Ponts
RCS LIBOURNE 950 927 111

En conséquence de l'Ordonnance du Juge commis à la surveillance du registre du commerce et des sociétés de Libourne du 27 décembre 2023, a été autorisé la radiation sans dissolution de la société EXPERTISES MEDICALES NORD GIRONDE suite à requête.

Le Gérant

L24EJ13457



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

LED
Société civile
au capital de 3 901 090 euros
Siège social : 58 rue Ségallier
33000 BORDEAUX
830 955 571 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 11 mars 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 58 rue Ségallier, 33000 BORDEAUX au 22 rue Brizard 33000 BORDEAUX à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

L24EJ13460



CAPITAL SOCIAL

Dénomination : **LS MENUISERIE.**

Forme : SARL.

Siège social : 391 Rue DU GALIP,
33127 SAINT JEAN D'ILLAC.

897512885 RCS de Bordeaux

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 mars 2024, les associés ont décidé de modifier le capital social en le portant de 1000 euros à 150000 euros.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux

L24EJ13467

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS

ABONNEZ-VOUS !

GAEC DU VERRIER

Au capital de 189 000 €
Siège social : Camiran (Gironde), Au Verrier
RCS : Bordeaux 532 726 213

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes d'une AGO en date du 27 décembre 2023 et d'une AGE en date du 31 décembre 2023, enregistrée au SDE de Bordeaux, le 26 février 2024. Dossier 2024 00008148 Référence 3304P61 2024 A 01287, les associés ont décidé :

- de prendre acte de la démission de la gérance de Mme Nadine Andrée Marie ROUFFY, épouse MENEGAZZI de ses fonctions de gérante à compter du 31 décembre 2023,

- de transformer le GAEC DU VERRIER en EARL DES TROIS BORNES à compter du 1^{er} janvier 2024.

En conséquence, les articles 1,2 et 15 sont modifiés en conséquence.

Dénomination : **EARL LES TROIS BORNES**

Objet : Exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code rural

Gérance : M. Patrick MENEGAZZI demeurant à Camiran (Gironde), Au verrier

Pour avis,

La Gérance.

L24EJ13651



Rue du Cardinal Richaud
33000 Bordeaux

CARL SEN

Société par actions simplifiée,
au capital de 100 euros
Siège social : 5 B Rue du Capitalat,
33260 LA TESTE DE BUCH
890 944 440 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 08/03/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 5 B Rue du Capitalat, 33260 LA TESTE DE BUCH au 16 Place des Quinconces, 33000 BORDEAUX, à compter du 01/04/2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis, le Président

L24EJ13669

CM EPICERIE

SARL à associé unique
au capital de 4 000 euros
Siège social : 7 RUE DE L'EGLISE
33500 ARVEYRES
793227984 RCS LIBOURNE

Aux termes d'une décision en date du 01/03/2024, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis

La Gérance

L24EJ13680



SCI FONCIERE LM
SCI au capital de 1 000 euros
Siège social : 36 avenue des Chalands
33950 LEGE CAP FERRET
789 891 322 RCS BORDEAUX

TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

L'AGE du 01/02/2024 a décidé le transfert du siège social du 36 avenue des Chalands 33950 LEGE CAP FERRET au 22 chemin des Camarines 34300 AGDE à compter du 01/02/2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis,
Le Gérant.

L24EJ13721



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

TEKOA CAFE
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 4 place Jean Hameau
33260 LA TESTE DE BUCH
849 559 976 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 8 mars 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société par actions simplifiée TEKOA CAFE a décidé de transférer le siège social du 4 place Jean Hameau, 33260 LA TESTE DE BUCH au 28 rue du Maréchal Joffre 33260 LA TESTE DE BUCH à compter de ce jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. POUR AVIS La Présidente

L24EJ13724



SCI MATHIOLON-GRAU D'AGDE
SCI au capital de 876 500 euros
Siège social : 36 avenue des Chalands
33950 LEGE CAP FERRET
918 968 298 RCS BORDEAUX

TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

L'AGE du 01/02/2024 a décidé le transfert du siège social du 36 avenue des Chalands 33950 LEGE CAP FERRET au 22 chemin des Camarines 34300 AGDE à compter du 01/02/2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis,
La Gérance

L24EJ13747

LD CONTROLES SUD-OUEST

Société par Actions Simplifiée
au capital de 10 000,00 Euros
Siège social : 931, route des chapelles
33570 LES ARTIGUES DE LUSSAC
792.202.418 R.C.S. LIBOURNE

TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

Suivant décision de l'Assemblée Générale en date du 19/02/2024, il a été décidé de transférer le siège social de SAINT-EMILION (33330), 4, Le Bois de l'Or à ARTIGUES DE LUSSAC (33570), 931, route des chapelles, à compter du 1^{er} février 2024.

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

Ancienne mention : Le siège social reste fixé à SAINT-EMILION (33330), 4, Le Bois de l'Or.

Nouvelle mention : Le siège social est fixé à LES ARTIGUES DE LUSSAC (33570), 931 route des chapelles.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de LIBOURNE.

Pour avis, le représentant légal.

L24EJ13756



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

FMC CLIMATISATION
Société par actions simplifiée
au capital de 170 000 euros
Siège social : ZA de la Morandière
2, rue Gallié, 33185 LE HAILLAN
752 522 334 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision unanime en date du 05 mars 2024, il résulte que :

La société FAMILLE HOLDING MATHIVET, Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est 41, Route de Hourton, 33160 SAINT AUBIN DE MEDOC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 982 778 433, a été nommée en qualité de Présidente en remplacement de la société HFM, démissionnaire et ce à compter du 06 mars 2024.

POUR AVIS
La Présidente

L24EJ13816



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

FMC MAINTENANCE
Société par actions simplifiée
au capital de 2 000 euros
Siège social : ZA de la Morandière
2, rue Gallié, 33185 LE HAILLAN
812 616 019 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision unanime en date du 05 mars 2024, il résulte que :

La société FAMILLE HOLDING MATHIVET, Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est 41, Route de Hourton, 33160 SAINT AUBIN DE MEDOC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 982 778 433, a été nommée en qualité de Présidente en remplacement de la société HFM, démissionnaire et ce à compter du 06 mars 2024.

POUR AVIS
La Présidente

L24EJ13817



CMA33

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social : 23 Chemin d'Arcins,
Parc d'Activités «Tanesse», Lot 16
33360 LASTRESNE
RCS Bordeaux 905 076 105

Aux termes de la décision d'associé unique en date 28 février 2024, il a été pris acte de la démission de Monsieur José CATHERINE, né le 19 septembre 1969 à Saint-Germain-en-Laye (78), de nationalité française, demeurant 11 rue de la Planteyre à Salleboeuf (33370), de son mandat de gérant de la Société à compter du 2 janvier 2024.

En outre, aux termes de la décision d'associé unique en date 28 février 2024, l'article 7 des statuts a été mis à jour dans le prolongement de la cession de parts sociales intervenue le 2 janvier 2024 entre la société GROUPE HRC d'une part et la société SODICO GROUP d'autre part.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux
L24EJ13920

CASSAYA Société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 48.000 € sise 39 Rue du Bourdillat 33170 GRADIGNAN 881426720 RCS de BORDEAUX, Par décision de l'AGE du 22/05/2023, il a été décidé de transférer le siège social au 9 Avenue de la Madeleine 33170 GRADIGNAN. Mention au RCS de BORDEAUX.

L24EJ13933

SOGECA BORDEAUX

68 avenue Jean Jaurès
33150 CENON
05.57.77.90.00

PROGRAMISTO

Société par actions simplifiée
au capital de 100 euros
Porté à 100 00 euros
Siège social : Quai Lawton Ponton n° 5,
33300 BORDEAUX
890 974 926 RCS BORDEAUX

AUGMENTATION DU CAPITAL

Du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31/12/3, il résulte que le capital social a été augmenté de 99 900 euros par incorporation de réserves.

En conséquence, l'article 8 des statuts a été modifié.

Ancienne mention :

Le capital social est fixé à cent euros (100 euros).

Nouvelle mention

Le capital social est fixé à cent mille euros (100 000 euros).

POUR AVIS

Le Président

L24EJ14018

POUR VOTRE
COMMUNICATION
PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com

NOTRE SERVICE ANNONCE LÉGALE
VOUS RÉPOND AU :

05 56 52 32 13



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

GASC YSER

Société civile immobilière
au capital de 800 euros
Siège social : 73 cours de l'Yser
33000 BORDEAUX
507 809 010 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 08 mars 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 73 cours de l'Yser 33000 BORDEAUX au 25 allée du Levant 69570 DARDILLY, à compter du 08 mars 2024, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis
La Gérance

L24EJ14031



YAIGRE NOTAIRES ASSOCIES
Office notarial de FARGUES-SAINT-HILAIRE
Maître Philippe ESTANSAN
Notaire

SCI WILSON

SOCIETE CIVILE au capital de 1 000 €
SIEGE SOCIAL : MERIGNAC (33700)
47 rue du Liveau
RCS BORDEAUX : 439 284 845

AVIS DE MODIFICATION

Suivant assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2023, est constaté :

- le décès de Monsieur Michel BOURDIN, cogérant, en date à PESSAC du 7 Janvier 2022 ;

- que Madame Nathalie BOURDIN -MEYNARD, est seule gérante et associé unique en sa qualité d'ayant droit de Monsieur Michel BOURDIN, détenteur de 1 part sociale.

Pour avis

Le notaire.

L24EJ14058



Société d'Avocats
49 rue Camille Godard
33001 BORDEAUX CEDEX

Aux termes des décisions unanimes en date du 05/03/2024, les associés de **NFT ENVIRONNEMENT, SAS**, Capital : 7.500 €, Siège social : 28 rue Pierre Renaudel - 33400 TALENCE, 917 425 209 RCS BORDEAUX, ont décidé de :

- modifier la dénomination sociale : elle devient «**EAUGEO ENVIRONNEMENT**», à compter de ce jour,

- transférer le siège social au 1 allée Fernand Daguin, 33600 PESSAC, à compter de ce jour,

Les articles 3 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX,

Pour avis,

L24EJ14076



SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE L'AQUITAINE

SCI au capital de 762 €
Siège social : 12 avenue Gustave Eiffel
33560 STE EULALIE
398 407 296 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération du 08/03/2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 12 avenue Gustave Eiffel 33560 STE EULALIE au 100 avenue de Maubuisson 33121 CARCANS à compter du 08/03/2024 et de modifier les statuts.
L24EJ14101



SANDAV DISTRIBUTION

SARL au capital de 5 000 euros
Siège social : 1 rue des Jacquets
33950 LEGE CAP FERRET
839135530 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération du 20/02/2024, il a été décidé de transférer le siège social du 1 rue des Jacquets 33950 LEGE CAP FERRET au 9 chemin de l'Archevêque 33680 LE PORGE à compter du 20/02/2024 et de modifier les statuts.
L24EJ14169



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

ARCACHON EVENTS
Société par actions simplifiée
au capital de 2 278 000 euros
Siège social : 76 boulevard de la Plage
33120 ARCACHON
952 029 759 RCS BORDEAUX

Suivant l'AGO du 22/01/2024, ont été nommés en application de l'alinéa 1 de l'article L. 227-9-1 du Code de commerce, pour un mandat de 6 (SIX) exercices partant à compter de l'exercice clos le 31/12/2023 inclus, soit jusqu'à l'issue de l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2029 : - En qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, la Société : SARL FEDIS (50 bis avenue du Général Leclerc 33600 PESSAC - RCS Bordeaux : 905 007 050 - En qualité de Commissaire aux Comptes suppléant, la Société SAS PARTEXIA AUDIT (11 rue Ferdinand Buisson 33130 BEGLES - RCS Bordeaux : 533 475 059) POUR AVIS. Le Président
L24EJ14230

TUP

ABM SUPPORT

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 20 000,00 EUROS
SIEGE SOCIAL : 691 AVENUE DU LAS
33127 SAINT JEAN D'ILLAC
834 039 554 RCS BORDEAUX

DISSOLUTION

Aux termes des décisions du 01/09/2023, la société B2M INVEST, Société par actions simplifiée au capital de

928 000 Euros, dont le siège est situé 3 Rue Joseph de Carayon Latour 33000 BORDEAUX, immatriculée sous le n° 834 039 554 RCS BORDEAUX, a, en sa qualité d'associé unique, décidé la dissolution par confusion de patrimoine sans liquidation de la société ABM SUPPORT. Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société ABM SUPPORT peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de 30 jours à compter de la publication du présent avis. Les oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de Commerce de BORDEAUX. Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

L24EJ14081

DISSOLUTIONS

SARL «DE FILESCAMPS»

Société à responsabilité limitée
En Liquidation

Capital : 15 244.90 €

Siège social : Domaine de Pélius - 5 rue de Pythagore 33700 MERIGNAC
RCS Bordeaux : 378.931.448

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

Aux termes des décisions extraordinaires en date du 30/12/2023, les associés ont :

- Décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/12/2023 et sa mise en liquidation.

- Nommé comme liquidateur M. Luc BERGÉOT demeurant 68 Boulevard de la Plage 33970 LEGE CAP FERRET, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

- Le siège de la liquidation est fixé 68 Boulevard de la Plage 33970 LEGE CAP FERRET, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué auprès du greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux.

Pour avis,

L23EJ60821



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

2C EXPERTISE BATIMENT
Société à Responsabilité Limitée à associé unique en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 105 avenue de Camps
33470 LE TEICH
Siège de liquidation : 105 avenue de Camps 33470 LE TEICH
879 116 069 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 31/12/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/12/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur David CHAUMELLE, demeurant 105 avenue de Camps 33470 LE TEICH, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 105 avenue de Camps 33470 LE TEICH. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
L24EJ12815



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

LES DETRITIVES

Société coopérative d'intérêt collectif à forme anonyme en liquidation
au capital variable de 103 900 euros
Siège social : 65 Quai de Brazza, 33100 BORDEAUX

Siège de liquidation : 65 quai de Brazza
33100 BORDEAUX

812 924 538 RCS BORDEAUX

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 29/12/2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable.

Monsieur Frédéric PETIT, demeurant 32 rue Paul Verlaine 33400 TALENCE, a été nommé liquidateur pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 65 quai de Brazza 33100 BORDEAUX, adresse à laquelle la correspondance devra être envoyée et les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

L24EJ12891

BIMOX

SAS au capital de 50 000 €
Siège social : 1 ALLEE DES GRAVES
33640 AYGUEMORTE LES GRAVES
RCS BORDEAUX 888 025 442

L'assemblée générale extraordinaire du 04/03/2024 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 04/03/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur HUBER CHRISTOPHE, demeurant 1 ALLEE DES GRAVES, 33640 AYGUEMORTE LES GRAVES et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce BORDEAUX.

HUBER CHRISTOPHE

L24EJ13167

POUR ÉCOURTER LES DÉLAIS,
PENSEZ À NOTRE SUPPORT NUMÉRIQUE :

echos-Judiciaires.com

DOMAINE DE FREYCHAUD

Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 1 000 €
Siège social et de liquidation : 9 Chemin de Cantin - 33270 BOULIAC
917 752 214 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 30 novembre 2023, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter dudit jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Madame Muriel FAVROUL, demeurant 9 Chemin de Cantin, 33270 BOULIAC, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 9 Chemin de Cantin, 33270 BOULIAC. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au RCS.

Pour avis

Le Liquidateur L24EJ13682

MONCEL
Société par actions simplifiée en liquidation
Au capital de 7 500 euros
Siège social : 48, avenue Lamartine,
33120 ARCAÇON
Siège de liquidation : 19 rue de l'Île aux Oiseaux
33260 LA-TESTE-DE-BUCH
817 831 829 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 11/03/2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 11 mars 2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Laurent MONETTI, demeurant 19 rue de l'Île aux Oiseaux 33260 LA-TESTE-DE-BUCH, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 19 rue de l'Île aux Oiseaux 33260 LA-TESTE-DE-BUCH.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
Pour avis. Le Liquidateur

L24EJ14212

CLÔTURES

FIDAL

AVOCATS

19 Avenue du Président JF Kennedy
CS 60073
33692 MERIGNAC

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 22/12/2023 de la société HAPLO, SNC en liquidation au capital de 1.000 € sise 27, Rue Alessandro Volta Espace Phare - 33700 MERIGNAC (534 936 372 RCS BORDEAUX), il a été décidé de :

- approuver les comptes de liquidation au 31/12/2023,

- donner quitus au liquidateur, Monsieur Jean-Marie BARES demeurant à LE BOUSCAT (33110), 14 Avenue du Général Leclerc , et de le décharger de son mandat,

- constater la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux.

L24EJ11340

Coach&Vous

Société par actions simplifiée à associée unique en liquidation au capital de 100 euros

Siège social : 14 Rue Euler
33700 MERIGNAC
Siège de liquidation : 14 Rue Euler
33700 MERIGNAC
827 984 105 RCS BORDEAUX

LIQUIDATION

Aux termes d'une décision en date du 30 novembre 2022 au 14 Rue Euler 33700 MERIGNAC, l'associée unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Pascale HANOCQ, demeurant 24 Rue Guillaume Leblanc 33000 BORDEAUX, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis
Le Liquidateur

L24EJ12164

2C EXPERTISE BATIMENT
Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 105 avenue de Camps
33470 LE TEICH
Siège de liquidation : 105 avenue de Camps 33470 LE TEICH
879 116 069 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 31/12/2023 au siège social, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur David CHAUMELLE, demeurant 105 avenue de Camps 33470 LE TEICH, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

L24EJ12833

DEMETER

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée en liquidation
au capital de 1 000 euros
Siège social : 89 route de Saint Médard
33160 SAINT AUBIN DU MEDOC
Siège de liquidation :
Chemin de Teillera
Résidence IPARRALDE Bâtiment B
64700 HENDAYE
808 788 871 RCS BORDEAUX

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une décision en date du 29/02/2024, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

A été nommé liquidateur Monsieur Frédéric POMIES, domicilié Chemin de Teillera - Résidence IPARRALDE - Bâtiment B - 64700 HENDAYE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé Chemin de Teillera - Résidence IPARRALDE - Bâtiment B 64700 HENDAYE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis

Le Liquidateur L24EJ13601

SOFIRAL

Rue du Cardinal Richaud
33000 Bordeaux

SARL IMPRIMERIE D.& L. MAGNIER

Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 145 000 euros Siège social : 1 Chemin de Peyrot, 33210 LANGON Siège de liquidation : 2 Le Bourg 33540 SAINT LAURENT DU BOIS 415 405 851 RCS BORDEAUX L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 04/03/2024 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/03/2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée. Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Laurent MAGNIER, demeurant 2 le Bourg, 33540 SAINT LAURENT DU BOIS, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation. Le siège de la liquidation est fixé 2 le Bourg, 33540 SAINT LAURENT DU BOIS. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, Le Liquidateur

L24EJ14036

ABONNEZ VOUS

ARTOITURE RENOV Société par actions simplifiée en liquidation Au capital de 3 000 euros Siège social et siège de liquidation : 11 D Rue Sabareges, 33440 AMBARES ET LAGRAVE 818 986 002 RCS BORDEAUX Aux termes d'une décision en date du 26/01/2024 au 11 D Rue de Sabareges 33440 AMBARES ET LAGRAVE, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Yasar COSKUNER, demeurant 11 D rue des Sabareges 33440 AMBARES ET LAGRAVE, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre. Pour avis, Le Liquidateur

L24EJ13145



NSB RECRUTEMENT CONSULTING

EURL en liquidation au capital de 1 000 €
Siège social et de liquidation :
39 A allée du Mayne
33470 GUJAN MESTRAS
853 007 383 RCS BORDEAUX

Le 28/12/2023, l'associée unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Mme Nathalie SANLOUP BALSAN demeurant 39 A allée du Mayne 33470 GUJAN MESTRAS de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation avec effet au 30/09/2023. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

L24EJ13169

HM SERVICE Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 1 500 euros Siège social : 34 Avenue de Paris, 33310 LORMONT Siège de liquidation : 8 rue René Gaudin, 33310 LORMONT 789 075 231 RCS BORDEAUX L'Assemblée Générale réunie le 01/02/2024 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Marouane ACHRIT, demeurant 8 rue René Gaudin, 33310 LORMONT, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre. Pour avis, Le Liquidateur

L24EJ13466

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com

CLÔTURE DE LIQUIDATION WAEPASS

Société par actions simplifiée en liquidation
Au capital de 4 000 euros
Siège social et de liquidation :
2 rue Lartigue, 33300 BORDEAUX
848 777 967 RCS BORDEAUX

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 31 janvier 2024 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Florent SANFOURCHE, demeurant 15 rue du Village du Château - 33320 LE TAILLAN -MEDOC, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis, Le Liquidateur
L24EJ13630



DOMAINE DE FREYCHAUD

Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 1 000 €
Siège social et de liquidation : 9 Chemin de Cantin - 33270 BOULIAC
917 752 214 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 30 novembre 2023, l'associée unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Muriel FAVROUL, demeurant 9 Chemin de Cantin, 33270 BOULIAC, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au RCS et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis
Le Liquidateur
L24EJ13684



174 Avenue du Truc
33697 MERIGNAC
Tél : 05 56 12 41 41

BORDEAUX DIAGNOSTIC

Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 5 000 euros
Siège social : 1, rue Lafontaine - Appt 2 - 33400 TALENCE
Siège de liquidation : 215, rue Frédéric Sévène - Résidence ST MICHEL Bât C Appt 228 - 33400 TALENCE
899 233 258 RCS BORDEAUX

CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une décision en date du 29/02/2024 au siège de la liquidation, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Frédéric NADEAU, demeurant 215, rue Frédéric Sévène - Résidence ST MICHEL Bât C Appt 228 - 33400 TALENCE, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis, Le Liquidateur
L24EJ13710

LOCATIONS GERANCES

SOGECA BORDEAUX
68 avenue Jean Jaurès
33150 CENON
05.57.77.90.00

AVIS DE LOCATION GÉRANCE

Suivant acte ssp en date à MERIGNAC du 22/02/2024, **M Frédéric LATOUR**, domicilié à VILLENAVE D'ORNON (33140), 4 allée Jacques Brel, Résidence Aragon n°1, a donné en location-gérance le fonds artisanal se rapportant à une exploitation du taxi n°029 de la commune de BORDEAUX (33000), à l'El Sébastien GUY ayant son siège social à ANDERNOS (33450), 68 avenue de Comté, (752 817 734 au RM GIRONDE), pour une durée de 12 mois à compter du 01/05/2024, renouvelable par tacite reconduction.

Le présent avis a pour but de prévenir les tiers qu'à compter de ce jour, l'El Sébastien GUY sera seule responsable de cette branche d'activité.

L24EJ11802

FONDS DE COMMERCE



Yves MOUNIER
Avocat à la Cour
6 bis, rue de la Croix de
Seguey 33000 BORDEAUX
Tél : 05.56.52.74.60

P.M.

CESSION FONDS DE COMMERCE

Suivant acte SSP en date à Bordeaux du 27 février 2024 enregistré au service des impôts de Bordeaux le 5 mars 2024 dossier 2024 00009227, réf. 3304P61 2024 A 01517,

La Société P.M, SAS au capital de 2 000 €, dont le siège social est sis 38 avenue de la Côte d'Argent, 33380 BIGANOS, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le n° 837 626 407, représentée aux présentes par la SELARL PHILAE, Mandataire Judiciaire auprès des Tribunaux de la Cour d'Appel de BORDEAUX, élisant domicile en son étude sise 123 avenue Thiers, 33100 BORDEAUX

Agissant en qualité de Mandataire Judiciaire de la liquidation judiciaire de la SAS P.M dans le cadre des dispositions de l'article R.644-2 du Code de Commerce, nommée à cette fonction par jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Bordeaux le 29 novembre 2023, A CEDE A

Monsieur Dominique BERTRAND, né le 11 décembre 1976 à Cholet (49), de nationalité française, demeurant 28 avenue des Champs, 33510 ANDERNOS LES BAINS, marié sans contrat à Madame Carine BERTRAND le 14 octobre 2014,

LES ELEMENTS D'UN FONDS DE COMMERCE de restauration rapide, pizzeria, sandwicherie, vente de plats et de boissons (sans alcool) à consommer sur place, à emporter ou en livraison sis 38 avenue de la Côte d'Argent, 33380 BIGANOS, moyennant le prix de HUIT MILLE EUROS (8 000 €) s'appliquant comme suit :

aux éléments incorporels pour la somme de 3000 €
aux éléments corporels pour la somme de 5 000 €

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 27 février 2024.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales, et toutes les correspondances, à la SELARL PHILAE sise 123, avenue Thiers 33100 BORDEAUX.

Pour avis
L24EJ13244

www.opteam-avocats.com

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un ASSP en date du 29/02/2024, enregistré au SIE BORDEAUX, le 06/03/2024, dossier : 2024 00009620, bordereau : 3304P61 2024 A 01609, LES LICORNES, SARL au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 119 QUAI DES CHARTRONS, 33000 BORDEAUX, immatriculé au RCS de BORDEAUX sous le n°878 957 851, a cédé à L'ANAMOUR, SAS au capital de 1 200 euros, ayant son siège social 119 QUAI DES CHARTRONS, 33000 BORDEAUX, immatriculé au RCS de BORDEAUX sous le n°983 662 693, un fonds de commerce : Restaurant traditionnel, brasserie, bar, vente à emporter, exploité sis 119, Quai des Chartrons, 33000 BORDEAUX, moyennant le prix de 160 000 euros. La date d'entrée en jouissance est fixée au 29/02/2024.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : OPTÉAM AVOCATS - 6, rue Sainte Colombe, 33000 BORDEAUX, pour la validité et pour la correspondance.

Pour avis
Le Président

L24EJ13262



CornetVincent Ségurel
Société d'Avocats
49 rue Camille Godard
33001 BORDEAUX CEDEX

1) Par acte sous seing privé, à Bordeaux, du 24 novembre 2023, modifié par avenant en date du 22 décembre 2023, **SARL TRADITIA**, SARL, Capital : 400.000 €, Siège social : 91 boulevard du Président Wilson - 33200 BORDEAUX, 500 233 150 RCS BORDEAUX (société apporteuse), et **HYGIE PROTECTION SOCIALE**, EURL, Capital : 1.000 €, Siège social : 91 boulevard du Président Wilson - 33200 BORDEAUX, 979 938 875 RCS BORDEAUX (société bénéficiaire) ont établi un projet d'apport partiel d'actif placé sous le régime juridique des scissions et sous le régime simplifié prévu à l'article L.236-28 du Code de commerce en cas d'apport partiel d'actif consenti par une filiale détenue à 100%, aux termes duquel SARL TRADITIA a fait apport à HYGIE PROTECTION SOCIALE de sa branche complète d'activité « Mutuelle Communale » consistant dans la fourniture de prestations de courtage en assurance et offre en matière de protection sociale, comprenant un actif de 4.486.362,90 euros et un passif de 170.483,14 euros, soit un apport net de 4.315.879,76 euros.

2) Ce projet d'apport partiel d'actif a été approuvé par décisions unanimes des associés de SARL TRADITIA du 30/12/2023 et par décisions de l'associé unique d'HYGIE PROTECTION SOCIALE du 30/12/2023.

En rémunération de cet apport, l'associé unique d'HYGIE PROTECTION SOCIALE a procédé à une augmentation de capital de 4.315.870 euros, pour le porter de 1.000 euros à 4.316.870 euros, au moyen de la création de 431.587 actions nouvelles, de 10 euros de nominal, entièrement libérées, attribuées en totalité à SARL TRADITIA.

Il n'est créé aucune prime d'apport.

3) En conséquence, aux termes des décisions de l'associé unique d'HYGIE PROTECTION SOCIALE a modifié les articles 6 et 7 des statuts, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

ARTICLE 7 - Capital social
Ancienne mention : 1.000 euros
Nouvelle mention : 4.315.870 euros
Mention en sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,
L24EJ13913

Aux termes d'un acte sous signature privée du 29 février 2024, enregistré le 8 mars 2024 au service départemental de l'enregistrement Bordeaux dossier 2024 00010049, référence 3304P61 2024 A 01708, Madame **Marjorie GUEY épouse PAPIN**, née le 17 février 1977 à Bordeaux (33) demeurant 106 allée des Abeilles 33127 SAINT JEAN D'ILLAC, agissant en qualité d'entrepreneur individuelle, inscrite sous le numéro 500 266 978, a cédé à **C.F.M.B. SASU** au capital de 500 €, ayant son siège social 2 place Paul Camelle - 33100 BORDEAUX 852 280 361 RCS BORDEAUX, représentée par Madame Coralie BOUSQUET, Présidente, son **fonds de commerce exploité sous le nom commercial Beauté Bio sis 61 avenue du Las - 33127 SAINT JEAN D'ILLAC**, pour un prix de 30.000 €.

La date de transfert de propriété est fixée au 01.03.2024.

Les oppositions s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours suivant la dernière en date des publicités légales cabinet de Me Diana HENRY, Avocate, domiciliée 83 avenue d'Arès - 33200 BORDEAUX où domicile est élu à cet effet.

Pour insertion.

L24EJ13925



CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 février 2024 à PESSAC, enregistré le 1 mars 2024 au SIE - BORDEAUX - dossier 202400009080 / référence 3304P612024A01503 :

Madame Marie-Luce RAYNAL, demeurant 1 rue de Saintonge, 33160 SAINT MEDARD EN JALLES, immatriculée au greffe Bordeaux, sous le numéro 482138120

A cédé à : **PHARMACIE DE L'HARMONIE EURL** au capital de 20000 euros, sise 89 avenue Jean Cordier, 33600 Pessac, immatriculée au greffe du de Bordeaux sous le numéro 982762064.

Moyennant le prix de 400 000 euros son fonds de commerce de d'officine de pharmacie exploité 89 avenue Jean Corrier, 33600 Pessac.

Entrée en jouissance au 1 mars 2024.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, pour la validité et pour la correspondance auprès de Maître Virginie DUFFAU MOREAU, avocat au Barreau de BORDEAUX sis 1 rue Dufour Dubergier à BORDEAUX (33000).

L24EJ13972

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Frédéric YAIGRE, Notaire soussigné membre de la société «YAIGRE NOTAIRES ASSOCIES», Société à responsabilité limitée titulaire d'Offices Notariaux, dont le siège est à BORDEAUX (Gironde), 14, rue de Grassi, dont le numéro CRPCEN est le 33026, notaire à la Résidence de BORDEAUX, le 8 mars 2024, enregistré à SDE BORDEAUX le 11/03/2024 Dossier 2024 10113 référence 3304P61 2024 N 1162, a été cédé un fonds de commerce par :

La Société dénommée **LE BLEU CIEL**, dont le siège est à BORDEAUX (33000) 24 rue Paul Louis Landes identifiée au SIREN sous le numéro 844154781 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

A :

La Société dénommée **MA**, dont le siège est à EYSINES (33320) 19 chemin de la Motte identifiée au SIREN sous le numéro 982895955 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

Fonds de commerce de restauration traditionnelle asiatique sis à BORDEAUX (33000), 24 Rue Paul Louis Landes, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX, sous le numéro 844154781, connu sous le nom commercial KINDALAI.

Prix principal SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (70 000,00 EUR), payé comptant.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la publication de la cession au BODACC, où domicile a été élu à cet effet :

- concernant le CEDANT : au siège de l'expert-comptable EXPERT SOLUTIONS 33 avenue de l'Entre Deux Mers 33370 FARGUES SAINT HILAIRE dans l'attente de la clôture de ladite société,

- concernant le CESSIONNAIRE : à l'adresse du siège social.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ13999



CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Chloé JEAN, Notaire au sein de la Société à Responsabilité Limitée « Office Notarial B'A » à la résidence d'ARCACHON (Gironde), 14, Boulevard Général Leclerc, le 1^{er} mars 2024, enregistré à BORDEAUX, le 6 mars 2024, volume 2024 Numéro 01104, a été cédé un fonds de commerce par :

La Société dénommée **SLB**, dont le siège est à LE TEICH (33470) 3 rue Peyrat, identifiée au SIREN sous le numéro 852884543 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

A :

La Société dénommée **Le BOUDOIR d'LN**, dont le siège est à LA BREDE (33650) 26 avenue Charles de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro 984980623 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

Désignation du fonds : **fonds de commerce de vente de prêt à porter chaussures et accessoires de mode sis à LA BREDE (33650), connu sous le nom commercial Boutique Chamade - La Brède.**

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de DIX-HUIT MILLE EUROS (18 000,00 EUR),

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, au siège social du VENDEUR qui a été élu à cet effet.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la publication de la cession au BODACC, au siège social du VENDEUR sis au TEICH, 3 rue Peyrat.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ14063

CESSION DE FONDS LIBERAL

Suivant acte reçu par Maître Pascale BUGEAUD, Notaire associée de la Société Civile Professionnelle « Raoul ORSONI, Véronique SARRAZIN-MATOUS, Nicolas MAMONTOFF, Stéphanie ABBADIE -BONNET, Céline LAGARDE, Anne PUI-GCERCOS, Pascale BUGEAUD, notaires associés », titulaire d'un office notarial dont le siège est à TALENCE (33 400), 230 rue Peydavant, le 5 mars 2024, enregistré au SDE de BORDEAUX, le 11 Mars 2024, bordereau 2024N1150, a été cédé par :

Mme Patricia DAVANZO, demeurant à BORDEAUX (33800) 51 rue Pelleport, A M. Rodolphe Philippe Valentin BURGEVIN, demeurant à BORDEAUX (33000) 39 rue de la Croix Blanche :

- partie du poste dentaire lui appartenant techniquement organisé, sis à BORDEAUX (Gironde), 4 Rue Vaucher ledit poste comprenant toutes les installations et instrumentations professionnelles, ainsi que le mobilier professionnel et meublant

- partie de la clientèle,

- le droit au bail des lieux servant à son exploitation

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150 000,00 EUR) s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour SOIXANTE-HUIT MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS (68 350,00 EUR)

- aux éléments corporels pour QUATRE -VINGT-UN MILLE SIX CENT CINQUANTE EUROS (81 650,00 EUR)

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ14189



NOTAIRES DU JEU DE PAUME
23 AVENUE DU JEU DE PAUME
33200 BORDEAUX

CESSION DE BRANCHE D'ACTIVITE

Suivant acte reçu par Maître Antoine MAGENDIE, Notaire associé de la SOCIETE TITULAIRE D'OFFICES NOTARIAUX, à BORDEAUX (Gironde) CRPCEN 33015, 23 Avenue du Jeu de Paume et à PARIS (2^{ème} arrondissement) CRPCEN 75329, 32 rue Etienne Marcel, CRPCEN 33015, le 6 mars 2024, a été conclu l'aménagement de régime matrimonial ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux :

La Société dénommée **MAC DUFF SARL**, Société à responsabilité limitée, dont le siège est à EYSINES (33320) 3 avenue du Médoc, identifiée au SIREN sous le numéro 312301476 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

A :

La Société dénommée **HOPAB**, Société par actions simplifiées, dont le siège est à EYSINES (33320) 3 avenue du Médoc, identifiée au SIREN sous le numéro 984739359 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

Désignation de la branche d'activité cédée : VENTE DE CHAUSURES exploitée à EYSINES (33320) 3, avenue du Médoc, et pour laquelle le CEDANT est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX, sous le numéro 312.301.476.

Le cessionnaire est propriétaire de la branche d'activité à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a eu lieu le 5 mars 2024.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de VINGT CINQ MILLE EUROS (25 000,00 EUR), s'appliquant aux éléments incorporels pour SIX MILLE CINQUANTE EUROS (6.050,00 eur), et au matériel pour DIX-HUIT MILLE NEUF CENT CINQUANTE EUROS (18.950,00 eur).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ14191

REGIMES MATRIMONIAUX



NOTAIRES DU JEU DE PAUME
23 AVENUE DU JEU DE PAUME
33200 BORDEAUX

CHANGEMENT PARTIEL DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Fabrice GAUTHIER, Notaire associé de la SOCIETE TITULAIRE D'OFFICES NOTARIAUX, à BORDEAUX (Gironde) CRPCEN 33015, 23 Avenue du Jeu de Paume et à PARIS (2^{ème} arrondissement) CRPCEN 75329, 32 rue Etienne Marcel, CRPCEN 33015, le 6 mars 2024, a été conclu l'aménagement de régime matrimonial ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux :

ENTRE :

Monsieur François Jean-Marc **NADAL** et Madame Sophie Marie Myriam **LOSTIE DE KERHOR**, demeurant ensemble à LEGE-CAP-FERRET (33950) 65 Avenue du Merlot.

Monsieur est né à TALENCE (33400) le 11 décembre 1954,

Madame est née à AVIGNON (84000) le 11 février 1956.

Mariés à la mairie de LE BOUSCAT (33110) le 19 novembre 1983 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ13087

24H / 24H

PUBLICATION DE VOTRE
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE VIA
NOTRE PLATEFORME WEB :
annoncelegale.echos-judiciaires.com

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Louis GIRARDOT, Notaire Associé de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée «SELARL Mathieu VERGEZ-PASCAL et Louis GIRARDOT notaires associés», titulaire d'un Office Notarial à BORDEAUX (Gironde), 30, Cours de l'Intendance, CRPCEN 33022, le 7 mars 2024, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Loïc Auguste Edouard **BAS**, retraité, et Madame Catherine Jeanine **POMAREZ**, retraitée, demeurant ensemble à LE HAILLAN (33185) 3 chemin de Bos.

Monsieur est né à BORDEAUX (33000) le 8 février 1957,

Madame est née à BORDEAUX (33000) le 25 décembre 1957.

Mariés à la mairie de BORDEAUX (33000) le 18 juillet 1980 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Aux termes dudit acte, a été constaté l'apport à la communauté universelle par Madame Catherine BAS née POMAREZ de l'immeuble sis à BORDEAUX (33000) 7 rue Henri Matisse, cadastré section LD numéro 219 pour 83 ca et de ses droits indivis à hauteur de 60 % dans l'immeuble sis à LA TESTE DE BUCH (33115), 16 avenue des Cols Verts, Le Pyla, cadastré section BT numéro 147 pour 10 a 02 ca.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ13189

Monsieur **Didier FAYE**, retraité, né à BORDEAUX (33000), le 02 janvier 1962 et Madame **Nicole Paulette Marie Francine GENTIEU**, retraitée, née à LE BOUSCAT (33110), le 04 juillet 1961, demeurant ensemble à PAREMPUYRE (33290), 33 avenue de la Forêt d'Arboudeau, mariés à la mairie de CENON (33150), le 25 juin 1983, initialement sous le régime de la séparation de biens, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me LACOSTE, notaire à CAVIGNAC, le 15 juin 1983, ont procédé à un changement de régime matrimonial afin d'adopter le régime de la communauté universelle avec attribution intégrale au conjoint survivant.

L'acte a été reçu par Me Céline CAMPAGNE-IBARCQ, notaire à BLANQUEFORT, le 11 mars 2024.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me Céline CAMPAGNE-IBARCQ, notaire à BLANQUEFORT, 12 rue Tastet Girard, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial auprès du juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent

Pour insertion conformément aux dispositions de l'article 1397 du Code civil - Me Céline CAMPAGNE-IBARCQ

L24EJ13953

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Nicolas ADENIS-LAMARRE, Notaire à BORDEAUX, le 12 mars 2024 a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle contenant clause d'attribution intégrale de la moitié en pleine propriété et moitié en usufruit au survivant.

Entre Monsieur Alain René **DURLOT** et Madame Elisabeth Marie Yvonne **BALLANGER**, demeurant ensemble à EYSINES (33320) 17 rue Honoré de Balzac, nés Monsieur à AUXERRE (89000) le 30 octobre 1959 Madame à TOULOUSE (31000) le 10 décembre 1963 mariés à la mairie de BORDEAUX (33000) le 17 août 2002 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Les oppositions des créanciers à ce changement régime matrimonial, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, et devront être notifiées par lettre recommandée ou par acte d'huissier de justice, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet conformément à l'article 1397 alinéa 3 du Code Civil.

Pour avis.

Maître Nicolas ADENIS-LAMARRE
L24EJ14141

Monsieur Christian Georges Lucien **SARRAT**, retraité, né à BORDEAUX (33000), le 11 mars 1953 et Madame Francelyne **BONNEMOY**, retraitée, née à BORDEAUX (33000), le 12 octobre 1953, demeurant ensemble à DAIGNAC (33420), 1 bis lieudit Le Temple, mariés à la Mairie de CAMARSAC (33750), le 29 avril 1972, initialement sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts, ont procédé à un changement de régime matrimonial afin d'adopter le régime de la communauté universelle établi par l'article 1526 du Code Civil avec attribution intégrale au conjoint survivant.

L'acte a été reçu par Me Patrick LATAPYE, notaire à BRANNE, le 12 mars 2024.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me Patrick LATAPYE, notaire à BRANNE, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial auprès du juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent

Pour insertion conformément aux dispositions de l'article 1397 du Code civil - Me Patrick LATAPYE

L24EJ14150

AUTRES ANNONCES



NOTAIRES DU JEU DE PAUME
23 AVENUE DU JEU DE PAUME
33200 BORDEAUX

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 16 avril 2012,

Monsieur **Christian COQ**, en son vivant coiffeur, demeurant à ARES (33740) 2 avenue de la Plage EHPAD MGEN.

Né à LEGE-CAP-FERRET (33950), le 7 novembre 1947.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Décédé à ARES (33740) (FRANCE), le 26 janvier 2023.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Edouard BENTEJAC, Notaire associé de la SOCIETE TITULAIRE D'OFFICES

NOTARIAUX, à BORDEAUX (Gironde) CRPCEN 33015, 23 Avenue du Jeu de Paume et à PARIS (2^{ème} arrondissement) CRPCEN 75329, 32 rue Etienne Marcel, le 7 avril 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Edouard BENTEJAC, notaire à BORDEAUX 23 avenue du Jeu de Paume, référence CRPCEN : 33015, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L24EJ13062

GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX AVIS D'INFORMATION

**Concertation du public du 2 avril au 30 avril 2024
Pour la mise en compatibilité PLUi de Bordeaux Métropole sur les communes de Parempuyre et Blanquefort dans le cadre du projet EMME**

Le Grand Port Maritime de Bordeaux a autorisé l'occupation des terrains situés à l'arrière et sur le terminal de Grattequina (communes de Parempuyre et Blanquefort) par la société Electro Mobility Materials Europe (EMME) dans l'optique du développement industriel de cette zone. Une convention d'occupation temporaire a été conclue entre le Grand Port Maritime et la société EMME le 22 décembre 2023.

La société EMME est spécialisée dans la recherche des matériaux ainsi que dans la transformation, la valorisation, la production et le recyclage de matériaux à haut potentiel énergétique. L'ambition du projet est de construire une unité de conversion de produits métallurgiques (du nickel et du cobalt) en sulfates de qualité batterie pour répondre aux besoins nationaux et européens de fabrication de voitures électriques.

Les terrains envisagés sont couverts en partie par des zones non urbanisables à court terme au PLUi de Bordeaux Métropole. Celui-ci doit évoluer pour rendre possible la réalisation du projet. La mise en œuvre du dispositif de mise en compatibilité du PLUi, conformément aux articles L. 153-54 à L. 153-59 du Code de l'urbanisme, est dès lors nécessaire.

Par délibération du 6 mars 2024, le président du directoire de Grand port Maritime de Bordeaux a décidé d'engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi de Bordeaux Métropole pour permettre la réalisation du projet ce qui nécessite la réalisation d'une démarche de concertation.

La concertation du public se déroulera du 2 avril au 30 avril 2024.

Pendant toute sa durée :

Dans le cadre de la concertation, l'information de la population sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi de Bordeaux métropole, sera réalisée comme suit :

Un dossier de concertation exposant les objectifs, enjeux et caractéristiques du projet, complété au fur et à mesure des études, sera mis à disposition du public,

- **En version numérique**, sur le site internet du Grand Port Maritime de Bordeaux ;

- **En version papier**, accessible aux heures d'ouverture du siège du Grand Port Maritime de Bordeaux, du siège de Bordeaux Métropole et dans les mairies d'Ambarès-et-Lagrave, de Bassens, de Blanquefort, de Parempuyre et de Saint-Louis-de-Montferrand.

Un registre sera mis à disposition du public afin qu'il puisse faire part de ses observations et suggestions éventuelles :

- **Un registre numérique**, accessible via le site internet du Grand Port Maritime de Bordeaux ;

- **Des registres papier**, accessible aux heures d'ouverture du siège du Grand Port Maritime de Bordeaux, du siège de Bordeaux Métropole et dans les mairies d'Ambarès-et-Lagrave, de Bassens, de Blanquefort, de Parempuyre et de Saint-Louis-de-Montferrand.

Des réunions publiques seront organisées permettant de présenter le projet et la mise en compatibilité du PLUi de Bordeaux Métropole ;

Possibilité de rendez-vous au siège du Grand Port Maritime de Bordeaux, 152 quai Bacalan CS 41320 33300 Bordeaux, pour obtenir un exposé sur l'avancement du projet, du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 16 h. La prise de rendez-vous doit se faire par l'adresse électronique : postoffice@bordeaux-port.fr.

L'ensemble des modalités de concertation, l'agenda complet et la documentation sont disponibles sur le site de la concertation www.bordeaux-port.fr.

L24EJ13005

LES ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS
SONT HABILITÉES
DANS LE DÉPARTEMENT 33
NOUS PUBLIONS ÉGALEMENT
VOS ANNONCES LÉGALES
DANS TOUTE LA FRANCE, SANS SURCÔÛT

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce n° L24EJ08689 du 16 février 2024 concernant la cession **LABAT TRADITION à K&N BOULANGERIE**, il fallait lire : la société dénommée **LABAT TRADITION** dont le siège social est à MOULON (33420), 1328 route des DOUMEN immatriculée au RCS de LI-BOURNE sous le numéro 524 969 219
L24EJ13130

Rectificatif à l'annonce publiée dans Les Echos Judiciaires Girondins du 26/01/2024 concernant 3 AS-RACING (RCS BORDEAUX 493 869 481. Il fallait lire : 'par AGE du 18/12/23, la collectivité des associés décide' au lieu de 'par décisions du 18/12/23, l'associée unique décide'. RCS BORDEAUX. Pour avis.
L24EJ13211

Rectificatif à l'annonce n° L24EJ08689 du 16 février 2024, il fallait lire : Pour la société dénommée **LABAT TRADITION** : immatriculée au RCS de LIBOURNE sous le numéro 524 969 219 au lieu de sous le numéro 5242 969 219
L24EJ14142

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 31 octobre 2023)

SARL iVanIE Cars, 7 Allée de Char-tes, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 880 659 453. Toutes activités d'achats et de ventes de véhicules et motocycles neufs et occasions, import et export de véhicules neufs et occasions, vente et pose de plaques d'immatriculation et mandataire carte grise ; prestations de services commerciales; locations de véhicules et autres biens mobiliers. Juge-ment prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 4 septembre 2023 , désignant liquidateur Me Jacques de LATUDE, 14 rue Boudet, 33000 BORDEAUX. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562249642

(Jugement du 05 mars 2024)

SARL TAQUET & FILS, 309 Rue Georges Bonnac, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 792 866 204. Transport routier de marchandises déménagement ou location de véhicules avec conducteur destinés au transport de marchandises à l'aide de véhicules n'excédant pas 3,5t location de matériels. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 19 décembre 2023 , désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144832

SARL SILVESTRY CONSTRUCTION, 1 Rue Albert Einstein, Zone Commerciale Parc Chemin Long, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 839 405 669. Conception, ingénierie, études, maîtrise d'œuvre pour la construction et la promotion immobilière, construction, promotion immobilière de tous biens mobiliers. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 janvier 2024 , désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144844

SAS Adrien Move and Swim, 5 Allée René Cassagne, Batc Appartement C09, 33310 Lormont, RCS BORDEAUX 912 172

533. Toutes prestations d'enseignement de disciplines sportives, peu importe leur nature et d'activités de loisirs ou récréatives, par tous moyens, notamment mais non exhaustivement, l'enseignement de la pratique de la natation. l'achat et la vente par tous moyens, notamment par internet, de tous produits non réglementés et notamment d'articles de sport, l'exploitation de salle de sport et activités suivantes :le fitness, l'aérobic, le stretching, le renforcement musculaire, la musculation, les différents arts martiaux, la relaxation. la formation non-continue d'adultes dans les domaines précités. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2024 , désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144865

SAS VG & LAE, 22 Rue du Général de Gaulle, 33290 Ludon-Médoc, RCS BORDEAUX 882 057 359. Vente de prêt à porter, de vêtements, maillots de bain, lingerie, sacs, chaussures, bijoux et tous autres accessoires de mode. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 janvier 2024 , désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144852

SARL HOME ASTRAL, Rue du Professeur Darget, Zone Aliénor, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 897 390 225. La vente de meubles et objets d'équipement de la maison, fauteuils et canapés fixes convertibles, chaises, mobilier, meubles d'appoint, Vaissellerie, tissu décoratif,tapis et accessoires de décoration,luminaires,location et sous location immobilière. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2024 , désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144855

SARL UB CUISINES, Rue du Professeur Darget, Zone Aliénor, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 898 422 332. Le commerce de détail de meubles;la conception, vente de cuisines,salles de bains,placards,aménagements intérieurs ainsi que la fourniture des appareils Electroménagers et tout matériel ou objet se rapportant à Ces activités;la pose en sous-Traitance. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2024 , désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144858

SAS BH LA TESTE, 8 Avenue de Verdun, 33260 la Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 905 000 162. La création, l'acquisition, l'exploitation de fonds de commerce de centre d'entretien corporel; l'achat et la vente de compléments alimentaires; participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 5 janvier 2024 , désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144861

SARL M&F BRIAUD, 11 Route de Labrousse, 33250 Saint-Sauveur, RCS BORDEAUX 849 436 399. Tous travaux de peinture intérieure et extérieure du

bâtiment ; tous travaux d'isolation thermique comprenant le doublage par des matériaux isolants, de plâtrerie (Placo, bande, enduits) et autres aménagements. tous travaux de terrassement courants et travaux préparatoires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 décembre 2023 , désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562144849

(Jugement du 06 mars 2024)

SARL AQUITAINE TRANS-PLANTES, 87 Quai de Brazza, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 400 507 448. Transport de plantes végétaux et tous produits de jardinerie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 29 février 2024 , désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238577

SARL SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA SARL CRI (SECR), 12 Cours du Maréchal Foch, 33430 Bazas, RCS BORDEAUX 499 282 911. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 novembre 2023 , désignant liquidateur SELARL Philae 23 Rue de Margaux 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238583

SARL ROAD2NIGHT, 62 Rue For-estier, 33800 Bordeaux, RCS BORDEAUX 531 430 304. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 novembre 2023 , désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238594

SAS FL Services, Lieu-Dit Bertin, 33750 Beychac-Et-Caillau, RCS BORDEAUX 791 348 378. Travaux de plâtrerie, travaux de peinture, travaux de revêtement des sols et des murs, travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment, réhabilitation de bâtiments, réalisation de raccords à la voirie et aux Réseaux divers, terrassements et activités de sous Traitance (charpente, couverture, Menuiseries intérieures et extérieures, électricité et plomberie). Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 20 décembre 2023 , désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238597

SARL LES PIRATES PRODUCTION, 406 Boulevard Jean Jacques Bosc 4^{ème} Etage, 33130 Bègles, RCS BORDEAUX 811 917 830. La production et la réalisation de programmes Audiovisuels, de films institutionnels, publicitaires et pour la télévision. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2024 , désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238604

SAS PSL33, 849 Route de l'Arec, 33210 Pujols-Sur-Ciron, RCS BORDEAUX 821 054 046. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 8 novembre 2023 , désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238607

SAS NMP BORDEAUX, 8 Rue Matignon, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 822 507 778. Offres de services de traiteurs et de restauration, mise en relation de personnes dans le domaine de l'Évènementiel de la restauration de l'organisation de cocktails, organisation d'évènements (hors spectacles vivants). Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023 , désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238610

SARL MUST EVEN'T, 1 Rue de Chante -Alouette, 33440 Ambarès-Et-Lagrave, RCS BORDEAUX 828 245 233. Restauration, bar, organisation de concert et autres événements, vente d'espaces publicitaires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 8 septembre 2022 , désignant liquidateur SELARL Philae 23 Rue de Margaux 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238616

SARL GOJIA INVEST, Chemin de Regano, 33670 Sadirac, RCS BORDEAUX 849 908 272. Acquisition par tous moyens de valeurs mobilières de toute nature en pleine propriété, en usufruit ou en quasi usufruit ou en nue propriété. l'animation des sociétés de son groupe par la conduite de la politique générale du développement stratégique et économique et par le contrôle direct des filiales. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 20 décembre 2023 , désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238636

SARL LES COMPAGNONS DU CREDIT, 3 Rue Victor Hugo, 33260 la Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 853 209 716. Le courtage en opérations de banque et services de paiement, mandataire en assurances. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 février 2024 , désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238639

Société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée L'ENTRE2MONDES, 48b Boulevard de Verdun, 33670 Créon, RCS BORDEAUX 844 120 253. Bar-restaurant; épicerie; espace de travail partagé ; une distribution de la production locale agricole et artisanale en circuits de proximité; le développement d'une filière locale conduite en agriculture biologique. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 janvier 2024 , désignant liquidateur SELARL Philae 23 Rue de Margaux 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302562238642

NAVARRO PEREZ Yudith Isabel, 2 Allée de Gaussat, 33380 Mios, RCS BORDEAUX 879 123 321. Prothésiste Ongulaire Vente De Produits Ongulaire (Site E-Commerce). Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562238645

SARL EUROL PISCINE BATI ALEXIS, 6 Impasse Lou Haou, 33610 Cestas, RCS BORDEAUX 913 920 708. Création de piscine sur mesure, maçonnerie générale, rénovation traditionnelle. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 avril 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 23 Rue de Margaux 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562238655

SARL RENOV'EXT DU BASSIN, 5 Rue Amadeo Modigliani, 33740 Arès, RCS BORDEAUX 918 852 880. Menuiseries extérieures, terrasses bois, clôtures, portails. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 novembre 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562238659

SARL R.V.F. SECURITE PRIVEE, 8 Place Gambetta, 33720 Podensac, RCS BORDEAUX 448 373 274. Surveillance gardiennage ronds et interventions. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 23 Rue de Margaux 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562238580

(Jugement du 12 mars 2024)

SARL MALIBAS, 3 Rue Alain Perroneau, 33830 Belin-Béliet, RCS BORDEAUX 482 221 918. Plâtrerie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 7 février 2024, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576333

SARL JOEL GUILLOUT, Lieu-Dit Hourtic, 33690 Lavazan, RCS BORDEAUX 789 781 929. Peinture revêtements de sols travaux de second-œuvre. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2024, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576336

SAS WITH UP, 45 Rue du Maréchal Galliéni, 33200 Bordeaux, RCS BORDEAUX 821 382 959. Conception, réalisation, fabrication en sous-traitance et commercialisation de luminaires et tous équipements innovants en vue d'une utilisation privée, professionnelle ou commerciale, négoce de produits similaires, connexes ou complémentaires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire,

date de cessation des paiements le 1 septembre 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576339

SARL AJMP, 3 Rue Baillet Résidence le Médoc, 33290 Ludon-Médoc, RCS BORDEAUX 822 337 051. Réalisation de travaux de peinture, revêtements de murs, revêtements de sols, pose de plaque de plâtre et plus généralement réalisation de travaux de second œuvre. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 juin 2022, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576342

SARL KALYS PISCINE, 35 Rue Albert Einstein, 33260 la Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 953 851 656. L'activité de commercialisation et de construction de piscines, spas, jacuzzis ou autre contenant du liquide et tous les articles pouvant s'y rattacher, le mobilier, le commerce de détail, etc. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576370

SAS AW2P33, 8 Rue Galilée, 33185 le Haillan, RCS BORDEAUX 892 639 436. Service à la personne : entretien de la maison, petits travaux de jardinage et travaux de petit bricolage, et toutes opérations civiles, artisanales, industrielles et commerciales se rapportant à cet objet social. La participation, directe ou indirecte, de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 9 février 2024, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576358

SARL Kalys Service Paysage, 35 Rue Albert Einstein, 33260 la Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 899 244 727. Aménagement paysage entretien extérieur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576361

SARL ANI TRANSPORT, 4 Rue Étienne Dieuzede, 33250 Pauillac, RCS BORDEAUX 900 126 350. Transporteur public routier de marchandises au moyen exclusivement de véhicules n'excédant pas un poids maximum autorisé de 3,5 tonnes. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 23 février 2024, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576364

SAS LES CIREURS BORDEAUX, 4 Rue de la Rouselle, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 908 899 396. Le service

aux entreprises, la vente de prestations de service de mise à disposition d'un cireur d'articles en cuir, le recrutement, la formation et l'animation d'un réseau de cireurs d'articles en cuir, l'animation d'événements, la cordonnerie, la reproduction de clés, la cordonnerie et la serrurerie en sous-traitance en tant que donneur d'ordre; la réparation, la réalisation et la vente d'articles de maroquinerie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 12 janvier 2024, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576367

FERRAND Sandrine, 5 Avenue de l'Europe, 33680 Lacanau, RCS BORDEAUX 851 033 043. Bar Brasserie Jeux Restauration. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576348

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 05 mars 2024)

SAS PAIN ET PARTAGE BORDEAUX -MERIGNAC, 35 Avenue Gustave Eiffel, Zone Industrielle du Phare, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 832 333 181. La promotion de l'insertion sociale et professionnelle pour des personnes éloignées de l'emploi. Le développement et la promotion de la filière blé tendre bio à travers l'exploitation d'une boulangerie solidaire, pâtisserie, distribution de pain par tous moyens aux particuliers et aux Collectivités. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 5 février 2024 désignant administrateur Selarl Fhb 76 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562144841

(Jugement du 06 mars 2024)

SARL A.F.E (A.F.E), 12 Rue Edmond Besse, 33083 Bordeaux Cedex, RCS BORDEAUX 824 230 940. Transport routier de marchandises et commissionnaire de transport à titre onéreux pour le compte d'autrui au moyen de véhicules motorisés dont le poids total autorisé en charge est inférieur et supérieur à plus de 3,5 tonnes, y compris les véhicules de moins de 4 roues (scooter, moto, mobbylette, triporteur). Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2023 désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562238613

SAS KA & NA, 101 Rue Guillaume Leblanc, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 848 957 874. Vente de prêt à porter et accessoires. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 octobre 2023 désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562238633

(Jugement du 12 mars 2024)

SAS FEVER BURGER, 2ter Avenue des Chênes, 33950 Lège-Cap-Ferret, RCS BORDEAUX 838 254 381. Restauration traditionnelle. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2024 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576345

SARL MENDES, 41 Avenue Austin Conte, 33560 Carbon-Blanc, RCS BORDEAUX 881 088 447. Boulangerie pâtisserie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 5 février 2024 désignant administrateur SELARL Ascagne Aj So 34 Cours de Verdun 33000 Bordeaux mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562576351

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

(Jugement du 05 mars 2024)

SARL BCRE, 100 Avenue de la Somme, Résidence Saint-James, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 809 939 671. Holding financière. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant administrateur SELARL Ascagne Aj So 34 Cours de Verdun 33000 Bordeaux mandataire judiciaire Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562144837

(Jugement du 06 mars 2024)

SARL Edy Poirier Immobilier, 11 Allée Jean de l'Isle, 33650 la Brède, RCS BORDEAUX 921 446 464. Activité d'agence immobilière ; transaction sur immeubles et fonds de commerce (sans garantie financière ni détention de fonds). Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302562238662

JUGEMENT METTANT FIN À LA PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 06 mars 2024)

SNC HERMIONE REAL ESTATE, 10 Rue Penthievre, 75008 Paris, RCS BORDEAUX 840 050 975. Acquisition, prise à bail et exploitation de tous biens immobiliers, location, construction, cession d'immeubles, marchand de biens. Jugement mettant fin à la procédure de redressement judiciaire en application de l'article L 631-16 du code de commerce.

13302562238623

ABONNEZ VOUS

SNC GAMBETTA REVIVAL, 10 Rue de Penthièvre, 75008 Paris, RCS BORDEAUX 815 291 620. La société a pour objet directement ou indirectement, notamment par l'intermédiaire ou filiales ou participations, en France et, quand il y aura lieu à l'étranger, le financement, la propriété par voie d'acquisition, d'apport ou autrement, l'administration, l'exploitation et/ou la mise à disposition sous forme de bail ou autrement, de tous types d'immeubles et/ou d'ensembles immobiliers à usage commercial, de bureau, d'habitation ou autre. La participation directe ou indirecte à toutes opérations financières (en ce compris l'octroi de toute sûreté), commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, aux objets ci-dessus spécifiés ou à tout autre objet connexe ou complémentaire. et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, financières, économiques, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement. Jugement mettant fin à la procédure de redressement judiciaire en application de l'article L 631-16 du code de commerce.

13302562238630

PLAN DE REDRESSEMENT
(Jugement du 06 mars 2024)

SAS LIMEO INTERACTIVE, 39 Allée Félix Nadar, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 507 600 567. Conception, réalisation, hébergement ainsi que dépannage de sites de réseaux, d'outils informatiques et numériques ; revente et distribution de produits divers connexes à l'objet ; conseil et formation dans le domaine de l'informatique et du numérique, Infogérance. Jugement arrêtant le plan de redressement, durée du plan 10 ans nommé Commissaire à l'exécution du plan SELARL Philae 23 Rue de Margaux 33000 Bordeaux.

13302562238589

SAS SOLS ET BAINS DE LA DUNE, 34 Rue Nicolas Appert, 33260 la Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 809 994 056. Achat et vente de carrelages sanitaires, tous travaux du bâtiment par l'intermédiaire de sous-traitants. Jugement arrêtant le plan de redressement, durée du plan 10 ans nommé Commissaire à l'exécution du plan SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux.

13302562238601

CONVERSION EN LIQUIDATION
JUDICIAIRE
(Jugement du 06 mars 2024)

TAILLEDET David, 5 Allée Matato, 33470 Gujan Mestras, RM 840 785 000. Carreleur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302562238670

SARL JLF SAINT BARTH FORMATION, 42 Rue Tauzia, Espace 3 Tiers, 33800 Bordeaux, RCS BORDEAUX 500 095 633. Formation, conseil en entreprise, décoration. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302562238586

SARL BUL 3, Parc Richelieu, Rue Léon Jouhaux, 33800 Bordeaux, RCS BORDEAUX 833 194 442. Bâtiments tous corps d'état, peinture, sols souples et durs, plomberie, maçonnerie, carrelage, électricité, couverture, étanchéité, achat/vente de marchandises. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302562238619

SAS MARCO ET LE DOMAINE DU CHATEAU DE L'ISLE (MDBI), 20 Rue du Château, 33480 Castelnau-De-Médoc, RCS BORDEAUX 897 851 457. Privatisation de lieux pour réception, organisation d'événements, location gîte. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302562238649

SARL ROOFTOP, 23 Cours Édouard Vaillant, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 899 072 904. Etanchéité, couverture, bardage, isolation thermique. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux.

13302562238652

SAS Maisons GBSO, Zone Ecoparc Complexe Indar Bâti, François Coli Abcd Centre d'Affaires, 33290 Blanquefort, RCS BORDEAUX 902 886 464. L'étude, la conception et la réalisation de toutes opérations de construction, gros oeuvre et second oeuvre du bâtiment destiné à l'habitation. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302562238665

CHARLES Jean Luc, 14 Rue du Canton, 33440 Ambares-et-Lagrave, RM 490 841 939. Travaux De Charpente. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux.

13302562238668

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF
(Jugement du 11 mars 2024)

SARL R.S.A., Zone Industrielle de la Prade, 33650 Saint-Médard d'Eyrans, RCS BORDEAUX 473 201 440. Fabrication et commercialisation de remorques et matériel de loisirs, exploitation de la marque atlas. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454877

DALIGUET Sébastien, 113 Av de la Côte d'Argent, 33380 Biganos. Commerce De Détail Alimentaire Sur Événements Et Marchés. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562455000

SARL AQUITAINE AU FEMININ, 33 Avenue Descartes, 33160 Saint-Médard -En-Jalles, RCS BORDEAUX 388 169 724. Vente de tous produits concernant la mode et le prêt à porter pour femmes. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454883

SARL MANEGE, 22 Rue Saint-Exupéry, Pa. des Lacs de Blanquefort, 33290 Blanquefort, RCS BORDEAUX 403 715 279. La transformation d'articles en papier, en carton ou tous autres articles de fête et de table, importation et/ou vente de produits jetables destinés à la grande distribution ou aux collectivités (activité créée) achat vente import de produits destinés à l'équipement de la maison et de la personne (activité achetée). Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454886

SARL DUBOURG MATERIAUX, 140 Avenue Gustave Eiffel, Zone Industrielle, 33260 la Teste-de-Buch, RCS BORDEAUX 432 948 545. Vente de matériaux de construction, terrassement. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454889

SARL AMPLITUDE DESSIN METRE CONCEPTION, 117 Avenue de Saint-Médard, 33320 Essynes, RCS BORDEAUX 477 831 671. Dessin, mètre et conception du bâtiment. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454892

SARL SEAKIA, 23 Avenue du Mirail, Parc d'Activités du Mirail Bâtiment B, 33370 Artigues Près Bordeaux, RCS BORDEAUX 489 645 796. L'importation et le commerce de gros d'engins motorisés, moto, scooter, Quad, location et commerce de véhicule de sport et de compétition - vente et montage de pièces détachées. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454894

SARL AGENCE CENTRALE DES CAPUCINS, 9 Place des Capucins, 33800 Bordeaux, RCS BORDEAUX 532 957 602. Agence immobilière. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454897

SARL LA CAVE DE GAJAC, 25 Avenue Montaigne, Saint-Médard en Jalles, 33160 Saint-Médard-En-Jalles, RCS BORDEAUX 537 597 197. Vente à emporter de vin alcools spiritueux produits alimentaires. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454900

SARL COACH MAISON, 3 Rue Ferdinand de Lesseps, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 539 897 553. Vente de biens aux particuliers servant à l'amélioration de l'habitat. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454903

SARL EURL R.C.H 33, 15 Avenue Albert François, 33680 Lacanau, RCS BORDEAUX 751 949 926. Plâtrerie isolation peinture revêtements de sols et murs plomberie et sanitaire. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454906

SARL Aide à la réalisation world service, 1 Bis Impasse du Renard, 33370 Yvrac, RCS BORDEAUX 792 976 912. Rénovation Construction dans tous les domaines du bâtiment Et tout corps d'état, activités de services administratifs et de soutien conseil dans tous Ces domaines. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454909

SAS P&R DESIGN, 26 Avenue du Meilleur Ouvrier de, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 793 141 151. Commerce de meubles et équipements du foyer, de vêtements et accessoires, location meubles et décoration. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454912

SARL AUTODIFFUSION JML, 98 Avenue du Huit Mai 1945, 33210 Toulence, RCS BORDEAUX 798 784 385. Achat vente de véhicules automobiles, pièces détachées, carburant, lubrifiant, mécanique, tôle (activités acquises), dépannages et Remorquages, négoce, courtage, dépôt de tous véhicules à moteur (activités créées). Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454915

SARL AED SUD OUEST, 13 Rue Gustave Eiffel, 33850 Leognan, RCS BORDEAUX 798 874 079. Distribution de matériel électrique. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454918

SAS SOCIETE TOUS TRAVAUX BATIMENT, 1 Place Aristide Briand, 33310 Lormont, RCS BORDEAUX 801 558 529. Maçonnerie générale. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454921

SARL BDX RUGBY, 7 Rue du Pont de la Grave, 33130 Bègles, RCS BORDEAUX 808 100 275. En France et à l'étranger : commerce de gros de produits et équipements sportifs, billetterie et vente de tous vêtements. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454924

SARL MONCREDITFACILE.COM, 2 Bis Rue Jardel, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 808 231 278. Courtage en opérations de banque et services de paiement, courtage en assurance. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454927

SAS N.C. PERSPECTIVES, 115 Avenue de Bordeaux, 33970 Lège Cap Ferret, RCS BORDEAUX 812 969 319. Réalisation d'études de marché, conseil et prospection foncière, achat, vente de tous biens immobiliers, mise en location de tous biens immobiliers, mise en location de tous biens immobiliers et gestion de Ces biens, Élaboration de schémas juridiques en vue d'opérations immobilières. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454930

SARL CMR EXPRESS, 64 Rue Jean de la Fontaine, 33600 Pessac, RCS BORDEAUX 814 267 662. Transporteur public routier de marchandises ou loueur de véhicules avec conducteur au moyen exclusivement de véhicules n'excédant pas un poids maximum autorisé de 3,5 tonnes. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454933

SAS PIERRECO, 14b Rond-Point d'Aquitaine, 33210 Langon, RCS BORDEAUX 819 009 242. Construction de maisons individuelles promotion immobilière de logements. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454936

SARL EVENT DRINKS, 46 Route de Louens, 33460 Macau, RCS BORDEAUX 820 183 549. Création, Acquisition, exploitation, mise ou prise en location gérance de tous fonds de Commerce de vente en gros et au détail de boissons, vins et spiritueux, vente de produits alimentaires de conserverie et produits alimentaires conditionnés. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454939

SARL BORDEAUX RESEAUX FIBRE CABLE (BRFC), 18t Chemin des Jaugues, 33440 Ambares-et-Lagrave, RCS BORDEAUX 821 360 948. Installation des matériels réseaux et des télécommunications pose de parabole antenne Tnt raccordement fibre optique câble coaxial Adsl et Ethernet domotique portier automatisé. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454942

SAS P.L.U TRANS, 2 Chemin du Raz, 33410 Béguey, RCS BORDEAUX 823 152 251. En France et à l'étranger, l'achat, la vente, la prestation de toutes activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises, les activités de conseil pour les affaires, les conseil de gestion, l'assistance opérationnelle, la planification stratégique, les politiques marketing, les stratégies en matière de ressources humaines et d'autres questions financières. le recouvrement de créances et le versement des paiements perçus aux clients tels que les services de recouvrement. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302562454945

SASC'PLOMBIERCHAUFFAGISTE, 39 Route du Médoc, 33650 Saucats, RCS BORDEAUX 823 632 583. Plombier chauffagiste. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454948

BERRIER Rémi, 28 Avenue de la République, 33380 Mios, RCS BORDEAUX 829 829 043. Entretien Parc Et Jardin. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454951

SAS TINCA, 13 Place des Combattants, Local C3, 33121 Carcans, RCS BORDEAUX 829 027 820. Restauration sur place et à emporter, traitement, vente au détail de produits d'épicerie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454954

SAS PM IMMOBILIER, 15 Route de Morillon, 33360 Camblanes-Et-Meynac, RCS BORDEAUX 831 807 888. Transactions immobilières et commerciales, gestion immobilière et locative de tous biens. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454957

SARL MAXI DIET, 5 Place de la Mairie, 33640 Castrés Gironde, RCS BORDEAUX 834 489 171. Commerce de détail de produits diététiques, conseil en matière de nutrition et de diététique. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454960

SARL THE GHK GROUP, 5 Place Ravezies, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 823 614 110. Conseil en relation publiques, communication et actions force de vente. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454963

SARL MANAKA, 61-69 Rue Camille Pelletan Cidex 52, Centre Émeraude, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 843 200 502. Agence de voyages, promotion touristique de produits. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454966

SARL EMY.B, 168 Cours de l'Argonne, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 844 585 133. Salon de coiffure. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454969

SAS SOCIETE NILJA-GASSER, 96-98 -100 Cours Alsace Lorraine 122-122 Bis-124 Ter Rue Sainte-Catherine, Résidence Sibal, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 849 056 270. Activité de restauration rapide sur place et à emporter. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454972

SAS CICA.BASS', 25 Rue Denis Papin, 33510 Andernos-Les-Bains, RCS BORDEAUX 879 277 218. Coordination de soins et fournitures de dispositifs médicaux à domicile. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454975

SAS RIBEAUT-HOARAU, 4 Route des Graves, Lieut Dit les Boudoubans, 33640 Portets, RCS BORDEAUX 884 894 221. Charpente couverture Zinguerie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454978

SAS DESIGN CLOTURES, 20 Rue des Frères Lumière, 33560 Carbon-Blanc, RCS BORDEAUX 891 484 560. Création

graphique, impression, installation, construction modélisation, fabrication de clôtures décoratives notamment clôtures de piscine ; de murs d'image ou de cloisons décoratives ; de dalles décoratives, notamment lumineuses ou acoustiques. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454981

SAS AGRISTAFF, 7 Allée de Chartres, 7th Coworking, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 892 477 100. Toutes prestations de service agricole. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454984

SARL LE COMPTOIR DE LULU, 48 Rue du 11 Novembre 1918, 33720 Barsac, RCS BORDEAUX 893 079 335. Le commerce de détail alimentaire et non alimentaire, en sédentaire et sur marché, ainsi que par la participation à tous événements. activité point relais. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454987

SAS ARTISAN TRADITION POLYVALENCE, 5 Hameau de la Maletonne, 33340 Blaignan-Prignac, RCS BORDEAUX 895 086 999. Travaux de plâtrerie, carrelage, plomberie, neuf et rénovation, électricité générale. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454990

SAS WACO 2, 3 Rue Albert Einstein, Zone Commerciale, Parc Chemin Long, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 902 580 018. Restauration rapide sur place ou à emporter, livraison, sans boissons alcoolisées. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454993

MLADENOV Neven, 2 Rue de Beautiran, 33800 Bordeaux, RM 518 509 450. Non Communiquée. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454998

EIRL JEAN ARNAUD, Lieu-dit les Laurets, 33190 Loupiac-de-la Reole, RCS BORDEAUX 382 019 768. Réparations Machines Agricoles Et Motoculture Réparation Automobile Forge Vente Machines Agricoles Motoculture Et Carburant. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
13302562454880

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Ordonne la rectification de l'erreur matérielle figurant dans le jugement arrêtant le plan de sauvegarde du 26 janvier 2024 de la :

S.C. CHATEAU LE FOURNAS BER-NADOTTE Activité : viticulture Château Le Fournas 33250 SAINT-SAUVEUR RCS de Bordeaux : 523 612 885 de la façon suivante :

Il convient de lire :

en ce qui concerne l'OPTION n°1 :

- les 1^{ère} et 2^{ème} annuités sont fixées à 1%,
- la 3^{ème} annuité est fixée à 3%,
- les 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} annuités sont fixées à 5%,
- les 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} annuités sont fixées à 10 %,
- la 15^{ème} annuité est fixée à 15%.

Commissaire à l'exécution du plan : Me MANDON SELARL EKIP' BP 20709 2 rue de Caudéran 33007 BORDEAUX CEDEX
L24EJ13582

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour extinction du passif de la procédure de liquidation judiciaire de :

M. Philippe DE BOUSSIER Le Moulin de Pomarède 35 route de Pomarède 33640 CASTRES SUR GIRONDE Loueur de chevaux immatriculé sous le n° RCS : 309 896 934 Bordeaux

Liquidateur : SCP SILVESTRI-BAUJET prise en la personne de Me SILVESTRI 23 rue du Chai des Farines 33000 BORDEAUX
L24EJ13578

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Rejette le plan de redressement et prononce la conversion du redressement judiciaire en liquidation judiciaire à l'égard de :

S.C.E.A. CHATEAU HAUT BRIGNON Activité : Culture de la vigne 17 avenue Julien Ducourt 33610 CESTAS RCS de BORDEAUX : 327 233 862 SIRET : 327 233 862 00033

qui met fin à la période d'observation.

Nomme la SELARL FIRMA, 54 cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX, en qualité de liquidateur et désigne Maître MAYON pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me MAYON dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.crediteurs-services.com>

L24EJ13580

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Prononce la résolution du plan adopté le 1^{er} juillet 2022 et l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire à l'égard de :

Monsieur Charles ROZAN Profession : Aquaculture en mer 167 route du Cap Ferret 33950 LEGE CAP FERRET SIRET : 421 662 404 00019

Fixe provisoirement au 1^{er} juillet 2023 la date de cessation de paiements.

Nomme la SELARL EKIP', BP 20709 - 2 rue de Caudéran - 33007 BORDEAUX CEDEX, en qualité de liquidateur et désigne Maître Christophe MANDON pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me MANDON devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me MANDON dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.crediteurs-services.com>.

L24EJ13587

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire en application de l'article L 681-2 III du code de commerce, à l'égard de :

Madame Cécile Marie PELEGRIS Profession : Médecin spécialiste (psychiatre) 30 place Gambetta 33000 BORDEAUX Entrepreneur individuel SIRET : 442 135 687 00048.

Fixe provisoirement au 19 Janvier 2024 la date de cessation de paiements.

Nomme la SCP SILVESTRI-BAUJET, 23 rue du Chai des Farines - 33000 BORDEAUX, en qualité de mandataire judiciaire et désigne Maître Jean -Denis SILVESTRI pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me SILVESTRI devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me SILVESTRI dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.crediteurs-services.com>

L24EJ13592

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la résolution du plan de sauvegarde du 17 décembre 2021, rectifié le 8 avril 2022, et l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de :

S.C. DUCHATEAU LAMOTHE Activité : Culture de la vigne Château Lamothe 33250 CISSAC MEDOC RCS de BORDEAUX : 781 886 999 SIRET : 781 886 999 00015

Fixe provisoirement au 17 Décembre 2023 la date de cessation de paiements.

Désigne la SELARL EKIP', BP 20709 - 2 rue de Caudéran - 33007 BORDEAUX CEDEX en qualité de mandataire judiciaire, et désigne Maître Christophe MANDON, pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me MANDON devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me MANDON dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.crediteurs-services.com>

Administrateur judiciaire : Maître CAVIGLIOLI S.C.P. CBF ASSOCIES 58 rue Saint-Genès 33000 Bordeaux avec mission d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion.
L24EJ13596

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour insuffisance d'actif de la procédure de liquidation judiciaire de :

SCP DE KINESITHERAPIE DE CESTAS Activité : kinésithérapeute Centre Commercial 5 chemin des Boutiques 33610 CESTAS immatriculé sous le n° RCS : 313 106 213 BORDEAUX ;

Liquidateur : SELARL EKIP' prise en la personne de Me MANDON BP 20709 2 rue de Caudéran 33007 BORDEAUX CEDEX
L24EJ13598

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Prononce la conversion du redressement judiciaire en liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de :

Madame Marie-Charlotte BUCHON agent commercial (agent immobilier) 47 rue André Messager Résidence Adagio - Apt 103 33520 BRUGES Entrepreneur individuel RSAC : 843 340 555 SIRET : 843 340 555 00013

qui met fin à la période d'observation.

Nomme la SELARL EKIP', BP 20709 - 2 rue de Caudéran - 33007 BORDEAUX CEDEX, en qualité de liquidateur et désigne Me MANDON pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me MANDON dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.crediteurs-services.com>

L24EJ13600

Par jugement en date du 08 Mars 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour extinction du passif de la procédure de liquidation judiciaire de :

M. Bernard CANTILLAC Profession : Culture de la vigne Château du Cayres 33370 YVRAC immatriculé sous le n° RCS : 424 079 465 SIRET : 424 079 465 00011 ;

Liquidateur : SCP SILVESTRI-BAUJET prise en la personne de Me SILVESTRI 23 rue du Chai des Farines 33000 BORDEAUX
L24EJ13604

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL LAURA LAFON - MANDATAIRE JUDICIAIRE
155 RUE FONDAUDEGE
33000 BORDEAUX

**A VENDRE
DROIT AU BAIL DE :
COMMERCE D'ARTICLES DE TENNIS**

A ARTIGUES-PRES-BORDEAUX (33)

21 Avenue Gay Lussac - Local 7
Local de 116 m²

Loyer mensuel : 1.596.95 € HT/HC
CA exercice 2023 : 251.887 €

Vous pouvez adresser toute demande par courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, ou par mail à :
contact@mandatairesjudiciaires.eu

**Les offres pourront être déposées à l'Etude jusqu'au :
jeudi 28-03-2024 à 12h**

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL LAURA LAFON - MANDATAIRE JUDICIAIRE
155 RUE FONDAUDEGE
33000 BORDEAUX



**A VENDRE
FONDS DE COMMERCE DE
RESTAURANT**

A BORDEAUX (33)

7 rue des Faures

Local de 70 m²

Loyer mensuel : 1.205,05 € HT
CA exercice 2022 : 145.664 €

Vous pouvez adresser toute demande par mail à :
contact@mandatairesjudiciaires.eu

ou prendre connaissance des pièces sur le site
www.mandatairesjudiciaires.eu "Onglet Actif"

**Les offres pourront être déposées à l'Etude jusqu'au :
vendredi 12 avril 2024 à 12h**

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

RECHERCHE DE REPRENEURS



SARL BISCA PLAGÉ

Procédure de Redressement Judiciaire

Activité : Restauration, brasserie, crêperie, glacier exploitée sous l'enseigne « Thérèse à la plage », cuisine locale à consommer sur place ou à emporter.

Local : Restaurant avec terrasse de 120 couverts à plat, situé proche de l'océan au 44 place de l'Océan 40600 BISCAROSSE. Entièrement rénové et équipé. Bail 3/6/9. Loyer : 32 K€ / an

CA : 352 K€ au 31/03/2023. Fort potentiel de développement.

Salariés : Aucun salarié

**La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée
au 15 avril 2024 à 12h**

Dossier disponible à l'Etude sur demande écrite motivée, sous **références 11194** après signature d'un engagement de confidentialité et justification de la capacité technique, commerciale et financière du candidat à intervenir dans cette affaire. Les offres devront être conformes aux articles L.642-2 et suivants du Code du Commerce.

Les candidats sont invités à contacter par écrit :

SELARL APEX AJ - Espace Rive Gauche - 66 allées marines
64100 BAYONNE - Courriel : etude@apex-aj.fr

RECHERCHE DE REPRENEURS



SARL ETABLISSEMENTS COUSSEAU

Procédure de Redressement Judiciaire

Activité : Depuis plus de 150 ans, les Établissements COUSSEAU exercent une activité de conception et de commercialisation de produits de protection solaire, de fermeture, de menuiserie, et de mobilier d'extérieur dans les Pyrénées Atlantiques et Landes.

Clientèle : Particuliers, professionnels (Hôteliers, restaurateurs, centre commerciaux, municipalités).

CA : 2,3 M€ au 31/12/2022

Salariés : 13 CDI

**La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée
au 3 avril 2024 à 12h**

Dossier disponible à l'Etude sur demande écrite motivée, sous **références 20145** après signature d'un engagement de confidentialité et justification de la capacité technique, commerciale et financière du candidat à intervenir dans cette affaire. Les offres devront être conformes aux articles L.642-2 et suivants du Code du Commerce.

Les candidats sont invités à contacter par écrit :

SELARL APEX AJ - Espace Rive Gauche - 66 allées marines
64100 BAYONNE - Courriel : etude@apex-aj.fr

**POUR VOTRE
COMMUNICATION PUBLICITAIRE**

TÉL. 05 56 52 32 13
publicite@echos-judiciaires.com

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES
6-7 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND
33500 LIBOURNE



**À VENDRE
ENSEMBLE DE BIENS
IMMOBILIERS**
A RAZAC-DE-SAUSSIGNAC (24240)

Les offres devront impérativement être adressées auprès de la SELARL EKIP', prise en la personne de Me Romain RABUSSEAU, 6 et 7 Boulevard Aristide Briand 33506 LIBOURNE **avant le 06/04/2024 à 12h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : www.ekip.eu Onglet : «cession d'actif»

Référence : 43028

Coordonnées de la personne en charge du dossier : amandine.elizondo@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



**SELARL PHILAE
MANDATAIRES JUDICIAIRES**
23 RUE MARGAUX 33000 BORDEAUX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE**
**de vente de produits issus de la
culture biologique**
SITE WEB : webecologie.com
Local de 385 m²
Situé 94 avenue Picot
A EYSINES (33320)

Offres à adresser avant le 29/03/2024 à 12h
à SELARL PHILAE, 23 rue Margaux à Bordeaux (33000)
Email : contact@philaemj.fr
Réf : 8125

DESCRIPTIF ET PIÈCES SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



**À VENDRE FONDS DE COMMERCE
DE RESTAURATION**
2 avenue de la Brède
33930 VENDAYS-MONTALIVET

Dossier n° **14053** sur demande à la **SCP SILVESTRI-BAUJET**,
Mandataires Judiciaires 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
Courriel : fxbuteux@mjsb.fr

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



**SELARL PHILAE
MANDATAIRES JUDICIAIRES**
23 RUE MARGAUX 33000 BORDEAUX



**À VENDRE FONDS DE COMMERCE
DE BOULANGERIE, PÂTISSERIE**
Situé A MERIGNAC (33700) 13 avenue Victor Hugo
Bail se terminant le 31-12-2028
Local d'environ 293 m² - Loyer annuel de 19.200 €HT et HC
Destination : Boulangerie et pâtisserie

Offres à adresser à SELARL PHILAE, 23 rue Margaux à Bordeaux (33000)
Email : contact@philaemj.fr
Réf : 8304

DESCRIPTIF ET PIÈCES SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

L'entreprise et cotisations sociales

Revue de récentes décisions de justice en matière de contrôles et redressements Urssaf.

François TAQUET, avocat, spécialiste en droit du travail et protection sociale

OPÉRATIONS DE CONTRÔLE

La méconnaissance par l'organisme de recouvrement des garanties qu'il prévoit au bénéfice du cotisant n'emporte la nullité de l'ensemble de la procédure de contrôle et de redressement que si l'irrégularité affecte chacun des **chefs de redressement** envisagés. (Amiens, Chambre 2 protection sociale, 30 janvier 2024, RG n° 22/04060)

MISES EN DEMEURE

En l'espèce, l'Urssaf a adressé deux mises en demeure au cotisant qui en a accusé réception. Pour la société concernée, ces dernières sont irrégulières dès lors qu'elles ne mentionnent pas la nature des cotisations. La première mise en demeure indique dans l'encadré relatif à la nature des cotisations : « régime général (*) », l'astérisque renvoyant à la précision : « cotisations de sécurité sociale, assurance chômage, retraite complémentaire, prévoyance, la retenue à la source ». La deuxième mise en demeure mentionne la nature des sommes dues, soit « régime général, cotisations de sécurité sociale, assurance chômage, retraite complémentaire, prévoyance, retenue à la source ». Pour le tribunal ces mentions sont suffisantes pour assurer l'**information de l'entreprise**. (TJ Bobigny, Serv. contentieux social, 19 janvier 2024, RG n° 23/00631)

Selon l'Urssaf, dans ce contentieux, le montant des cotisations et contributions sociales réclamées de 11 108 euros pour l'année 2014 a été arrondi à l'euro supérieur et la somme de 5 776 euros, réclamée pour l'année 2016, à 5 775 euros. Cependant, pour la cour d'appel, il n'apparaît pas justifié d'arrondir des nombres entiers et cette **modification de chiffre** sur deux montants distincts ne peut que rendre la mise en demeure difficilement compréhensible pour la cotisante.

Par ailleurs, la mise en demeure visant un montant de cotisations différent de celui préalablement notifié ne permettait pas à la cotisante de connaître la nature, la cause et l'étendue de son obligation. La cour d'appel a, en effet, relevé une différence de montant « qui n'est pas minime et défavorable à la cotisante » de 2 559 euros entre le montant total des cotisations et contributions de sécurité sociale réclamées dans la mise en demeure (24 151 euros) et celui indiqué dans le courrier des inspecteurs (21 592 euros). La mise en demeure doit être annulée. (Paris, 6, 12, 26 janvier 2024, RG n° 20/02806)

CONTRAINTES

Doivent être annulées la mise en demeure et la contrainte adressées à un travailleur indépendant dès lors que celles-ci visent, de façon contradictoire, des cotisations provisionnelles pour réclamer des cotisations définitives et ne permettent pas ainsi à l'intéressé d'avoir connaissance de la **période pour laquelle les sommes lui sont réclamées**. (Aix-en-Provence, 23 novembre 2023, RG n° 22/04225)

L'opposant soutient que la contrainte est irrégulière dès lors que la cause de sa délivrance, pour « absence de versement », est trop générale et imprécise et qu'elle ne précise aucun calcul. En l'espèce, la contrainte émise par le directeur de l'Urssaf, qui faisait référence à deux mises en demeure, détaillait, pour chaque mois, le montant des cotisations et contributions sociales dues et rappelait le motif du recouvrement, soit l'absence de versement. Ainsi, la contrainte comporte les éléments permettant au cotisant de connaître la nature, la cause et l'étendue de son obligation : contrairement à ce que celui-ci soutient, elle est régulière. (TJ Bobigny, Service contentieux social, 19 janvier 2024, RG n° 23/00631)

Il est constant que les organismes de recouvrement conservent la possibilité d'émettre des contraintes, nonobstant la saisine de la Commission de recours amiable par le cotisant, laquelle n'entraîne pas la suspension du **délai de prescription** de l'action en recouvrement. (TJ Bobigny, Service contentieux social, 16 janvier 2024, RG n° 23/01101) ■

Meublés de tourisme Le régime micro-BIC

Les loueurs en meublés de tourisme non classés peuvent, pour 2023, bénéficier de l'ancien régime micro-BIC, malgré les modifications apportées par la loi de finances pour 2024.

La loi de finances pour 2024 a durci le régime micro-BIC applicable aux locations de meublés de tourisme non classés, sans modifier le régime applicable aux meublés de tourisme classés. Ces dispositions ont suscité diverses interrogations et interprétations. Le régime micro-BIC est ainsi applicable lorsque le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 15 000 euros (contre 77 700 euros antérieurement). Le taux d'abattement pour charges appliqué au chiffre d'affaires est réduit à 30 % (contre 50 % antérieurement).

NOUVEAU RÉGIME

Ce nouveau régime devait s'appliquer pour les revenus de 2023, faute de précision sur sa date d'entrée en vigueur. L'administration fiscale admet cependant que les loueurs de meublés non classés puissent continuer à bénéficier du régime micro-BIC selon les règles applicables antérieurement à la loi de finances pour 2024. Les loueurs en meublés non classés pourront ainsi continuer à bénéficier des limites de 77 700 euros et de l'abattement de 50 % pour leurs revenus de l'année 2023.

RÉGIME DES MEUBLÉS CLASSÉS

Pour les meublés classés, la limite de chiffre d'affaires du régime micro-BIC pour 2023 et les années suivantes est de 188 700 euros avec un abattement pour charges égal à 71 % du chiffre d'affaires. Pour les loueurs de meublés classés, situés dans une zone tendue caractérisée par un déséquilibre entre l'offre et la demande de logement, l'administration fiscale confirme les dispositions de la loi de finances. À compter de 2024, lorsque le chiffre d'affaires annuel de l'ensemble de leur activité de loueur en meublé de tourisme de l'année précédente ne dépasse pas 15 000 euros, le régime micro-BIC leur est applicable avec un abattement supplémentaire de 21 % (soit un abattement total de 92 %).

NOUVELLE RÉFORME EN VUE

Signalons que l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, le 29 janvier 2024 une proposition de loi modifiant de nouveau les règles d'imposition des loueurs de meublé de tourisme, classé ou non classé. Ainsi, la limite de chiffre d'affaires du régime micro-BIC serait fixée à 30 000 euros pour un meublé de tourisme classé et à 15 000 euros pour un meublé non classé. Dans les deux cas, l'abattement pour charges serait abaissé à 30 %. En zone tendue, les meublés classés pourraient bénéficier d'un abattement supplémentaire de 41 % (soit un total de 71 %, comme auparavant), à condition que le chiffre d'affaires de l'année précédente pour l'ensemble de l'activité de location meublée ne dépasse pas 50 000 euros. ■

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %
2022 T4	126,05	+ 6,29 %
2023 T1	128,68	+ 6,69 %
2023 T2	131,81	+ 6,60 %
2023 T3	133,66	+ 5,97 %

source : INSEE
 Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :
 - l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;
 - l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

SÉCURITÉ SOCIALE PLAFOND MENSUEL	
2024 : 3 864 €	Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (46 368 €)

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2023			
VOITURES			
PUISSANCE FISCALE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,529	(d x 0,316) + 1 065 €	d x 0,370
4 CV	d x 0,606	(d x 0,340) + 1 330 €	d x 0,407
5 CV	d x 0,636	(d x 0,357) + 1 395 €	d x 0,427
6 CV	d x 0,665	(d x 0,374) + 1 457 €	d x 0,447
7 CV et plus	d x 0,697	(d x 0,394) + 1 515 €	d x 0,470
VÉLO-MOTEUR			
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
moins de 50 cm ³	d x 0,315	(d x 0,079) + 711 €	d x 0,198
MOTOS			
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	d x 0,395	(d x 0,099) + 891 €	d x 0,248
3, 4 ou 5 CV	d x 0,468	(d x 0,082) + 1 158 €	d x 0,275
plus de 5 CV	d x 0,606	(d x 0,079) + 1 583 €	d x 0,343

INDICE DES PRIX			
(BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE N'AFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	JANVIER 2023	JANVIER 2024	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	114,6	118,19	+ 3,1 %
INDICE HORS TABAC	113,86	117,16	+ 2,9 %

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL		
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS	VARIATION ANNUELLE EN %
2 ^e TRIMESTRE 2022	140,59	+ 3,5 %
3 ^e TRIMESTRE 2023	141,3	+ 3,69 %
4 ^e TRIMESTRE 2023	142,06	+ 3,5 %

SMIC	
HORAIRE	MENSUEL (35 H)
11,65 €	1 766,96 €

TENDANCES BOURSE



SÉBASTIEN HÉNIN
 Directeur de
 la Gestion Privée
 Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2024		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	8 087,48	5,2%	7,2%	21,9%	8 087,48	7 318,69	France
SBF 120	6 104,59	4,8%	6,5%	19,9%	6 104,59	5 555,78	France
EURO STOXX 50	4 983,20	5,0%	10,2%	27,5%	4 983,20	4 403,08	Europe
S&P 500	5 145,64	2,5%	7,9%	30,3%	5 157,36	4 688,68	USA
NASDAQ 100	18 083,94	1,1%	7,5%	56,5%	18 302,91	16 282,01	USA
FOOTSIE 100	7 747,81	2,3%	0,2%	5,0%	7 747,81	7 446,29	Royaume-Uni
DAX 30	17 965,11	5,4%	7,2%	24,9%	17 965,11	16 431,69	Allemagne
SMI	11 762,05	5,2%	5,6%	6,1%	11 762,05	11 091,58	Suisse
NIKKEI	38 797,51	5,1%	15,9%	38,8%	40 109,23	33 288,29	Japon
SSE COMPOSITE	3 055,94	6,6%	2,7%	-0,9%	3 068,46	2 702,19	Chine

VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2024		Rendement 2023
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
AEIS FARMA	13,45	0,7%	2,7%	49,4%	13,60	13,05	-
ARVERNE GROUP SA	8,16	-0,5%	-14,1%	-18,4%	9,65	8,16	-
ASHLER ET MANSON	3,06	-4,4%	-4,4%	-6,7%	3,20	3,06	-
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	-35,9%	0,0%	8,20	5,90	-
CERINNOV GROUP	2,48	-10,5%	-5,7%	139,8%	2,98	2,41	-
CHEOPS TECHNOLOGY	62,00	-2,4%	-3,9%	1,6%	65,00	53,00	2,4%
DOCK.PETR.AMBES AM	486,00	-0,8%	3,0%	7,5%	496,00	470,00	7,8%
EAUX DE ROYAN	82,00	-6,8%	-9,9%	-4,7%	91,00	82,00	7,5%
EUROPLASMA	0,001	-33,3%	-81,1%	-99,9%	0,005	0,001	-
FERMENTALG	0,54	-38,1%	78,5%	-66,3%	0,93	0,27	-
GASCOGNE	3,40	-2,3%	-6,6%	-13,5%	3,64	3,40	-
GPE BERKEM	2,18	-8,0%	-28,8%	-58,8%	3,68	2,15	-
GPE PAROT (AUTO)	8,35	1,8%	1,2%	295,7%	8,40	8,15	-
HYDROGENE DE FRANCE	7,13	-26,5%	-43,4%	-71,1%	12,70	7,13	-
HUNYVERS	12,95	-7,5%	-7,5%	10,7%	14,25	12,70	-
I.CERAM	1,97	-53,1%	-32,1%	-82,9%	5,35	1,97	-
I2S	6,60	3,9%	13,8%	4,8%	6,80	5,10	2,1%
IMMERSION	2,04	11,5%	5,2%	-57,0%	2,04	1,79	-
IMPLANET	0,07	-10,8%	2,8%	-60,2%	0,09	0,06	-
KLARSEN DATA	2,50	-3,8%	-8,1%	28,9%	3,38	2,38	-
LECTRA	31,30	0,6%	0,2%	-8,1%	34,75	29,15	1,2%
LEGRAND	97,50	4,6%	3,6%	23,6%	97,50	89,08	2,1%
MON COURTIER ENERGIE	8,10	2,5%	-	-	8,19	7,86	-
MULTIMICROCLOUD	0,18	-28,0%	-14,3%	0,0%	0,25	0,18	-
OENEO	10,10	-10,6%	-21,7%	-26,5%	12,90	10,10	3,5%
POUJOLAT	13,70	-8,7%	-17,0%	-39,4%	16,50	12,80	2,3%
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	0,0%	430,00	430,00	-
UV GERMI	3,37	-17,2%	-4,3%	-10,8%	4,34	3,28	-
VALBIOTIS	3,92	-1,3%	-21,6%	10,4%	5,12	3,91	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS
 ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : 05 56 81 17 22
www.alienorcapital.com

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »



Iris

ME METTRE
AU BASE JUMP
GRIMPER SUR LA
SCÈNE PENDANT LE
FESTIVAL DE HELLFEST
EMBRASSER
UN BEL INCONU
SOUS LA PLUIE

Soignée pour un cancer du sein

Il n'y a pas
de petits rêves,
il n'y a pas
de petits dons

**C'est le cancer qui doit renoncer,
pas les malades.**

Votre entreprise est prête à s'engager ?

Quelle que soit sa taille et ses capacités
financières, votre entreprise peut
contribuer à la lutte contre le cancer

